

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

CHINE-AFRIQUE :  
ÉVOLUTION DE LA COOPÉRATION SINO-MALIENNE  
ENTRE 1960 ET 2008

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN ADMINISTRATION  
(MBA RECHERCHE)

PAR  
OUMOU NIOGHO SANOGO

FÉVRIER 2010

# UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Service des bibliothèques

## Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 -Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## Remerciements

Tout au long des deux années passées à rassembler des informations et des données pour la réalisation de ce document, j'ai eu l'honneur de bénéficier du soutien de nombreuses personnes auxquelles je tiens ici à exprimer ma plus sincère gratitude. Sans l'expertise et la sagesse de M. Prosper Bernard sur le sujet qui m'intéressait, ce travail de recherche n'aurait pas été possible. C'est surtout grâce à son inspiration et à sa grande passion pour l'étude de la Chine que j'ai à mon tour pu développer un intérêt tout particulier pour cette région du monde et pleinement apprécier les découvertes que je faisais de part et d'autre lors de mes recherches. Il est donc important pour moi de lui réitérer ma plus profonde reconnaissance. Je souhaite également remercier Monsieur Michel Plaisant pour ses conseils éclairés lors du processus de rédaction et de lecture du mémoire car son regard académique sur mon document durant les premiers stades de son ébauche ont beaucoup aidé à peaufiner des détails essentiels à toute recherche. De même, je tiens à transmettre toute ma considération à M. Lassana Maguiraga, professeur à l'UQAM, pour sa participation à la lecture finale du mémoire.

Au Mali, lors d'un séjour de prospection effectué en février 2009, la coopération sans failles et les encouragements de M. Abdoullah Coulibaly – directeur de l'IHEM-, M. Seydou Coulibaly ainsi que M. Issa N'diaye se sont avérés être des soutiens et des sources d'informations extrêmement prolifiques. Grâce à nos interactions, j'ai réellement pu constater l'intérêt du milieu académique et politique local en ce qui a trait au sujet Chine-Afrique. Pour l'abondance de ses contacts, sa disponibilité constante malgré un emploi du temps souvent chargé et son érudition sur le thème de la Chine, je souhaite tout spécialement transmettre mes plus vifs remerciements à M. Modibo Bah Koné, un homme « sans façons » qui m'a véritablement permis de « vivre » concrètement mes recherches, de mettre des visages sur la coopération sino-malienne et de mesurer toute l'ampleur du phénomène. Pour la traduction en mandarin qu'elle a très gentiment accepté d'entreprendre en dépit de ses propres obligations, je remercie Mlle Tianhan Guy, étudiante en Sciences Sociales à l'UQAM.

Enfin, toute ma plus profonde reconnaissance va à ma famille et à mes parents qui m'ont toujours gratifié d'un soutien inaltérable, à travers toutes mes entreprises, petites comme grandes. Dans les moments de découragement et de doutes propres à la réalisation d'un travail de rédaction, les nombreux coups de fils et conversations, bref l'appui inconditionnel dont j'ai tout le temps bénéficié, et ce malgré la distance, ont constitué des moteurs essentiels à la concrétisation de mes ambitions ainsi que des rappels constants de la chance qui m'a été donnée de pouvoir bénéficier d'une éducation de grande qualité, loin de mon pays natal. Papa et Maman, merci pour votre amour, pour l'exemple de réussite que vous représentez pour moi et mes frères, pour toutes ces années de soutien et pour toutes celles à venir à vos côtés.

## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES ABREVIATIONS .....	viii
RÉSUMÉ.....	ix

### PREMIÈRE PARTIE

INTRODUCTION AU SUJET.....	1
----------------------------	---

#### CHAPITRE I

INTRODUCTION GÉNÉRALE AU SUJET.....	1
-------------------------------------	---

1.1 Présentation du sujet et de la problématique de recherche.....	1
1.2 Objectifs et contribution à la recherche.....	5
1.3 Méthodologie.....	11
1.4 Structure du document.....	18

#### CHAPITRE II

MISE EN CONTEXTE : ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR DE LA CHINE ET DES PAYS AFRICAINS.....	20
--	----

2.1 Un constat général : La mondialisation, moteur d'un réveil économique.....	20
2.2 La Chine dans le commerce mondial : mutation de son commerce extérieur .....	22
2.3 La stratégie africaine de Pékin.....	25

### DEUXIÈME PARTIE

REVUE DE LA LITTÉRATURE ET MÉTHODOLOGIE.....	30
--	----

Introduction.....	31
-------------------	----

### CHAPITRE III

REVUE DE LA LITTÉRATURE - ÉVOLUTION DES ÉCONOMIES CHINOISE ET MALIENNE.....	34
--	----

<b>La Chine</b> .....	34
-----------------------	----

3.1 Présentation de la Chine .....	34
3.2 Le système politique chinois.....	37
3.3 Évolution de l'économie chinoise à travers la politique de réforme des années 1970.....	39
3.3.1 Avantages théoriques de l'intégration financière.....	39
3.3.2 La politique de réforme (1978).....	41
3.4 L'accession de la Chine à l'OMC et son ouverture au commerce international.....	47

<b>Le Mali</b> .....	53
----------------------	----

3.5 Présentation du Mali.....	53
3.6 L'économie du Mali.....	57
3.6.1 Agriculture, élevage et pêche.....	59
3.6.2 L'industrie et les services.....	60
3.7 Le commerce extérieur du Mali.....	62
3.7.1 Evolution des exportations.....	62
3.7.2 Evolution des importations.....	64
3.7.3 Répartition géographique du commerce extérieur.....	66

### CHAPITRE IV

LA PRÉSENCE CHINOISE EN AFRIQUE ET AU MALI.....	70
---	----

4.1 Perspectives sur la présence chinoise en Afrique.....	70
4.2 Le Mali : grand partenaire ouest-africain de la Chine.....	88
4.2.1 Historique des relations sino-maliennes.....	88
4.2.2 Bilan des réalisations et projets chinois au Mali.....	94
4.2.3 Volet culturel : l'intégration chinoise au Mali.....	108
Conclusion.....	111

## **CHAPITRE V**

<b>MÉTHODOLOGIE ET RÉSULTATS DES RECHERCHES.....</b>	<b>113</b>
5.1 Retour sur les aspects méthodologiques.....	113
5.1.1 Élaboration du questionnaire.....	113
5.1.2 Réalisation des entrevues au Mali.....	115
5.2 Présentation et analyse des résultats du questionnaire.....	117
5.2.1 Analyse quantitative.....	117
5.2.2 Analyse qualitative.....	121
Conclusions.....	127

## **TROISIEME PARTIE**

<b>CONCLUSION GÉNÉRALE.....</b>	<b>129</b>
---------------------------------	------------

## **CHAPITRE VI**

<b>CONTRIBUTIONS À LA RECHERCHE, RECOMMANDATIONS ET CONCLUSION.....</b>	<b>130</b>
7.1 Retour sur la contribution de l'étude à la recherche.....	130
7.2 Conclusion générale.....	132

<b>APPENDICES.....</b>	<b>139</b>
------------------------	------------

<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>187</b>
---------------------------	------------

## LISTE DES FIGURES

Figure 1	Cartes de la Chine et du Mali
Figure 2	Données saillantes concernant la Chine et le Mali
Figure 3	Évolution du PIB et du PIB/hab chinois entre 1978 et 2001
Figure 4	Évolution des exportations et des importations chinoises (%) entre 1980 et 2002
Figure 5	Principales exportations chinoises à destination de l'Afrique en 2005
Figure 6	Principales importations chinoises en provenance d'Afrique en 2005
Figure 7	Les avantages de l'intégration financière
Figure 8	PIB de la Chine selon les secteurs (milliards de Yuans)
Figure 9	Structure par produits des exportations entre 2003 et 2007
Figure 10	Structure des importations par produits en 2007
Figure 11	10 principaux partenaires africains de la Chine en 2006
Figure 12	Échanges sino-africains par secteur, 2005 (milliards de dollars)
Figure 13	Accords bilatéraux signés entre le Mali et la Chine en 2007 et 2008
Figure 14	Age des répondants
Figure 15	Activité principale des répondants
Figure 16	Niveau de connaissances des répondants chinois en commerce international
Figure 17	Position de la Chine dans le commerce mondial selon les répondants chinois
Figure 18	Intérêts économiques et politiques de la Chine en Afrique selon les répondants chinois
Figure 19	L'intégration culturelle des chinois en Afrique selon les répondants chinois

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	Commerce extérieur chinois avec les sous régions africaines (moyenne 1993-2004)
Tableau 2	Évolution des exportations de biens
Tableau 3	Évolution des importations totales (CAF)
Tableau 4	Orientation géographique des exportations du Mali de 2003 à 2007
Tableau 5	Statistiques SPSS
Tableau 6	Sexe des répondants



## LISTE DES ABRÉVIATIONS

AHIDA	Action Humanitaire Internationale d'Aide au Développement
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAF	Cost and Freight (Coût et Fret)
CCRCA	Cercle Confucius pour la Recherche sur la Chine et l'Asie
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CIA	Central Intelligence Agency
COMATEX	Compagnie Malienne des Textiles Sa
COVEC	Société d'ingénierie d'outre-mer de Chine
CMLN	Comité Militaire de Libération Nationale
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
DEC	Diplôme d'Etudes Collégiales
DNSI	Direction Nationale des Statistiques et de l'Informatique
F&D	Finance & Development
FCFA	Franc CFA (Franc de la Communauté Financière Africaine)
FLASH	Faculté des Lettres, Langues et Sciences Humaines
FMI	Fonds Monétaire International
FOCCA	Forum sur la Coopération Chine-Afrique
IDE	Investissement Direct à l'Etranger
IHEM	Institut des Hautes Etudes en Management
LICA	Liaison Chine-Afrique
MBA	Master in Business Administration
MIC	Mesures sur les Investissements et le Commerce
NPI	Nouveaux Pays Industrialisés
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONG	Organisation non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PCC	Parti Communiste Chinois
PED	Pays en développement
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit National Brut
PPP	Parité du Pouvoir d'Achat
RMB	Yuans
RPC	République Populaire de Chine
SESSI	Service des Études Statistiques et Industrielles
TIC	Technologies de l'Information et des Communications
UMPP	Usine Malienne des Produits Pharmaceutiques
UNICOP	Union Nationale des Conserveries de Poissons
UQAM	Université du Québec à Montréal
WHYCOS	World Hydrological Cycle Observing System

## RÉSUMÉ

En opérant un revirement spectaculaire lui ayant permis de passer d'une économie fermée aux influences extérieures à l'une des plus grandes puissances commerciales au monde, la Chine a, en l'espace de quelques années, brisé tous les dogmes qui voulaient qu'une économie initialement faible ne puisse que très difficilement accéder à la suprématie économique. La réforme de son économie, entamée en 1978 sous l'impulsion du gouvernement de Deng Xiaoping et plus tard son accession à l'OMC, a permis l'ouverture graduelle du pays aux marchés internationaux et a engendré la croissance phénoménale qui est survenue par la suite. Les relations entre la Chine et l'Afrique remontent toutefois aux années 1960. Très tôt, la Chine a développé des contacts diplomatiques avec ses « frères » africains. Pékin a en effet épaulé les pays africains nouvellement indépendants et a activement participé à la consolidation des mouvements de libération locaux dans une logique de lutte contre les impérialismes. Au Mali, depuis le régime socialiste de Modibo Keita, sous la Première République, la Chine a fourni son aide dans l'édification du tissu industriel du pays et dans le développement d'usines textiles et pharmaceutiques, importantes à la création de toute nation voulant entamer sa croissance. Grâce à des contacts et visites fréquemment organisés entre les deux gouvernements, le Mali et la Chine ont réussi, au fil des régimes politiques, à développer un partenariat et des relations bilatérales particulièrement solides dans le cadre de la sous-région. Aujourd'hui encore, la Chine entreprend de grandes réalisations et projets de construction au Mali, à l'image du 3<sup>ème</sup> pont de la capitale malienne, qui constitue actuellement le plus grand projet de construction jamais entrepris par la Chine en Afrique de l'Ouest. L'inauguration de ce véritable « cadeau » de la Chine envers le Mali est prévue pour septembre 2010 et commémorera à la fois le cinquantenaire de l'indépendance du pays et celui de la coopération Chine-Mali.

Dans ce document, nous voulions étudier l'évolution des relations entre la Chine et le Mali entre les années 1960 et 2008. Pour ce faire, nous avons employé 2 méthodes de recherche principales : le sondage et l'entrevue. Le sondage nous a permis de recueillir les opinions et connaissances des répondants chinois quant au commerce sino-africain et de comprendre leur perspective unique par rapport au phénomène. Les entrevues effectuées au Mali au mois de mars 2009, nous ont quant à elles fourni des témoignages utiles sur la réalité des échanges entre les 2 pays et les relations interpersonnelles existant entre les maliens et les chinois. L'utilisation conjointe de méthodes de recherche qualitative et quantitative a eu pour avantage de nous gratifier d'une vue d'ensemble sur un phénomène particulièrement complexe. Nous avons donc déduit de nos recherches que malgré les nombreux effets bénéfiques qu'ont les échanges bilatéraux entre les deux régions, incluant, entre autres, la construction d'infrastructures de base et l'octroi de prêts préférentiels, la présence chinoise de plus en plus accrue au Mali dans plusieurs secteurs de la vie courante, soulève aussi de nombreux enjeux au niveau local. En contrepartie d'une aide ponctuelle peu coûteuse et très efficace, la Chine puise indéniablement dans les ressources domestiques pour combler ses propres besoins- à la mesure de l'envergure de son territoire et de sa population- en plus d'inonder les marchés maliens de ses produits à la qualité douteuse. De ce fait, même si Pékin répond aux urgences africaines sans la longue liste de conditions et pré-requis qui caractérisent la coopération avec les bailleurs de fonds occidentaux, il est donc plus que jamais nécessaire que le Mali et les pays africains touchés par le phénomène chinois, demeurent conscients des conséquences aussi bien positives que négatives pour la croissance et le développement de leurs nations respectives.

---

**Mots-clés :** Chine-Afrique, relations sino-maliennes, coopération « donnant-donnant », croissance chinoise

***Première partie***  
***Introduction au sujet***

# CHAPITRE I

## Introduction générale au sujet

### 1.1 Présentation du sujet et de la problématique

Au début des années 1980, le mouvement de renouveau économique instauré par le gouvernement chinois se manifeste entre autres par la mise en place d'une nouvelle politique d'ouverture commerciale à l'égard des pays africains. En effet, œuvrant dans une optique similaire, soit le développement et la croissance économique, la Chine et les pays africains ont très vite exploités leurs affinités et noués, au fil des années, des liens commerciaux solides. Ceux-ci ont ainsi fourni la possibilité aux uns et aux autres d'assurer la satisfaction de leurs divers intérêts et d'amorcer une collaboration efficace fondée sur un certain rapport de dépendance. Aussi, la Chine, soucieuse de se procurer des quantités importantes de matières premières à moindre coût s'est-elle tout justement tournée vers le continent africain dont les réserves constituent une véritable aubaine pour Pékin. En contrepartie de ces derniers services, la Chine s'engage à répondre aux besoins de financement des pays en difficulté et à combler les besoins urgents en infrastructures (routes, aéroports, ministères) accablant plusieurs de ces nations africaines.

Depuis la conférence de Bandung en 1955, marquée par la naissance du mouvement des non-alignés (Antoine Kernén, 2007), la Chine souligne son engagement envers l'Afrique dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et toutes formes d'hégémonie occidentale. Hormis le large éventail de domaines au sein desquels la Chine intervient en Afrique, la stratégie chinoise peut également être susceptible de révéler des aspects diplomatiques se rattachant à la création même de la République Populaire. Malgré les affres de sa propre histoire économique, la Chine a donc posé des actions non négligeables envers l'Afrique

tels que le financement d'un projet d'aide alimentaire en Guinée dans les années 60 ou encore l'engagement de ses travailleurs dans la construction du chemin de fer Tazara (Tanzanie-Zambie)<sup>1</sup>. Ces initiatives marquent à l'évidence la volonté de la Chine d'établir sa réputation et son influence en Afrique.

Au regard de la conjoncture internationale actuelle, on comprendra que les relations sino-africaines n'ont cessé de croître depuis les tous premiers échanges, survenus dans les années 60 pour certains pays. Cette dernière tendance a d'ailleurs donné lieu à une toute nouvelle dynamique commerciale à l'échelle des deux régions.

Désormais, les réalités économiques et politiques instaurées par les puissances occidentales dans le cadre de l'Afrique font l'objet d'une grande remise en question. Avec le lancement en octobre 2000 de la *Focca*, le Forum sur la coopération Chine-Afrique, dont la dernière édition s'est tenue à Beijing du 3 au 5 novembre 2006, une plateforme formelle de coopération s'est mise en place et a permis à la Chine de réaffirmer son engagement envers l'Afrique. Ce regroupement, destiné à aider les pays membres à composer avec les défis du 21<sup>ème</sup> siècle, a notamment entraîné l'adoption de mesures pour la lutte contre la pauvreté. De même, il a marqué la consolidation des liens économiques et politiques existant entre les deux régions. En début 2006, conjointement à la tenue de cette 3<sup>ème</sup> rencontre ministérielle, Beijing a également procédé à la publication d'un document portant sur les modalités de sa politique officielle en Afrique.

Même si cette initiative demeure à relativiser en raison du fait que la coopération sino-africaine présente aussi bien des avantages que des inconvénients, elle marque cependant une signification importante dans l'intensité des relations sino-africaines.

---

<sup>1</sup> Kernen, Antoine. 2007. « Les stratégies chinoises en Afrique : du pétrole aux bassines en plastique ». *Politique Africaine*, no 105 (mars), p. 163-180, <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/conjonctures/105163.pdf>.

Par ailleurs, selon les statistiques de l'ONU, le commerce entre la Chine et l'Afrique avait plus que triplé entre 2000 et 2005, passant de 12 milliards de dollars US à près de 40 milliards<sup>2</sup>. À la lumière de ces chiffres, qui sont très parlants, il apparaît clair que la Chine est à l'origine de la croissance de plusieurs pays africains. La majeure partie de cette collaboration s'effectue d'ailleurs dans les secteurs pétrolier, minier et industriel.

Ainsi, bon nombre de pays africains et particulièrement ceux d'Afrique de l'ouest, tels que le Mali et le Sénégal réalisent une grande part de leurs échanges avec Pékin. Comme mentionné précédemment, celle-ci donne un écho favorable aux besoins de financement et d'infrastructures exprimés par les États africains. C'est par exemple la construction de routes, d'aéroports, de chemins de fers, de bâtiments officiels, etc. La main d'œuvre chinoise, disponible sur place et fournit par Pékin elle-même, éclipse, dans leur effort d'implantation en Afrique, les entreprises locales qui ne sont pas suffisamment concurrentielles. Le ministère chinois de l'Économie et du Commerce Extérieur a d'ailleurs établi que depuis 1956, la Chine a contribué à implanter plus de 800 projets en Afrique dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, du textile, de l'énergie, des infrastructures, de l'hydraulique et de l'électricité. Afin d'assurer le bon déroulement ainsi que le suivi de ces projets, Pékin a envoyé plus de 50 000 ingénieurs et techniciens vers les différents pays qui requéraient l'aide des experts chinois.

Indépendamment de ces éléments, la coopération inter-état au niveau de l'éducation représente également un domaine en pleine expansion. D'après les chiffres, au mois de septembre 2008, la Chine avait accordé des bourses à près de 21000 étudiants, et ce à travers 50 pays africains<sup>3</sup>. De ce fait, la Chine constitue

---

<sup>2</sup> Magazine ChineAFrique.com. Entrevue avec Omar R. Mapurie, ambassadeur de la Tanzanie en Chine : « Encore et toujours plus de relations », <http://www.chineafrique.com/zf-2005/2006-11/2006.11-zf-1.htm>.

<sup>3</sup> ChineInformations.com. Janvier 2008. « Les étudiants africains s'intéressent de plus en plus à la Chine », [http://www.chine-informations.com/actualite/les-etudiants-africains-interessent-de-plus-en-plus-a-la-chine\\_8450.html](http://www.chine-informations.com/actualite/les-etudiants-africains-interessent-de-plus-en-plus-a-la-chine_8450.html).

une destination particulièrement prisée par les étudiants d'origine africaine désirant poursuivre leurs études et bénéficier d'un encadrement de choix. Ceux –ci sont chapeautés par les institutions chinoises et suivent une formation d'une année parfois dans le but d'apprendre à s'exprimer parfaitement en mandarin. De même, de nombreux professeurs chinois ont migré vers l'Afrique. Comme on peut donc le constater, cette forme de coopération interuniversitaire aux aspects très culturels, prend désormais une place prépondérante dans les relations sud-sud, en lien avec les échanges culturels qui ont également lieu entre les 2 régions chinoise et africaines.

Les relations sino-africaines possèdent donc un fort caractère, à la fois multidimensionnel et multiforme. La Chine se place dorénavant en toute puissante revendicatrice de la position de premier partenaire commercial des pays africains, autrefois détenue par des puissances occidentales comme la France ou la Belgique.

Ici, la problématique nous place au cœur de la coopération et de l'évolution des tendances commerciales entre la Chine et les pays africains depuis ces 30 dernières années. En Afrique de l'ouest, et plus précisément au Mali, l'arrivée chinoise date des années 1960, lorsque, sur fond de colonialisme et conjointement à d'autres nations sous régionales, le pays accédait enfin à son indépendance. À l'époque, la Chine a apporté un soutien solide sur les plans politique, économique, et industriel à la République malienne naissante. Ce faisant, Pékin a fortement contribué à la constitution du tissu industriel initial du Mali, tout en se garantissant, par la même occasion, un appui de plus au sein du Mouvement des Non Alignés ainsi qu'un partenaire commercial dont la confiance demeure jusqu'à présent inaltérée.

Quels sont les réels facteurs motivant les acteurs économiques chinois et africains à établir des liens commerciaux ? La coopération sino-africaine est-elle vraiment bénéfique pour les partenaires africains de Pékin à plus long terme ?

Pourquoi la Chine entretient-elle des relations diplomatiques privilégiées avec certains pays ouest-africains, comme le Mali ? Quelles conclusions pouvons-nous en tirer en ce qui a trait à l'avenir des relations d'échanges entre Pékin et les États africains ? Autant de questions cruciales auxquelles nous tenterons d'apporter une réponse tout au long de cette étude.

Se fondant sur ces interrogations, nous avons abouti au sujet de recherche suivant :

***Chine-Afrique :***

***Étude de l'évolution de la coopération et des relations commerciales sino-maliennes entre 1960 et 2008***

## **1.2 Objectifs et contribution à la recherche**

Après de mûres réflexions sur la question, il est apparu clair qu'une analyse à l'échelle de l'Afrique dans son ensemble aurait touchée un trop grand nombre de contextes économiques, politiques, sociaux et culturels, en lien avec la variété des interactions propres aux échanges entre les deux régions à l'étude. Afin de circonscrire la recherche, nous avons donc choisi de limiter le sujet à une région géographique donnée, l'Afrique de l'Ouest, puis de réduire le bassin de pays possibles à une nation en particulier : le Mali.

En effet, du point de vue des différentes sous-régions africaines, les statistiques montrent qu'en 2004 la Chine exportait davantage –en moyenne– vers l'Afrique de l'Ouest, totalisant 1 568 millions de dollars US en flux d'échanges. Viennent ensuite l'Afrique du nord et l'Afrique australe, avec respectivement 1 564 et 1 311 millions de dollars US. Le tableau ci-dessous traduit ces dernières tendances :



**Tableau 1**  
**Commerce extérieur chinois avec les sous régions africaines (moyenne 1993-2004)**

Millions de dollars US	Importations	Exportations
Afrique du Nord	816	1 564
Afrique de l'Ouest	257	1 568
Afrique centrale	841	71
Afrique de l'Est	51	401
Afrique australe	2 239	1 311
Afrique	4 205	4 916

« Les sous-régions considérées sont celles définies par l'Union Africaine. Source :  
 Compilation des données de la Direction Of Trade Statistics, FMI (2006) »

*Source : tirée de l'Atlas de l'intégration régionale en Afrique de l'ouest (OCDE)*

Malgré sa place de 1<sup>er</sup> partenaire au niveau des exportations, on peut toutefois observer que la région ouest-africaine occupe l'avant dernière position pour les importations de marchandises. En effet, avec 257 millions de dollars US, les pays d'Afrique de l'ouest ne sont vraisemblablement pas aussi riches en ressources que leurs voisins d'Afrique australe (2 239 millions de dollars US) ou d'Afrique centrale (841 millions de dollars), qui renferment des réserves plus importantes d'hydrocarbures (pétrole) et de matières premières diverses.

Toutefois, la forte hausse des flux commerciaux enregistrée ces dernières années entre les pays ouest-africains et la Chine, font de cette région une zone très intéressante à étudier. Aujourd'hui, grâce à ce nouveau commerce, de nombreux pays ont la possibilité d'améliorer le niveau de vie de leurs habitants par l'offre de biens de consommation courant importés de Chine, tels que des vêtements, des médicaments, des appareils électroniques, etc. Ceux-ci se vendent à prix très abordables sur les marchés locaux et s'avèrent plus compétitifs que les produits venus d'occident. La présence chinoise en Afrique de l'Ouest constitue donc un

véritable phénomène de société, dont les impacts économiques, sociaux et culturels se font ressentir dans la vie quotidienne de tous, que ce soit opérateur économique international ou simple consommateur de biens et de services.

En Afrique de l'Ouest, nous avons choisi d'étudier l'évolution des relations sino-maliennes, car en ce qui a trait à ce sujet, le cas du Mali illustre parfaitement l'implantation actuelle des chinois dans la sous-région avec tous ses éléments, positifs comme négatifs. En raison de sa grande superficie et de sa position géostratégique en Afrique de l'Ouest, le Mali représente en effet une véritable plaque-tournante pour les intérêts chinois au sein de la sous-région. En cultivant des relations particulièrement étroites avec le Mali, Pékin prouve qu'elle a depuis longtemps compris l'importance de tirer profit de la place centrale qu'occupe le Mali dans la région, en termes d'idéologie de développement, de stabilité politique, de présence et d'abondance de ressources naturelles diverses telles que l'or, le diamant et bientôt le pétrole.

L'histoire a maintes fois démontré que la coopération entre la Chine et le Mali repose sur des bases solides, les 2 pays partageant de nombreuses affinités. Ainsi, il est important de souligner que déjà sous le régime de Modibo Keita (1915-1977), premier président de la République malienne et « père de l'indépendance » du pays, Bamako et Pékin envisageaient une même vision socialiste du développement, quant à l'atteinte de la croissance sociale et économique. Les deux nations constituaient alors de ferventes partisans des 3 mouvements que sont l'anticolonialisme, le panafricanisme et le non-alignement. Avec sa devise nationale « un peuple, un but, une foi », le Mali s'est inspiré de la doctrine chinoise pour parfaire son tissu industriel et amorcer l'éveil de son économie à l'ère moderne. La République du Mali des années 1960 était donc, tout comme la Chine, un pays aux vues très « maoïstes » et cela se reflétait même dans l'éducation de ses élites puisque tous devaient s'imprégner des enseignements contenus dans le fameux Petit Livre Rouge de Mao Zedong.

De plus, contrairement à certains pays limitrophes comme le Sénégal et le Burkina Faso, qui se sont alignés avec Taiwan à plusieurs moments de leur histoire, le

Mali s'est révélé tout de suite plus enclin à accepter les investissements chinois, n'ayant pas d'autres moyens de se procurer des infrastructures de base, capitales à son développement. Pour Pékin, il était de ce fait plus facile d'y encre son influence et de s'assurer un partenariat indéfectible pour l'avenir. Pour toutes ces raisons, le Mali a très tôt bénéficié du soutien de la Chine et inversement.

Aussi, l'analyse du cas Mali-Chine est-elle très pertinente à la compréhension du saut chinois vers l'Afrique, et ce à plusieurs niveaux car aucun pays ouest-africain ne jouit d'une telle proximité commerciale et diplomatique avec Pékin.

Par ailleurs, en examinant la littérature sur le sujet, il est apparu clair que peu d'auteurs s'étaient penchés jusque là sur le cas spécifique de la coopération chinoise en Afrique de l'Ouest. Beaucoup abordent le cas de l'Afrique australe et du centre, les premiers partenaires de la Chine en termes d'échanges de ressources énergétiques, mais très peu parlent des pays ouest-africains dans le cadre de leurs ouvrages, et encore moins du Mali, considéré comme l'un des pays les plus pauvres de la planète. De par le fait qu'il se présente comme une étude de cas, ce travail apportera une contribution substantielle à la recherche car il comprend une analyse approfondie des relations sino-africaines dans le cadre d'un pays, le Mali, qui est significatif en termes d'échanges de toutes natures avec la Chine et dont l'économie est aujourd'hui en pleine mutation, en partie grâce à cette action chinoise. En effet, en ciblant notre analyse sur ce pays, l'objectif est d'analyser les changements qui ont eu lieu et qui sont entrain de survenir dans la dynamique des relations entre les régions concernées. L'étude porte aussi bien sur les relations «inter-États» que sur les liens interpersonnels rythmant la coopération entre les divers protagonistes. Nous pensons que des recherches au sein de ces deux dimensions cruciales seront susceptibles de véhiculer toute la complexité inhérente au commerce sino-africain. Nous pourrions ainsi aborder de façon ciblée l'ensemble des composantes formant les interactions économiques, politiques, culturelles et sociales qui se créent entre Pékin et Bamako (Mali), comprendre la perception des maliens et des chinois quant à l'intensification des échanges entre les 2 pays, en plus d'évaluer les impacts que possèdent ces échanges sur les

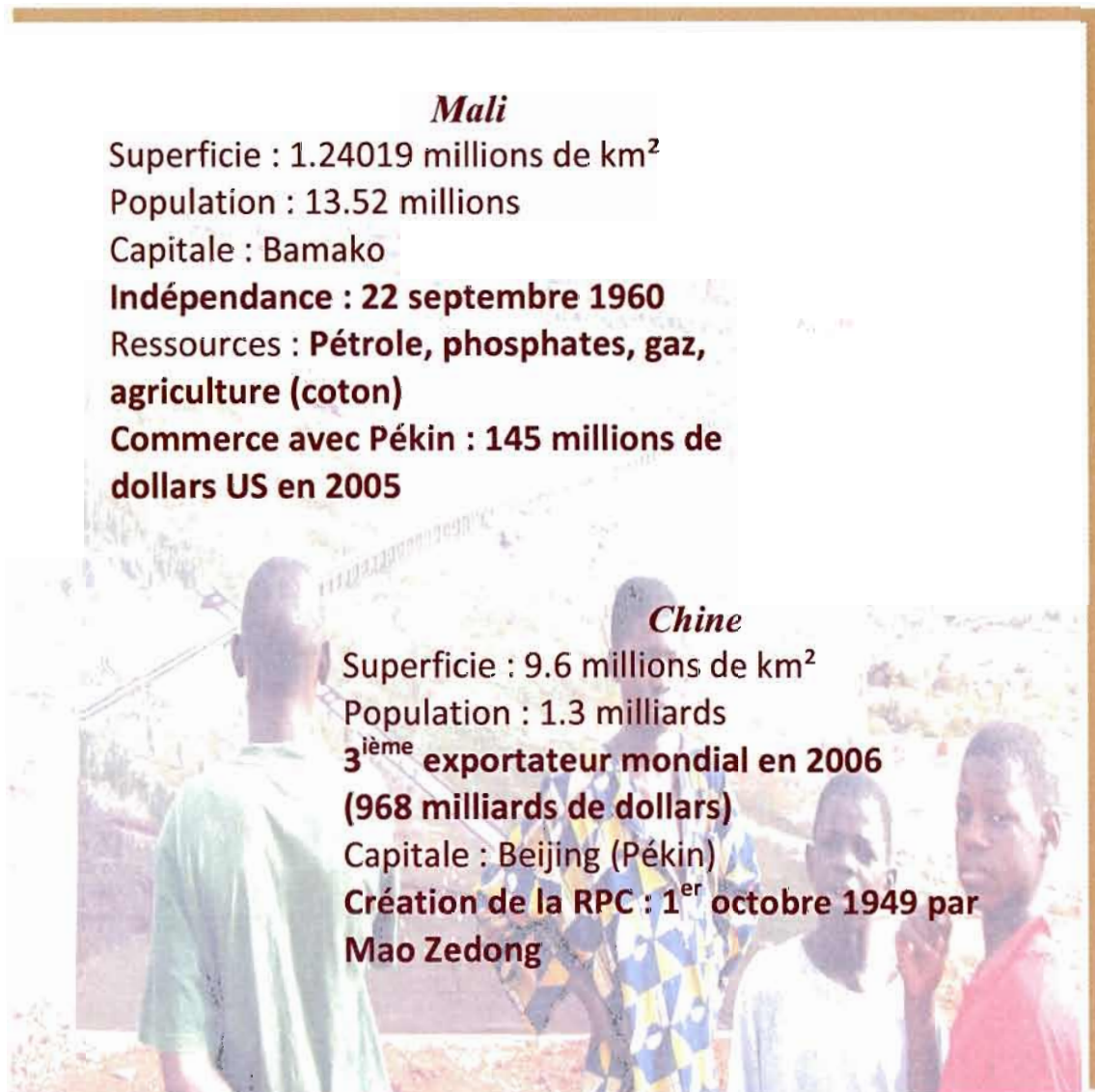
économies des différentes nations. Ainsi, l'analyse pour le Mali fournira la possibilité de formuler des projections et d'adapter nos conclusions à d'autres pays ouest africains à l'économie similaire, tout en tenant compte toutefois des contextes et alliances locales. Nous identifierons de ce fait les tendances futures quant au commerce avec la Chine et pourrons également préconiser des mesures d'adaptation à l'échelle sous-régionale. Les figures suivantes illustrent respectivement les situations géographiques de la Chine et du Mali de même que des données importantes en ce qui a trait aux 2 nations à l'étude :

Figure 1 : Cartes de la Chine et du Mali



Source : Google Images (7 août 2008)

**Figure 2 : Données saillantes concernant la Chine et le Mali**



Source : Adaptée des données du site officiel de la FOCCA

Comme l'illustrent les deux figures ci-dessus, si l'on considère uniquement les positions géographiques respectives du Mali et de la Chine ainsi que les données sociodémographiques associées, les deux pays n'ont a priori rien en commun. Toutefois, comme le Mali aujourd'hui, la Chine a longtemps été un pays en voie de



développement qui, contrairement aux pays ouest africains, a su mettre en route sa croissance grâce à une politique d'ouverture bien pensée par ses dirigeants de l'époque. La Chine a toujours constitué une référence pour bon nombre d'Etats africains et à plusieurs égards, l'exemple de l'ascension chinoise à la suprématie commerciale pourra peut être servir de tremplin au Mali et aux PED pour amorcer, à leur tour, un processus efficient de développement économique et social.

Les objectifs précédemment mentionnés dans le cadre de ce travail nécessitent un processus méthodologique capable de saisir l'ensemble des facettes du sujet et de la problématique. Une bonne maîtrise des différents contextes propres à chacun des pays de même que la compréhension des perceptions individuelles quant au commerce sino-africain, constitueront donc des atouts essentiels à la réalisation adéquate du mémoire.

Afin de résoudre ces questions, la section suivante se propose d'aborder les aspects méthodologiques, notamment en ce qui concerne la pertinence des procédés choisis, leur portée dans le cadre du sujet ainsi que les limites qu'ils posent.

### **1.3 Méthodologie**

Dans l'objectif de bénéficier d'une démarche optimale de recherche et donc de recueillir les données les plus représentatives possibles, nous avons opté pour une combinaison de méthodes de recherche qualitatives et quantitatives. En effet, l'utilisation conjointe de ces 2 types de méthodes a pour avantage de permettre la prise en compte de tous les volets du problème, et non pas uniquement les aspects sociaux, culturels ou statistiques, chose qu'entraîne bien souvent la recherche selon un seul type de procédé.

En effet, il s'agissait aussi bien pour nous de connaître et d'établir des statistiques sur le sujet que de recueillir l'avis d'acteurs économiques chinois et maliens quant aux

relations entre leurs pays respectifs. À cet effet, les méthodes qualitatives permettent la formation d'hypothèses, de même que la confirmation ou la réfutation de théories préalablement définies (Line Ricard, 2007) tandis que les approches quantitatives favorisent surtout la recherche dans le cadre d'une démarche exploratoire (Line Ricard, 2007). Ces deux types de procédés se révèlent donc complémentaires dans la réalisation d'une recherche qui se veut être complète.

Puisque nous privilégions un mix des deux méthodes d'enquête, le modèle d'analyse s'inspire d'une démarche à la fois inductive et déductive. Autrement dit, nous partons tour à tour des faits pour dégager des théories explicatives puis des théories, pour analyser et expliquer les faits entourant le phénomène qui nous intéresse ici (Marie France Turcotte, 2007). Encore une fois, on retrouve la notion de complémentarité dans les procédés.

En ce qui concerne les méthodes quantitatives, nous avons opté pour la méthode du **questionnaire** afin de rassembler des statistiques fiables concernant la perception des répondants quant au commerce Chine-Afrique.

Aussi, pour les méthodes qualitatives, nos démarches visaient-elles principalement à évaluer l'opinion d'un petit groupe d'individus, une population significative, aptes à s'exprimer par rapport aux tenants et aboutissants de la présence chinoise en Afrique. Pour ce faire, nous avons adopté la méthode de **l'entrevue**.

Afin de mener à bien toutes ces recherches, touchant parfois à la vie privée des protagonistes et sollicitant leurs opinions sur divers sujets, nous nous sommes assurés de demander et d'obtenir une certification éthique auprès du comité institutionnel d'éthique de la recherche avec des êtres humains de l'UQÀM. Octroyé le 4 août 2008 par Mr Joseph Lévy, ce certificat, valide pour toute la durée du projet, stipule que le mémoire faisant l'objet de ces recherches est « conforme aux pratiques usuelles en

éthique de la recherche et répond aux normes établies par le cadre normatif pour l'éthique de la recherche avec des êtres humains de l'UQÀM ».

Ainsi, en raison des dispositions et exigences de ce certificat, chaque personne interrogée dans le cadre des entrevues a approuvé et signé le formulaire de consentement qui garantissait la non-divulgaration d'informations sensibles à leur sujet.

### **Les méthodes quantitatives**

- ***Le questionnaire (sondage)***

Vu le sujet, le but du questionnaire était d'obtenir des informations fiables quant à l'évolution du commerce sino-africain et à la présence chinoise en Afrique. Les résultats ainsi glanés devaient permettre d'obtenir des statistiques pertinentes, susceptibles de servir à l'analyse. Le questionnaire se présente de ce fait sous la forme d'un sondage destiné aux gens d'affaires, interrogés à Pékin, à propos de la montée en puissance de la Chine et des liens unissant leur pays aux nations africaines.

Le bassin de répondants comprend donc des étudiants chinois au MBA cadres ainsi que des entrepreneurs dont les affaires les mettent en contact fréquents avec des partenaires internationaux. En tout, un échantillon d'une cinquantaine de personnes a été retenu. Par cette démarche, nous voulions cibler des individus au fait de l'actualité internationale, capables de porter un jugement éclairé sur les tendances actuelles en matière d'échanges internationaux. En raison des contraintes géographiques qui se posaient du fait de l'éloignement physique des répondants, les questionnaires ont dû être administrés à distance, par voie informatique plus précisément, de Montréal vers Beijing. Afin de faciliter la compréhension et la participation des répondants chinois, une traduction en mandarin du questionnaire a également été mise en œuvre, en collaboration avec Mr Raymond Laliberté, agent de recherche au vice-décanat à la recherche de l'École des sciences de la gestion à l'UQÀM. Une fois toutes les réponses recueillies, les questionnaires ont tour à tour été traités sur Excel puis sur le



logiciel de statistiques SPSS. Les résultats ainsi obtenus ont fait l'objet de calcul de variances et d'écart –type à partir de SPSS, ce qui avait principalement pour but de mesurer la représentativité de notre échantillon.

Grâce à la variété de questions ouvertes et fermées qu'il est possible de soumettre aux répondants, la méthode du sondage par questionnaire permet de recueillir des réponses qui se traduisent ensuite en statistiques. Elle fournit donc la possibilité de réaliser des analyses croisées par l'intermédiaire des variables quantitatives qu'elle génère. De façon générale, elle permet de bénéficier d'une vue d'ensemble d'un phénomène même si elle peut parfois omettre les nuances propres à l'avis des répondants sur tel ou tel sujet. Il faut ainsi composer avec les erreurs humaines en tous genres qu'est susceptible d'entraîner ce type de méthode.

Toutefois, l'utilisation conjointe de plusieurs méthodes, contribue à atténuer les divers biais pouvant survenir en cours de chemin.

### **Les méthodes qualitatives**

- ***L'entrevue***

En interrogeant des individus œuvrant au cœur des milieux politique et économique malien, on s'assure de contacter des acteurs ayant un certain degré d'expérience avec le phénomène à l'étude. En effet, ces recherches «sur le terrain» ont l'avantage de fournir les témoignages de personnes directement concernées par les relations diplomatiques et économiques survenant entre Pékin et ses multiples partenaires maliens en plus de garantir une base solide à la vérification de nos hypothèses de départ.

Ainsi, dans un premier temps, nous avons logiquement dû procéder aux choix des participants et du type d'entrevue qui correspondrait le mieux aux exigences de notre sujet.

### Les participants :

C'est lors d'un séjour de 2 mois à Bamako, au Mali, que nous avons pu obtenir la majorité des entrevues reportées dans ce mémoire. Ce voyage aura véritablement permis de rencontrer des acteurs au cœur de la coopération Mali-Chine et de collaborer avec les académiciens locaux afin de mieux saisir la portée du phénomène au sein de la société malienne. Après de nombreuses démarches (lettres officielles, contacts sur place, etc.), nous avons finalement pu obtenir un total de 3 entrevues avec :

Monsieur **Seydou Coulibaly**, Chef de la Coopération Bilatérale au Ministère des Affaires Étrangères. En charge du volet coopération avec la Chine, Mr Coulibaly est en contact permanent avec les plus éminents représentants des autorités chinoises au Mali, tel que son Excellence Monsieur l'Ambassadeur ZHANG Guo Qing et Monsieur HUO Tian Yun, premier conseiller de la RPC au Mali. Il a donc été une personne ressource cruciale à l'avancement de nos recherches (prêts de documents sur le sujet, état des statistiques sur le commerce sino-malien, etc.) de même qu'une source fiable d'informations sur l'état passé et présent des contacts entre Pékin et Bamako. Ses fonctions officielles à la présidence malienne lui confèrent en plus une proximité et une expérience de la situation que peu d'individus possèdent localement. C'est pour toutes ces raisons que nous avons choisi de réaliser notre première entrevue avec Mr Coulibaly.

- **Dr Modibo Bah Koné, PhD**, professeur d'éducation comparée à la FLASH (la Faculté des Lettres, Langues, Arts et Sciences Humaines) et surtout président du Cercle Confucius pour la Recherche sur la Chine et l'Asie (C.C.R.C.A). Ayant fait ses études de doctorat en Chine, Mr Koné s'est révélé être une mine d'informations concernant le mode de vie, la culture et l'intégration des ressortissants chinois à la société malienne. Grâce à la teneur de ses activités, Mr Koné nous a également permis d'assister à sa conférence sur le lancement des activités du C.C.R.C.A et de rencontrer, lors de ce rassemblement, des acteurs proéminents de la coopération Mali-Chine (professeurs, sinologues, officiels chinois, etc.).

Entre autres, Mr Koné nous a présenté Mr Issa N'diaye, Ancien ministre de la culture au Mali qui fut d'une aide très précieuse dans l'élaboration des entrevues. De plus, suite à sa formation en Chine, Mr Koné parle couramment mandarin et est véritablement imprégné de tous les aspects du phénomène chinois au Mali. Nous avons donc sollicité son opinion pour obtenir une autre perspective, sans doute moins officielle que celle des membres de la présidence, concernant la présence chinoise au Mali, et ce en termes aussi bien positifs que négatifs.

- Monsieur **Issa N'diaye**, Chef du département des Sciences Sociales à la FLASH et Ancien Ministre de la culture lors du premier gouvernement du président Alpha Oumar Konaré. Philosophe de formation, Mr N'diaye a une très bonne connaissance de la politique malienne et des débuts de la coopération sino-malienne. Il est l'une des rares personnes au Mali à pouvoir faire un historique des relations sino-maliennes depuis les années 1960, maîtrisant toutes les subtilités du phénomène. Sa contribution au mémoire nous aura donc permis de mieux cibler les origines du phénomène et d'en voir les principales causes.

Accessoirement, pour les besoins de la recherche, nous nous sommes également entretenus très brièvement avec Messieurs : **Abdoullah Coulibaly**, président de l'IHEM (Institut des Hautes Études en Management)- qui nous a présenté le Dr Modibo Bah Koné ; **Boubacar Sidiki Touré**, Ancien ministre et Directeur de la coopération internationale –qui nous a mis en contact avec Mr Seydou Coulibaly ; et Mr **ZHANG Guo Qing**, Ambassadeur de Chine au Mali que nous avons rencontré lors de la conférence sur le lancement des activités du Cercle Confucius pour la Recherche sur la Chine et l'Asie (C.C.R.C.A) qui s'est tenue le samedi 14 mars 2009 au Lycée Askia Mohamed de Bamako.

### Le type d'entrevue :

D'un point de vue théorique et dans l'optique de recueillir le maximum d'informations, nous avons opté pour **l'entrevue semi-dirigée**. En effet, selon une perspective constructiviste de la recherche, favorisant un certain degré de liberté dans la formation d'une interaction sociale, l'entrevue doit permettre la « co-construction » du savoir généré entre l'interviewer et l'interviewé (Marie-France Turcotte, 2007). Ainsi, cette forme d'entrevue a pour avantage d'être ouverte tout en étant dirigée par l'intermédiaire de questions précises portant sur le sujet.

Plus précisément, selon Savoie-Zajc (2003), auteur de renom en la matière :

« L'entrevue semi-dirigée consiste en une interaction verbale animée de façon souple par le chercheur. Celui-ci se laissera guider par le rythme et le contenu unique de l'échange dans le but d'aborder, sur un mode qui ressemble à celui de la conversation, les thèmes généraux qu'il souhaite explorer avec le participant de la recherche. Grâce à cette interaction, une compréhension riche du phénomène sera construite conjointement avec l'interviewé ».

Cette définition de la méthode traduit bien le fait que l'entrevue permet de saisir toutes les subtilités propres à un sujet donné, en plus d'en extraire des leçons, voire de créer des théories à la base des témoignages recueillis. Elle vise donc l'explication (le pourquoi), la compréhension (le comment), l'apprentissage (quoi, qui) et l'émancipation (la réflexion) (Marie-France Turcotte, 2007).

En raison de tous ces éléments, l'entrevue apporte une contribution substantielle à l'éclaircissement de tous les volets du sujet. Elle permet d'obtenir des témoignages d'individus faisant face aux enjeux internationaux de façon quotidienne et de combiner leurs expériences pour avoir un travail plus riche.

#### 1.4 Structure du document

La présente étude s'organise selon 3 grandes parties :

La première partie, **l'introduction au sujet**, comprend deux chapitres. Comme son nom l'indique, l'introduction, soit le 1<sup>er</sup> chapitre, se charge de présenter le sujet et la problématique au lecteur, en plus de passer en revue les objectifs à atteindre, la méthodologie et la structure du document. Le second chapitre, la mise en contexte, a pour but d'effectuer pour sa part une brève mise en contexte quant au commerce extérieur de la Chine et de ses homologues africains. Servant à mettre en exergue l'importance actuelle du commerce sud-sud et à établir un état des faits quant au commerce entre Pékin et ses partenaires africains, cette dernière partie du premier bloc aborde entre autres les sujets de la mondialisation du commerce, du boom économique chinois et de l'arrivée massive de Pékin à travers les pays africains.

La deuxième partie, constituant le développement, contient les éléments importants que sont la revue de la littérature et la méthodologie de la recherche. Dans le 1<sup>er</sup> chapitre de cette partie, nous voyons l'évolution de l'économie de la Chine d'une part, à travers son évolution idéologique, la politique de réforme des années 1970 et l'ouverture du pays au commerce international et celle du Mali d'autre part, avec l'analyse de ses principaux partenaires régionaux, dont la Chine. À la suite de cela, nous réalisons une certaine synthèse des informations précédentes et étudions effectivement la présence chinoise en Afrique de l'ouest et au Mali. Nous y abordons notamment les réalisations de Pékin au Mali, aspects très importants pour comprendre l'ampleur du sujet que nous traitons et pour saisir l'influence chinoise dans la sous-région.

Suivent les aspects méthodologiques dans le cadre du chapitre V qui aborde l'élaboration du questionnaire, la réalisation des entrevues au Mali et la présentation des résultats de recherche. Dans la même veine, le chapitre VI réalise

une analyse qualitative et quantitative (T-Test) des résultats présentés précédemment dans le but de tirer les conclusions appropriés.

Enfin, la troisième partie, conclusion générale sur le sujet, présente les contributions et implications de l'étude à la littérature portant sur le commerce Chine-Afrique, de même que les perspectives d'avenir quant à ce phénomène. Elle tire donc les conclusions nécessaires sur la problématique, à la lumière des analyses apportées dans la seconde partie, et marque par conséquent la finalité de l'étude.

Pour l'heure toutefois, la section suivante se propose de faire une entrée en matière pour le lecteur, portant notamment sur les thèmes de la mondialisation en lien avec l'essor chinois et des relations de Beijing avec ses partenaires africains.

## **CHAPITRE II**

### **Mise en contexte : Évolution du commerce extérieur de la Chine et des pays africains**

#### **2.1 Un constat général : La mondialisation, moteur d'un réveil économique**

Depuis ces 30 dernières années, l'accélération du phénomène de mondialisation de même que la réduction des barrières physiques et virtuelles au commerce, ont incité de nombreux pays à œuvrer en faveur d'une libéralisation de leurs économies. Plusieurs nations, qui accusaient auparavant d'un certain retard économique, ont eu la possibilité d'entamer une réorientation bénéfique inhérente à leur politique de commerce extérieur. Elles ont ainsi pu initier un véritable renouveau économique et s'intégrer plus en avant aux dynamiques économique et politique prévalant à l'échelle mondiale. Il s'agit par exemple des NPI (Nouveaux Pays Industrialisés) d'Asie tels que les « 4 dragons » - soit Corée du sud, Taiwan, Singapour ou encore Hong Kong - qui ont efficacement réformé leurs économies dans le but de promouvoir une croissance soutenue.

En tant que 3<sup>ème</sup> exportateur mondial, la Chine s'est placée en véritable pionnière de cette logique d'ouverture à la fin des années 1970 et occupe aujourd'hui, grâce à ses efforts marqués sur la scène internationale, une position de leader dans les échanges mondiaux de biens et de services. D'ailleurs, selon les études menées par l'OCDE, la Chine deviendrait le 1<sup>er</sup> exportateur de biens et services d'ici 2010. Le commerce chinois représenterait alors près de 10% du total des flux de marchandises, contre seulement 6% en 2005.

Dans son initiative d'expansion de ses marchés, la Chine s'est créée une certaine dépendance envers les forces extérieures et a donc favorisé les échanges sud-sud. Pékin a réalisé des partenariats et investissements non négligeables en Afrique par

exemple, exploitant de ce fait un filon qui avait été quelque peu délaissé par les puissances occidentales telles que la France et les États-Unis. En effet, la situation économique pour le moins précaire du continent africain en fait un candidat idéal aux projets de coopération et d'aide au développement. En Afrique de l'ouest, la Chine collabore fréquemment avec les gouvernements pour la construction d'infrastructures majeures (routes goudronnées, bâtiments officiels, etc.). Ces ententes sino-africaines permettent par conséquent aux États africains de pallier au manque d'expertise de leur main d'œuvre, et ce à moindre coût. En échange, Pékin entretient ses importants besoins en matières premières en puisant dans les réserves africaines. Plusieurs pays, tels que le Congo, l'Afrique du sud ou encore le Nigéria lui procurent de ce fait les hydrocarbures et les denrées agricoles (coton) nécessaires à l'alimentation de sa propre production.

Malgré l'activité économique que cela crée pour les nations impliquées, beaucoup sont d'avis que ce phénomène est également susceptible de nuire considérablement aux industries locales dont la main d'œuvre demeure en retrait d'un bon nombre de ces projets sino-africains. Quoiqu'il en soit, la réalité est que depuis plusieurs décennies déjà, les relations entre le gouvernement chinois et ceux des pays africains restent au bon fixe. D'ailleurs, suite au Forum sino-africain précédemment mentionné, les dirigeants des deux régions ont réaffirmé leur engagement et établi des objectifs cruciaux à atteindre pour la collaboration sino-africaine. En effet, à l'issu de cette réunion, qui rassemblait de nombreux acteurs économiques (entrepreneurs, responsables économiques, etc.), la Chine avait prévu une hausse de plus de 100 milliards de dollars US de ces échanges avec l'Afrique pour 2010. De plus, le montant des contrats signés avec les divers partenaires africains s'élevaient à près de 1.9 milliards de dollars US (Chris Alden, 2007)

En raison de cette nouvelle donne commerciale, l'Europe et les États-Unis doivent désormais revoir leurs approches diplomatiques quant aux relations politiques et économiques qu'ils entretiennent avec le continent africain.

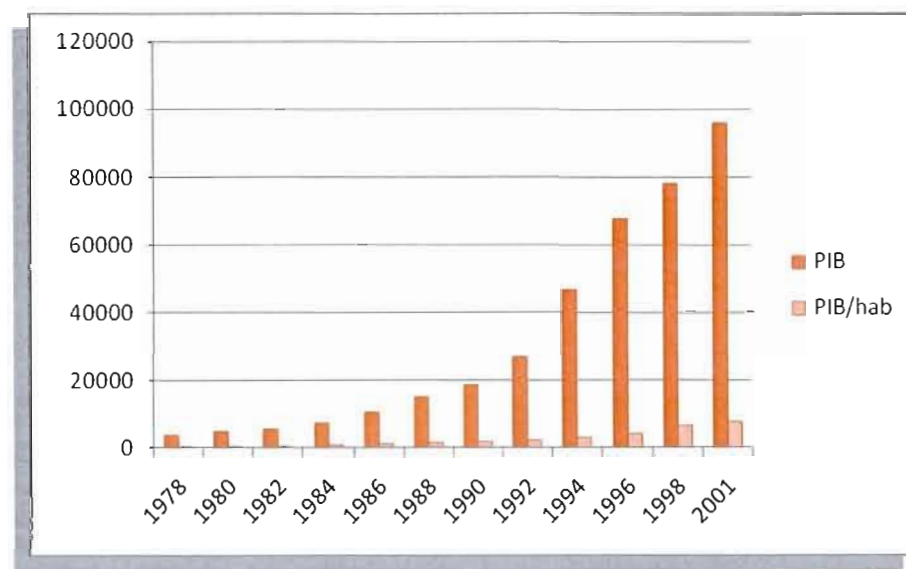


Pour bien saisir les aspects économiques et commerciaux du sujet, il est important d'analyser la situation de la Chine ainsi que son cheminement en tant que puissance mondiale axée vers les marchés internationaux.

## 2.2 La Chine dans le commerce mondial

Issue à l'origine d'une économie fermée, la Chine a peu à peu migré vers le socialisme de marché. Ce processus, achevé en 1978, lui a permis d'accéder aux marchés internationaux. Avec l'importance de sa population et les énormes besoins en ressources énergétiques que cela entraîne, la Chine a considérablement bénéficié du contact aux autres nations et a alors pu asseoir une croissance économique solide à l'échelle mondiale.

**Figure 3 :** Évolution du PIB et du PIB/hab chinois entre 1978 et 2001  
(en millions de Yuan)



Source : réalisée à partir des données tirées de China Facts and figures 2002

Comme on peut l'observer sur ce graphique, le PIB chinois a connu une ascension fulgurante depuis la fin des années 70. En effet, en l'espace de 23 ans, le PIB est passé de 3 624.1 millions de Yuans à 95 933.3 millions en 2001, soit une augmentation de plus de 92 309 millions. Ces chiffres traduisent l'envol de l'économie chinoise mais n'illustrent pas toute l'ampleur du phénomène

Selon un article du SESSI (le Service des Études Statistiques et Industrielles) portant sur *la montée de la Chine dans les échanges mondiaux*, les échanges chinois ont évolué trois fois plus vite que le commerce mondial. À elle seule, la Chine était responsable en 2002 d'un cinquième des exportations mondiales en termes d'électroniques, d'un quart en ce qui concerne l'habillement et d'un sixième pour les importations<sup>4</sup>.

Les réformes économiques et sociales mises en place dès 1978 par Deng Xiaoping ont permis à la Chine de prendre un réel envol vers l'économie de marché. En favorisant les investissements de tous ordres, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de son territoire, la Chine a considérablement amélioré sa performance économique et a notamment pu accéder à l'OMC en décembre 2001.

Depuis, les exportations chinoises vers le reste du monde n'ont cessé de croître. Le schéma ci-joint illustre l'évolution des exportations chinoises entre 1980 et 2002. Cette dernière figure démontre bien l'ascension de ces échanges, que ce soit en termes d'importations ou d'exportations.

De façon générale, on observe que les exportations sont passées d'environ 0.9% en 1980 à 6% en 2002, soit une augmentation de 5.1 points en l'espace de 22 ans. Les importations sont quant à elles passées de 1 à 4% sur la même période de temps.

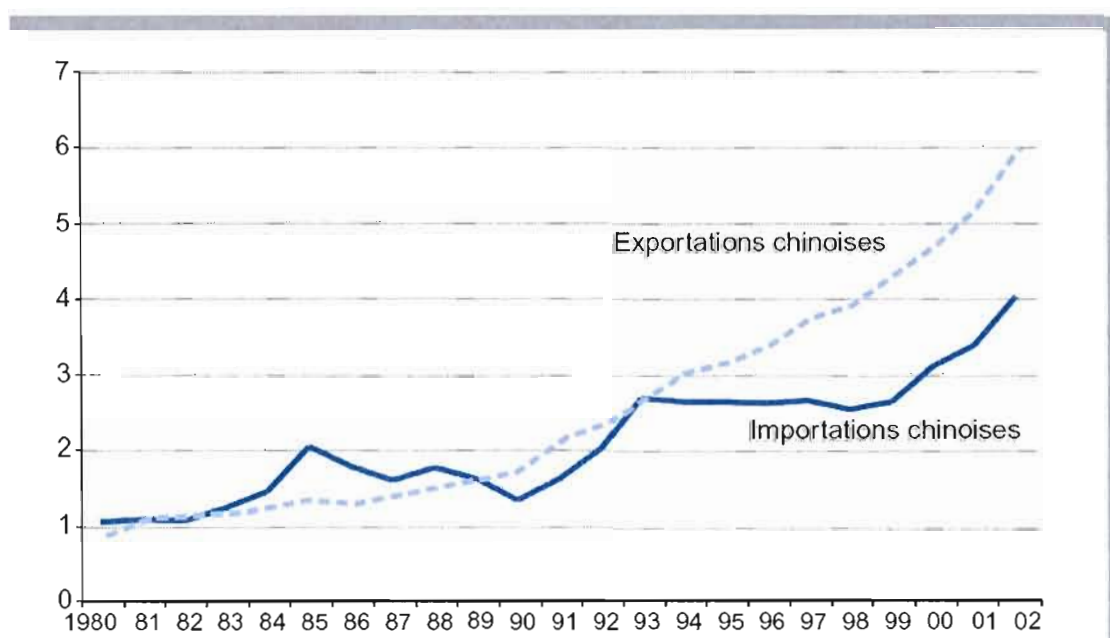
La croissance chinoise est donc fulgurante à l'échelle du globe et grâce à cette stratégie de commerce extérieur, la Chine pourrait bien détrôner l'Allemagne dès cette

---

<sup>4</sup> Lemoine, Françoise. 2006. « La montée de la Chine dans les échanges mondiaux », SESSI, L'industrie française et la mondialisation (Paris), team.univ-paris1.fr, p.209-222.

année. Selon les experts, les exportations chinoises devaient d'ailleurs augmenter de 20% entre 2007 et 2008.

**Figure 4 : Évolution des exportations et des importations chinoises (%) entre 1980 et 2002**



Source : CEPII : base de données Chelem

Ayant initié leur commerce par l'exportation de produits provenant de secteurs traditionnels comme le textile, la Chine se réoriente aujourd'hui vers les secteurs de haute technologie pour demeurer compétitive face aux puissances occidentales. Aussi, les machines et équipements divers prennent désormais une place prépondérante dans

le commerce pratiqué par Pékin. En 2002, les équipements électroniques constituaient environ 40% du total des exportations de la Chine, contre seulement 18% en 1993<sup>5</sup>.

Toutefois, pour éliminer une certaine dépendance envers les technologies étrangères, le pays a considérablement investi dans la Recherche et Développement avec en vue la création d'une solide expertise locale. Selon les estimations du CEPPI, ces dépenses constituaient 1.3% du PIB en 2003 et devaient monter à 1.5% en 2005, contre seulement 1% en 1999. On comprendra ainsi que l'un des principaux objectifs de la Chine consiste véritablement à se placer là où la demande s'avère la plus forte. À cette fin, elle est à l'écoute des marchés internationaux et opère une diversification de son offre.

Par ailleurs, comme précédemment souligné, la Chine a également bénéficié des retombées positives provenant des investissements étrangers ainsi que des délocalisations opérées par divers pays industrialisés (pays asiatiques surtout). Avec les faibles coûts qu'elle offre à ses partenaires, les activités de sous-traitance et d'assemblage ont pris une importance accrue dans plusieurs régions du pays.

Cependant, malgré cette prospérité économique apparente, il est quand même à souligner que celle-ci a fortement accentué les déséquilibres au sein même du pays. Il existe une grande disparité entre les revenus des plus riches et ceux des plus pauvres. De plus, l'exode rural s'est accéléré, animé par une population qui cherche elle aussi à profiter des bénéfices de la mondialisation.

### **2.3 La stratégie africaine de Pékin**

Dans une certaine mesure, la logique de faibles coûts s'applique aussi au commerce entre la Chine et l'Afrique. En effet, grâce à des coûts d'opération et de main d'œuvre

---

<sup>5</sup>. Lemoine, Françoise. 2006. « La montée de la Chine dans les échanges mondiaux ». SESSI, L'industrie française et la mondialisation (Paris), team.univ-paris1.fr, p.209-222.

relativement faibles, la Chine s'impose désormais comme un partenaire de choix pour les pays africains. Afin de saisir l'ampleur du phénomène, on peut citer le fait que près de 130 000 chinois sont actuellement installés en Afrique, principalement au Zimbabwe, au Nigéria, en Angola et en Guinée<sup>6</sup>. Ce fait illustre bien la nouvelle politique de commerce extérieur avec l'Afrique lancée par le gouvernement chinois.

Ainsi, suite à une certaine accalmie commerciale entre le début des années 80 et le milieu des années 90, les échanges sino-africains ont repris de leur vitalité. En échange de certains biens de consommation courants, l'Afrique fournit les matières premières et les hydrocarbures dont manque la Chine. La logique est donc aussi bien économique que géopolitique. Pékin défend ardemment ses intérêts du point de vue des ressources énergétiques dont elle a besoin mais affirme aussi vouloir s'unifier avec l'Afrique dès les années 1950 pour combattre les « impérialismes ». Elle fournira d'ailleurs son soutien militaire à plusieurs nations africaines qui l'épauleront à leur tour dans le cadre de son différent avec Taiwan.

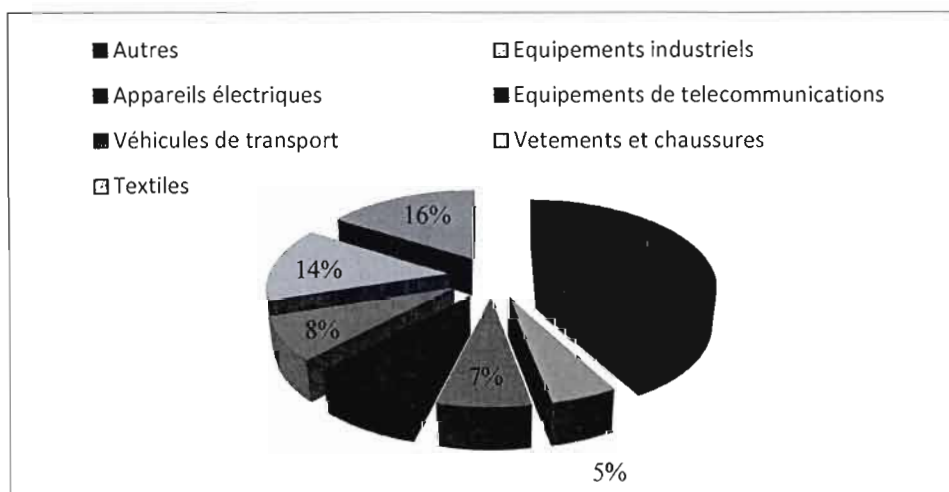
Au début des années 1980, la Chine entretient des relations diplomatiques avec près de 44 pays africains et dépense déjà près de 100 millions de dollars par an en aide au développement. De plus, les échanges avec l'Afrique sont multipliés par 50 entre 1980 et 2005, ce qui place désormais la Chine en troisième partenaire commercial du continent après les États-Unis et la France<sup>7</sup>. L'augmentation des investissements chinois en Afrique a été soutenue. En 2004, ces IDE chinois à destination de l'Afrique ont totalisé 135 millions de dollars US, brisant ainsi le record des années précédentes. Pour le premier trimestre de 2005, ils ont atteint 2,8 millions de dollars US<sup>8</sup>. Les schémas ci-dessous montrent respectivement la proportion des exportations chinoises à destination de l'Afrique en 2005 et celle des importations chinoises en provenance d'Afrique pour la même année.

<sup>6</sup> Niquet, Valérie. 2006. « La stratégie africaine de la Chine ». *Politique Etrangère IFRI*, (été), no 2, p. 361 à 374, Cairn. Info.

<sup>7</sup> CEDEAO-CSAO/OCDE. Aout 2006. *Série économie : Atlas de l'intégration régionale en Afrique de l'ouest*. Abuja (Nigeria) – Paris (France), 20 p.

<sup>8</sup> Magazine ChineAFrique.com, <http://www.chinafrrique.com>.

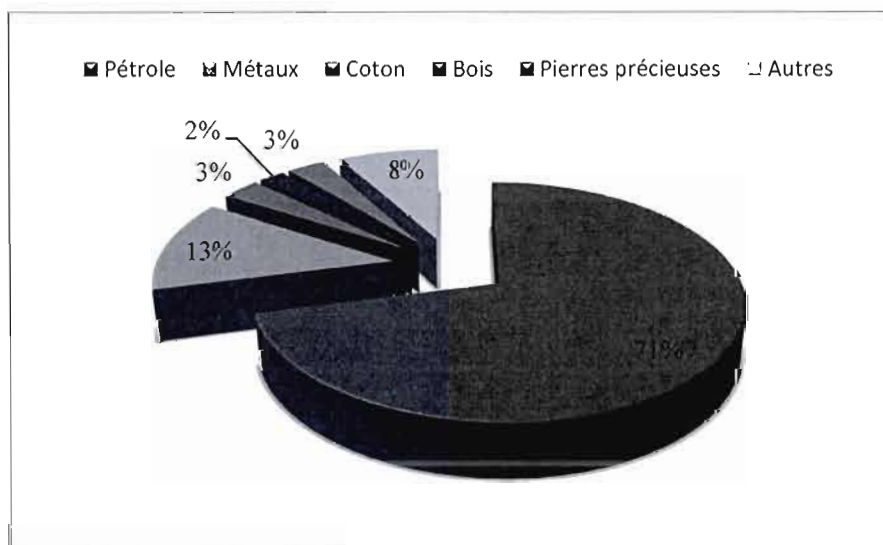
**Figure 5 : Principales exportations chinoises à destination de l'Afrique en 2005**



Source : réalisée à partir des données du CNUCED (2006) et de l'Atlas de l'intégration régionale en Afrique de l'ouest (OCDE)

Comme on peut l'observer, autre que les équipements divers (42%), la Chine exporte beaucoup de textiles (16%) et de vêtements (14%) vers l'Afrique.

**Figure 6 : Principales importations chinoises en provenance d'Afrique en 2005**



Source : réalisée à partir des données du CNUCED (2006) et de l'Atlas de l'intégration régionale en Afrique de l'ouest (OCDE)

Pour ce qui est des importations, les principaux biens provenant des pays d'Afrique de l'ouest sont le pétrole et le coton (ce dernier approvisionne l'industrie textile chinoise). La Chine est d'ailleurs devenue le premier partenaire commercial des grands pays producteurs de coton tels que le Burkina Faso, le Tchad, le Mali ou encore le Bénin.

Dans le cas du Mali, le pays qui nous intéresse ici, la Chine a, depuis plusieurs années, considérablement gagné du terrain dans les échanges avec l'État et les entreprises maliennes. Les pays ouest-africains détiennent en effet de fortes attaches avec Pékin. Au Mali par exemple, c'est en 1964, grâce à la visite du premier ministre chinois Zhou Enlai, sous la présidence de Modibo Keita, que s'amorce la coopération sino-malienne (Pierre Kakou, 2004). Depuis, de nombreuses entreprises chinoises se sont implantées au Mali dans des domaines aussi divers et variés que la cogestion, la participation au capital de sociétés mixtes, l'agriculture, l'industrie, les travaux publics, etc.

Dans son article portant sur la coopération Mali-Chine, Pierre Kakou, nous apprend également que de juin 1996 à décembre 2003, le Mali a pu bénéficier de multiples dons provenant de la Chine, s'élevant à une valeur d'environ 61 milliards de FCFA. Ces prêts ont été octroyés à des conditions particulièrement avantageuses pour le Mali puisqu'ils étaient sans intérêts et conjointement à cela, 37 milliards de dollars de dette ont été annulés depuis la tenue du forum. De ce fait, comme on peut l'observer, la Chine constitue à l'heure actuelle l'un des 1ers partenaires économiques du Mali.

En 2000, la Chine occupait la 37<sup>ième</sup> position dans le commerce extérieur du Mali alors qu'en 2005 elle remontait jusqu'à la 4<sup>ième</sup> position. L'arrivée au pouvoir du président Amadou Toumani Touré a en plus marqué une nouvelle étape dans l'intensification des échanges entre les 2 pays. Le président malien a d'ailleurs effectué de nombreuses visites officielles en RPC pour souligner et réaffirmer le soutien inconditionnel du Mali à une Chine « unie et indivisible ». En février dernier, le président Hu Jin Tao a également effectué une tournée dans la sous-région qui a été marquée au Mali par la signature d'un certain nombre d'accords préférentiels et la pose de la 1<sup>ère</sup> pierre du Troisième pont de Bamako sur le fleuve Niger.

En dépit de la recrudescence de ces échanges et des relations tissées, il est important de signaler que la part des transactions avec l'Afrique demeure marginale à l'échelle du commerce chinois. Ils constituent en fait 2.5%<sup>9</sup> du commerce extérieur de la Chine. L'Afrique ne représente donc pas un enjeu véritablement majeur pour le bien être économique de la Chine même si les conséquences, à la fois positives et négatives de cette coopération restent eux très présents pour le continent africain et ses habitants.

---

<sup>9</sup> CEDEAO-CSAO/OCDE. Août 2006. *Série économie . Atlas de l'intégration régionale en Afrique de l'ouest*. Abuja (Nigeria) – Paris (France), 20 p.



*Deuxième partie*  
*Revue de la littérature*  
*Et Méthodologie*

## Introduction

La politique de réforme et d'ouverture aux échanges internationaux mise en œuvre par la Chine à la fin des années 1970, sous l'impulsion du gouvernement communiste de Deng Xiaoping, a marqué un véritable tournant dans l'histoire économique de la nation chinoise.

En stimulant le développement de secteurs-clés de l'économie tels que les domaines bancaire et privé, la Chine a implanté sa stratégie d'accession aux marchés mondiaux et à la domination économique. L'internationalisation de ses échanges rejoignait ainsi l'un des principaux objectifs de la nouvelle politique mise en œuvre par le PCC, qui consistait à réaliser la transition d'*une économie centralisée* – imperméable aux influences extérieures – vers *une économie socialiste de marché*. Grâce à l'ouverture graduelle de son économie, la Chine a généré un niveau de croissance sans précédent, passant du statut de pays en voie de développement à celui de puissance commerciale à part entière, au même titre que les pays les plus industrialisés de la planète tels que les États-Unis ou l'Allemagne.

En 2000, après près d'une vingtaine d'années marquées par les changements, aussi bien économiques que sociaux, le revenu chinois par habitant s'élevait désormais à 2000 dollars US par habitant tandis que les libertés individuelles prenaient une place plus importante dans la vie quotidienne de la population et ce en dépit du fait que la main mise du régime demeure très présente à plusieurs aspects (censure, contrôle des médias, etc.). Par des initiatives efficaces et soutenues, la Chine a créée la sensation au sein de l'arène économique mondiale, suscitant de par son succès économique ponctuée d'une croissance solide, l'intérêt des plus grands analystes économiques au monde. Parmi les pays émergents comme l'Inde, le Mexique ou encore le Brésil, la Chine se présente comme une « pionnière » du développement et de la réussite économique rapide et soutenue. La Chine représente donc, et ce à plusieurs égards, un modèle pour de nombreux pays en voie de développement.

Grâce à une certaine réduction de ses barrières au commerce et à l'avènement de nouveaux partenariats commerciaux et politiques à travers le monde, l'ouverture internationale a permis à Pékin d'accueillir favorablement les investissements étrangers nécessaires à sa croissance (à une économie de marché).

En raison de ses similitudes avec l'Afrique, la Chine *considérée comme « l'apôtre de la coopération Sud-Sud »*, a été l'une des premières à déceler le filon que représentait le continent noir. En effet, les relations diplomatiques Chine - Afrique relèvent d'une longue tradition puisque dès les années 1960, Pékin implante son influence dans les pays africains. La Chine a ainsi été l'un des premiers pays à fournir son aide aux ex-colonies d'Afrique nouvellement indépendantes qui, à l'époque manquaient cruellement de toutes ressources. Dans une logique de « lutte contre les impérialismes », la Chine a tenu à développer très tôt ses relations commerciales avec l'Afrique, en raison notamment de la réserve non négligeable d'hydrocarbures que constitue celle-ci. Aujourd'hui, présente au sein de nombreux pays africains, Pékin est le premier partenaire commercial de nombre de ces nations, qui en raison de leur niveau de développement précaire, sont très friandes de produits et services bon marché.

En Afrique subsaharienne et au Mali en particulier, l'activité chinoise prend de plus en plus d'ampleur à divers niveaux de l'économie. Plus que jamais, la coopération sino-africaine a tendance à se réaffirmer, comme le symbolise la visite récente du président Hu Jin Tao au Mali et au Sénégal.

Dans cette deuxième partie de l'étude, la revue de la littérature nous permettra d'aborder et d'examiner l'évolution des politiques de commerce chinoises de même que les liens l'unissant à l'Afrique, à travers la littérature portant sur le sujet. Nous nous attacherons également à étudier le Mali plus en détail pour comprendre les spécificités de son économie et identifier les moteurs de la coopération sino-malienne. Pourquoi le Mali a-t-il autant besoin de l'aide chinoise ? Quels sont les secteurs clés qui sont concernés par cette coopération ? Comment cette coopération sino-malienne est-elle susceptible d'évoluer dans les années à venir ? En passant en revue les différentes sources existant sur le sujet, les sections et pages suivantes permettront de

répondre efficacement à un certain nombre de questions qui peuvent se poser dans le cadre de cette étude.

Paradoxalement, même si le phénomène est relativement nouveau pour les pays occidentaux, les ouvrages et les articles abordant la coopération Chine – Afrique abondent au sein des pays tels que le Mali ou le Sénégal, vivant la situation à l’heure actuelle. De nombreux auteurs comme Adama Gaye du Sénégal (*Le Dragon et l’Autruche*, 2008) qui a publié un livre abordant les relations de pouvoir existant entre Pékin et les pays africains, Ali Askouri du Soudan (*China’s investment in Sudan...*) ou encore Roger Sokorobi Afri de la Côte d’Ivoire, se sont penchés sur la question afin de mettre en exergue les enjeux actuels liés aux échanges entre la Chine et les nations africaines. Grâce à la pertinence de leurs œuvres, ces auteurs, certains journalistes, d’autres diplomates ou analystes, permettent de mettre en lumière une certaine perspective africaine qui a souvent tendance à être négligé au profit des opinions occidentales sur le phénomène. Ils apportent un regard nouveau sur les avantages et les inconvénients liés au commerce sino-africain, d’un point de vue crucial, celui propre aux individus évoluant au cœur de la situation.

Dans le souci de comprendre les divers aspects qui sous-tendent cette tendance et de saisir tous les points de vue existant sur le sujet, il est donc important de ne pas négliger cette importante source d’informations que sont les bases de données africaines. Plutôt que de réaliser le résumé linéaire de chaque ouvrage ou article, nous axerons davantage notre analyse sur les différentes présentations qui sont faites de l’œuvre chinoise en Afrique, afin d’explorer tous les volets pertinents à notre étude.

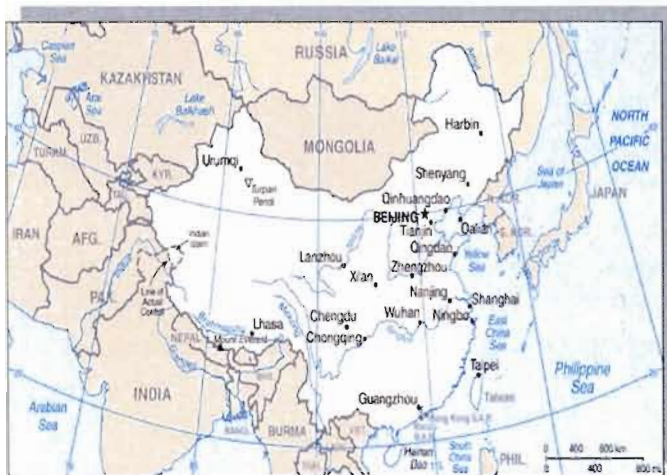
Aussi, dans un premier temps, nous réaliserons une présentation générale et succincte de la Chine à travers ses différentes caractéristiques socio-économiques puis, dans un second temps, nous étudierons son économie et la politique d’ouverture à l’origine de sa croissance phénoménale. Enfin, nous présenterons le Mali et verrons l’évolution de ses échanges avec la Chine depuis les années 1980.

## CHAPITRE III

### Revue de la littérature – Évolution des économies chinoise et malienne

#### La Chine

##### 3.1 Présentation de la Chine



Avec une population d'1,3 milliards d'habitants et un territoire d'une superficie de 9 596 960 km<sup>2</sup>, la Chine, en plus d'être le pays le plus peuplé au monde, constitue également le 4<sup>ème</sup> pays le plus large après la Russie, le Canada et les États-Unis<sup>10</sup>.

À elle seule, la Chine englobe donc 20.7% de la population mondiale et représente, avec une densité moyenne de 133 habitants par km<sup>2</sup>, le plus important foyer de population de la planète<sup>11</sup>. Située en Extrême Orient, la Chine est entourée par des pays tels que la Corée du nord, l'Afghanistan à l'ouest ou encore l'Inde au sud. Grâce à l'envergure de son territoire, à l'ampleur de sa population mais aussi à sa force en tant que grande civilisation millénaire, la Chine a toujours occupé une place centrale en Asie orientale.

<sup>10</sup> CIA, The World Factbook. 2009. East & Southeast Asia : China (Geography), <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ch.html>.

<sup>11</sup> Présidence de la république du Mali. Archives, <http://www.koulouba.pr.ml>.

Aujourd'hui, après une histoire fort mouvementée, le pays compte 23 provinces, 5 régions (Guangxi, Nei Mongol, Ningxia, Xinjiang Uygur et Xizang (Tibet)) et 4 municipalités, soient Chongqing, Shanghai, Tianjin et enfin Beijing, la capitale<sup>12</sup>.

D'après les données du CIA Factbook 2009, la Chine est un pays qui possède un sous-sol riche en ressources de tous genres : la Chine exploite entre autres du charbon, du fer, du pétrole, du mercure et plus récemment du gaz naturel. En outre, l'écosystème local varie beaucoup selon les régions. L'agriculture du blé domine le nord du pays tandis que le sud est plutôt consacré à la culture du riz. À elle seule, la forêt constitue 13% du territoire tandis que la steppe et la prairie se partagent le reste. Les terres arables occupent quant à elle, la partie australe du pays.

Comme de nombreuses sources semblent désormais le signifier, la recrudescence des activités humaines, résultat du développement du pays, fait en sorte que la Chine souffre aujourd'hui de plusieurs enjeux écologiques et environnementaux. Les autorités chinoises s'accordent elles-mêmes pour dire que la pollution de l'air - conséquence de l'usage abusif du charbon- les pluies acides ; la pénurie d'eau potable ; la pollution des nappes phréatiques ainsi que la déforestation et la destruction des terres agricoles ; constituent les principaux enjeux qui devront faire l'objet de mesures sérieuses durant les années à venir.

Les récentes catastrophes écologiques survenues dans plusieurs régions, tel que le tremblement de Terre d'une intensité de 7.9 sur l'échelle de Richter qui a eu lieu dans la province du Sichuan en mai 2008 et qui a fait plus de 12000 morts<sup>13</sup>, sont une parfaite illustration des aléas naturels auxquels le pays doit parfois faire face. Pour

---

<sup>12</sup> CIA, The World Factbook. 2009. East & Southeast Asia : China (Geography), <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ch.html>.

<sup>13</sup> Lantier, Alex. 2008. « Tremblement de terre en Chine : lourd bilan des victimes et grandes conséquences économiques », Comité International de la Quatrième Internationale (CIQI), <http://www.wsws.org/francais/News/2008/mai08/seis-m17.shtml>.

illustrer la rudesse du climat chinois, on dénombre par exemple près de 5 typhons par an sur les côtes sud et est du pays<sup>14</sup>.

Malgré son déclin au 19<sup>ième</sup> et au début du 20<sup>ième</sup> siècle, la Chine a longtemps régné en civilisation souveraine et avant-gardiste à l'échelle mondiale, dominant allègrement les arts et la science. En effet, la Chine est à l'origine de nombreuses inventions qui ont révolutionné notre façon d'envisager le quotidien et qui sont encore largement utilisées de nos jours. Parmi ces avancées technologiques, on notera par exemple *le papier et l'imprimerie* – le plus ancien livre d'imprimerie, le « sùtra du diamant » datant de 868 ap J-C- ; *la boussole* – déjà employé par les chinois au 11<sup>ième</sup> siècle ap J-C- ; la poudre et les armes à feu – dont l'invention par les chinois fut à l'origine de l'art de la guerre moderne comme nous la connaissons aujourd'hui- ; le *sismographe* ou encore les *allumettes*<sup>15</sup>.

La Chine fut donc pendant très longtemps un royaume flamboyant d'innovations et de grandeur artistique. Déjà durant la dynastie QIN<sup>16</sup>, au IV<sup>ème</sup> siècle (de 221 à 207 av. J. -C.), l'unification du pays, les réformes politiques et les grandes constructions architecturales occupaient une place prépondérante dans la pensée stratégique chinoise. L'empereur QIN fut d'ailleurs à l'origine de la construction de la toute première Grande Muraille de Chine, entreprise qui infligea d'ailleurs beaucoup de souffrance aux sujets de l'empire et dont l'histoire fascine encore aujourd'hui des milliers de chercheurs à travers le monde.

---

<sup>14</sup> CIA, The World Factbook. 2009. East & Southeast Asia : China (Geography), <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ch.html>.

<sup>15</sup> ChineInformations.com. 2008. « Inventions chinoises », [http://www.chine-informations.com/guide/inventions-chinoises\\_154.html](http://www.chine-informations.com/guide/inventions-chinoises_154.html).

<sup>16</sup> "Qin, dynastie" Encyclopédie Microsoft® Encarta® en ligne 2009, <http://fr.encarta.msn.com> © 1997-2009 Microsoft Corporation.

### 3.2 Le système politique chinois

Ainsi, après des millénaires d'une histoire politique agitée, la Chine est aujourd'hui un État communiste, héritage d'une certaine tradition séculaire liée à l'impérialisme. En effet, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1949, le PCC est considéré comme le parti unique en Chine, malgré la présence de 8 autres partis dont les pouvoirs et l'influence sont tout de même très limités. Le système politique chinois est donc très particulier et en contraste avec les systèmes multipartites ou bipartites que l'on peut retrouver dans les pays occidentaux. Comme l'explique le magazine *Chinafrique* (novembre 2007, vol 2, no 11), le système chinois se caractérise avant tout par une coopération entre les divers partis et un mécanisme de consultation politique, dirigés par le PCC. C'est un mode de fonctionnement qui est en place depuis la fondation du PCC en 1949 et qui ne cesse de se développer depuis la 3<sup>ème</sup> session plénière du Comité central issu du XI<sup>ème</sup> Congrès du Parti Communiste. Par ailleurs, plutôt que de se rassembler et de former une opposition, ces 8 partis démocrates forment une alliance avec le Parti Communiste et collaborent ensemble à la gestion des affaires d'État. Toujours selon le magazine *Chinafrique*, les principes fondamentaux édictant les rapports entre le PCC et les partis minoritaires peuvent se définir comme :

« Une coexistence à long terme, un contrôle mutuel, une collaboration franche et un partage des honneurs et déshonneurs ».

Très axé sur le respect de la constitution, le PCC se charge quant à lui, à travers l'adoption fréquente d'initiatives politiques et idéologiques, d'assurer la défense des intérêts des différentes ethnies constituant le peuple chinois ainsi que la promotion de la « cause sociale » du pays. Avec près de 70 millions de membres en 2006<sup>17</sup>, le Parti Communiste Chinois est considéré comme le parti le plus vaste au monde et dirige la politique de la Chine à tous les niveaux de la structure sociale.

Comme ont pu l'illustrer les événements récents survenus en Chine et dans plusieurs villes mondiales (manifestations contre les jeux olympiques, entrée de Yahoo sur le marché chinois, propagande, censure), le PCC détient encore beaucoup de contrôle

---

<sup>17</sup>-----, Novembre 2007. « Le système de parti en Chine ». Magazine *Chinafrique*, vol 2, no 11.



sur la vie des chinois et sur les informations qui sont véhiculées par les médias du pays.

En effet, l'évolution actuelle du parti, de son mode de fonctionnement et des politiques chinoises, résulte tout comme l'histoire du pays, d'un parcours particulièrement mouvementé. Nombreux sont les ères et les dirigeants qui se sont succédés à la tête du parti, adoptant des mesures parfois radicales pour s'accaparer du pouvoir et diriger l'État. C'est ainsi qu'en 1966<sup>18</sup> se met en place la grande révolution culturelle, instigué par Mao, qui avait alors perdu de l'influence au sein de l'arène politique et économique. Ce dernier, éclipsé de la présidence par *Liú Shàoqi* et donc en marge de l'administration économique du pays, décide de lancer une révolution et d'user du poids de la jeunesse pour se hisser à nouveau au sommet de l'État. S'en suivent alors 3 années d'une véritable propagande rythmée entre autres par une mobilisation massive de la jeunesse, à travers la création du groupe des « Gardes rouges ». Formé de jeunes chinois, les gardes rouges ont constitué le cœur de la révolution et du culte de Mao, s'inspirant des enseignements contenus dans le Livre Rouge de Mao pour conduire leurs activités. Aussi, les gardes rouges mènent-ils d'une main de fer l'œuvre de Mao en se chargeant de persécuter et d'humilier les « révisionnistes », les élites intellectuelles, les artistes et autres responsables politiques. De ce fait, ils remettent en cause toute forme de hiérarchie, notamment au sein du PCC duquel ils veulent éliminer la bureaucratie et la présence des partisans à la réforme. Dans le domaine culturel, la révolution consistera surtout en une volonté d'étouffer les valeurs traditionnelles chinoises (tels que les principes du Confucianisme, la destruction d'un grand nombre de temples et figurines bouddhistes, etc.) ainsi que les valeurs occidentales considérées comme nuisibles à la société. Toutes ces mesures en opposition à l'éducation et à la culture, ont permis à Mao de retrouver sa place à la tête de l'État.

Toutefois, achevée en 1976 selon les historiens chinois, la révolution culturelle se sera avérée particulièrement dévastatrice pour la Chine, puisqu'elle a engendré près de 1 millions de morts. À la mort de Mao la même année, les politiques instaurées depuis

---

<sup>18</sup> Terra Nova. Avril 2006. « La révolution culturelle en Chine », [dinosoria.com](http://dinosoria.com).

le Grand Bond en avant de 1958<sup>19</sup>, ont laissé la Chine dans un certain état de stagnation économique se manifestant par une économie centralisée et complètement absente des marchés mondiaux. L'accession au pouvoir de Deng Xiaoping, « leader des réformistes » marquera par conséquent l'avènement d'une ère de mutations pour la Chine, et ce à plusieurs égards : l'emphase est désormais mise sur la nécessité d'éduquer le peuple, de demeurer fidèle aux valeurs culturelles prescrites et surtout de faire en sorte que l'économie chinoise accède à un renouveau de croissance. C'est dans cette logique que la Chine décide de lancer sa politique de réforme économique et d'amorcer son ouverture à l'international.

### **3.3 Évolution de l'économie chinoise à travers la politique de réforme des années 1970**

#### *3.3.1 Les avantages théoriques de l'intégration financière*

Au regard des changements observés dans l'évolution de l'économie chinoise, on peut affirmer qu'au terme de sa politique de réforme et d'ouverture, la Chine a réussi à libéraliser avec succès son compte de capital. Selon la revue Finance & Développement (Mars 2007), une publication trimestrielle du FMI, en assouplissant notamment les restrictions aux mouvements de capitaux et aux flux de transactions internationaux, la Chine a réussi à stimuler sa croissance et à lisser la consommation.

En effet, en prenant diverses mesures, judicieusement choisies, la Chine a réorienté son économie aussi bien aux niveaux domestique qu'international et a bénéficié des effets combinés de ses nouvelles orientations. Ainsi, en théorie, la libéralisation du compte de capital a pour conséquence une intensification des retombées positives sur la croissance ainsi qu'une réduction de la propension aux crises économiques. L'intégration commerciale permet pour sa part la diminution des risques de crises pouvant résulter de l'ouverture aux marchés financiers, la baisse des coûts et par là

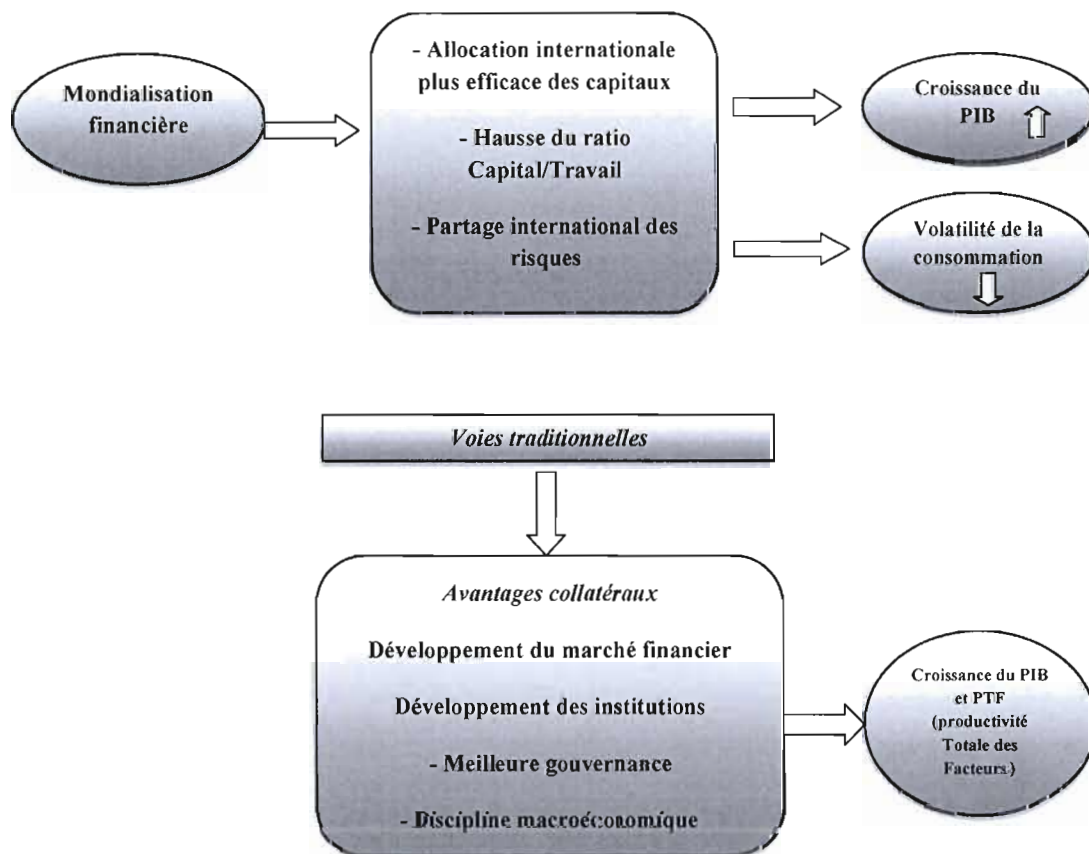
---

<sup>19</sup> Terra Nova. Avril 2006. « La révolution culturelle en Chine », [dinosoria.com](http://dinosoria.com)

même une amélioration du rapport « coûts-avantages ». Enfin, avec le développement du secteur financier, il se produit une forte stimulation de la croissance grâce aux entrées de capitaux.

Le graphique suivant, tiré et adapté de la revue F&D (mars 2007) du FMI, résume bien les bénéfices de l'intégration financière en comparaison aux voies traditionnelles de développement, tels que ressentie par la Chine à plusieurs niveaux de son économie.

**Figure 7 : Les avantages de l'intégration financière**



Source : Adaptée du graph. 3 p 12 de *Finance&Development* (mars 2007), FMI

Avec son niveau de croissance sans précédent, la Chine rend obsolète les théories affirmant que les pays émergents ne peuvent bénéficier de tous les avantages liés à l'intégration financière. Depuis son ouverture, la Chine multiplie les initiatives pour développer ses secteurs bancaire et financier et profite des bienfaits de cette stratégie. Un brève rétrospective des tenants et aboutissants de la politique de réforme entreprise à la fin des années 1970, nous permettra dans un premier temps de mieux comprendre le fonctionnement de l'économie chinoise et dans un second temps, de saisir toute l'importance de cette initiative dans la réussite actuelle de la Chine.

### 3.3.2 La politique de réforme (1978)

Comme nous l'apprend Yin Wenquan dans son ouvrage intitulé « La voie de développement de la Chine et la mondialisation » (2007), c'est lors de la 3<sup>ème</sup> session plénière du comité central tenue durant le XI Congrès du PCC en 1978, que la réforme de l'économie chinoise a été décidée. Deng Xiaoping, alors secrétaire général du Parti, prend conjointement, avec les autres leaders du pays, la décision stratégique de « concentrer tout le travail sur l'édification économique et sur la réforme du système économique »<sup>20</sup>. Cette nouvelle orientation constituait un pas en avant pour l'économie fermée de la Chine.

Avant cette réunion historique du Parti, l'économie était entièrement planifiée par l'État et se caractérisait par (Wenquan, 2007) :

- Une répartition des ressources dirigée par les institutions étatiques
- Un contrôle direct des entreprises par l'Etat
- Le principe de « gestion en nature »

---

<sup>20</sup> Wenquan, Yin. 2007. *La voie de développement de la Chine et la mondialisation*. Chine, 65 p.

- Le gouvernement assurait la gestion exclusive des biens publics dont il détenait logiquement la propriété

Grâce à ce système, l'Etat chinois chapeautait à la fois les activités macroéconomiques et les activités microéconomiques. En dépit de ces désavantages, cette gestion centralisée, instaurée par le régime autocratique de Mao Zedong, a joué un rôle prépondérant dans « la mobilisation ainsi que dans la concentration des ressources et la formation rapide d'une base industrialisée indépendante et assez complète » (Wenquan, 2007).

Toutefois, ce régime n'arrivait pas à résoudre les problèmes alimentaires du pays et avec les mutations survenues dans le paysage économique mondial ainsi que l'ouverture des frontières au commerce, le système chinois hautement centralisé n'a pu s'adapter à l'augmentation des besoins et des facteurs de production.

Cette inadaptation a ainsi contribué pendant quelques temps au ralentissement de l'économie et au manque de développement chinois. Il y avait donc une certaine déficience des forces de production et le niveau de vie de la population demeurait très bas, entraînant le retard du pays dans son ensemble.

À la lumière de ces éléments, la réforme avait clairement pour objectif de redynamiser cette économie chancelante, en orientant celle-ci vers les forces de marché et l'accès aux échanges internationaux. La réforme a surtout touché six principaux domaines :

### **1. Le système économique dans les régions rurales :**

Les zones rurales chinoises ont été les premières à bénéficier de la réforme au niveau de leur mode de fonctionnement économique et donc de l'exploitation des terres agricoles. En décembre 1978<sup>21</sup>, l'État a concédé le pouvoir aux cantons, aux bourgs et au comité de villageois au sein de ces régions rurales.

---

<sup>21</sup> Wenquan, Yin. 2007. *La voie de développement de la Chine et la mondialisation*. Chine, 65 p.

Ces changements signent alors le déclin de l'agriculture et la création du système de double exploitation rurale.

## **2. La réforme des entreprises d'État**

Cette mesure constitue un aspect majeur de la réforme car avant celle-ci les entreprises publiques dominaient plus de 80% <sup>22</sup> du volume de ventes industrielles. Désormais, la politique chinoise visait à accorder davantage d'autonomie aux opérateurs économiques, autrement dit à « donner le pouvoir de décision aux entreprises et à leur laisser plus de profits ».

## **3. La réforme du système d'investissement**

Grâce à la réforme de son système d'investissement, la Chine a entrepris d'ouvrir ses frontières et d'accueillir un plus grand nombre de flux de transactions, d'IDE et d'échanges en général. A la fin des années 1970, le gouvernement chinois a élaboré un certain nombre de mesures préférentielles afin d'attirer l'investissement étranger. Comme on peut l'imaginer ces initiatives ont fortement contribué à accroître ce type d'investissement au sein du pays : d'après l'ouvrage de Mr Wenquan, entre 1979 et 2005, on a recensé près de 552 942 projets d'investissement étranger en Chine, ayant générés un total de 1285, 67 milliards de dollars US en masse monétaire. De par son fort potentiel d'attraction, la Chine se place depuis 1993 au 1<sup>er</sup> rang des pays en développement en ce qui a trait à l'introduction de capitaux issus d'investissements direct étrangers. En 2002, fort de sa notoriété en tant que véritable « hot spot » pour les investisseurs, la Chine supplante même les Etats-Unis qui jouissait jusque là de la 1<sup>ère</sup> place en tant que pays d'accueil d'IDE dans le monde.

---

<sup>22</sup> Wenquan, Yin. 2007. *La voie de développement de la Chine et la mondialisation*. Chine, 65 p.

Parallèlement aux investissements effectués sur son territoire domestique, la Chine et les entreprises chinoises ont également été très présentes à l'international puisqu'en fin 2007, on comptait 7000 sociétés chinoises exerçant des activités dans 173 pays et régions du monde, soit un flux total de 118 milliards de dollars US<sup>23</sup>.

#### **4. La réforme du système financier et fiscal**

La nouvelle logique d'autonomie aux entreprises a beaucoup considérablement contribué à l'accomplissement de cet aspect de la politique de réforme. Afin de se lancer plus efficacement dans la course vers la croissance, le gouvernement chinois a stimulé le développement des secteurs non étatiques et a par exemple beaucoup œuvré en faveur de la création et de la réussite des « stock markets ». De plus, après avoir longtemps maintenu une monnaie suivant les fluctuations exactes du dollars US, la Chine réévalue son Yuan à 2.1%<sup>24</sup> en juillet 2005 et crée ainsi un nouveau système monétaire fonctionnant selon un panier de monnaies, utilisé comme référence. Un certain nombre de mesures de cet acabit auront donc contribué à développer le paysage financier et fiscal de la Chine, favorisant par exemple l'apparition de bourses dans les villes de Shenzhen et de Shanghai, conjointement à la mise en place de nouvelles institutions financières.

#### **5. La réforme du système bancaire**

Malgré les évolutions relativement lentes qu'enregistre ce secteur, l'État chinois a quand même réussi à échafauder un réseau diversifié de banques depuis la fin des années 1970. Préalablement à la réforme économique, la

---

<sup>23</sup> Wenquan, Yin. 2007. *La voie de développement de la Chine et la mondialisation*. Chine, 65 p.

<sup>24</sup> CIA, The World Factbook. 2009. East & Southeast Asia : China (Economy), <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ch.html>

Banque populaire de Chine était l'unique institution bancaire ayant le droit et la capacité d'exercer des activités en Chine. En effet, la Banque populaire détenait le statut de banque centrale et chapeautait l'intégralité des opérations de prêts et de dépôts. Les mutations instaurées par le gouvernement de Deng Xiaoping ont ainsi permis de mettre en place un système bancaire national fondé sur la présence de banques spécialisées. Pour chaque grand poste économique, il existait une banque chargée de s'occuper spécifiquement des affaires bancaires concernant ce domaine particulier. Initialement, on avait donc la Banque Centrale, la Banque Industrielle et Commerciale de Chine, la Banque de Construction de Chine, la Banque de Chine, la Banque Agricole de Chine et la Banque des Communications de Chine<sup>25</sup>. C'est seulement en 1986, après des décennies d'absence, que les banques commerciales feront leur première apparition (CITIC, China Everbright Bank, etc.). Dans ce contexte, les banques chinoises bénéficieront surtout de deux rôles principaux, ceux de réguler et de superviser l'activité bancaire et de contribuer par la même à la croissance de l'économie nationale.

## **6. La réforme du commerce extérieure et des devises étrangères**

Cet aspect de la politique avait avant tout pour objectif de décentraliser la gestion du commerce extérieur et des devises étrangères. Elle a permis à la Chine de s'intégrer à l'économie mondiale et d'ouvrir son économie aux échanges commerciaux grâce à une collaboration avec un plus grand nombre de partenaires situés partout à travers le monde.

En somme, par l'intermédiaire d'un certain nombre de nouvelles orientations, la politique visée à la fin de la décennie 1970, a boosté la croissance chinoise. Depuis 1978, la restructuration a de ce fait engendré une forte augmentation du PIB de la

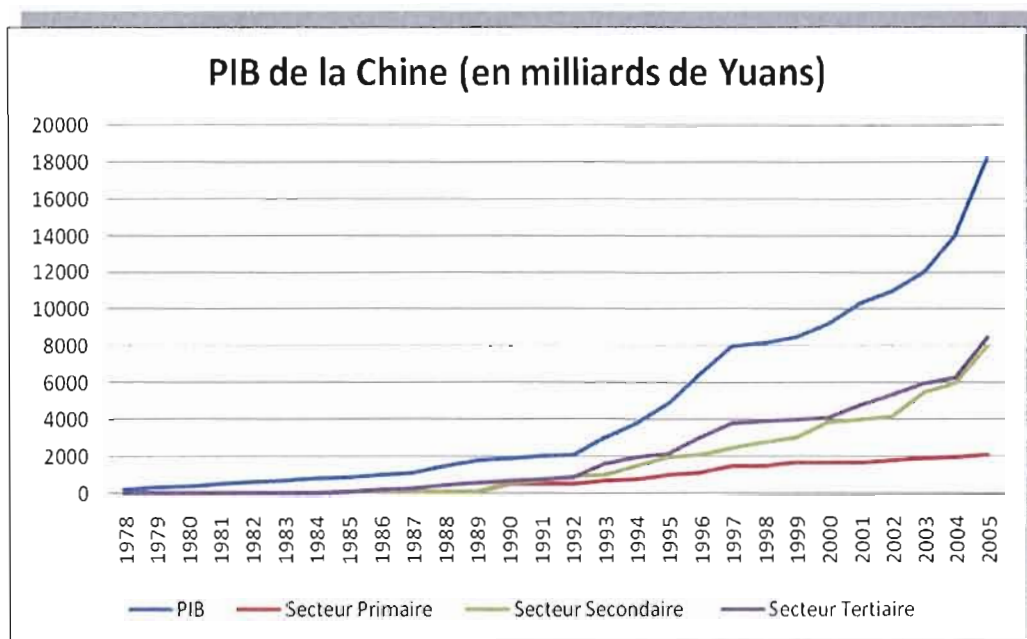
---

<sup>25</sup> Wenquan, Yin. 2007. *La voie de développement de la Chine et la mondialisation*. Chine, 65 p.



Chine, comme nous l'avons précédemment constaté. Ainsi, entre 1980 et 2005<sup>26</sup>, le PIB de la Chine est passé de 451.78 milliards de Yuan à 18 232.1 milliards de Yuan, avec un rythme de croissance annuel moyen de 9.54%. En 2008, sur la base de la PPP (parité des pouvoirs d'achat), la Chine constitue la 2<sup>ième</sup><sup>27</sup> économie du monde derrière les États-Unis, et ce en dépit des revenus assez moyens d'une grande partie de sa population. Le schéma suivant illustre l'évolution du PIB selon les différents secteurs économiques sur la période 1978-2005 :

**Figure 8 : PIB de la Chine selon les secteurs (milliards de Yuans)**



Source : Réalisé à partir du graphique 2 p. 37 de l'ouvrage de Yin Wenquan intitulé « La voie de développement de la Chine et la mondialisation »

<sup>26</sup> Wenquan, Yin. 2007. *La voie de développement de la Chine et la mondialisation*. Chine, 65 p.

<sup>27</sup> CIA, The World Factbook. 2009. East & Southeast Asia : China (Economy), <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ch.html>

Comme on peut l'observer à partir du schéma, en dehors de l'évolution du PIB global, celui du secteur tertiaire a connu la plus forte hausse au fil des années au niveau des différents secteurs. Ainsi, à moins de 2 000 milliards de Yuans à la fin 1970, le PIB généré par les activités du secteur tertiaire s'élevait désormais à plus de 8 000 milliards de Yuans en 2005. Ce secteur de l'économie a donc enregistré une croissance solide, surtout à partir de la fin des années 1980. Cette hausse peut justement être due à la politique du gouvernement d'accorder plus d'autonomie aux entreprises afin que celles-ci puissent développer des services lucratifs, de stimuler la concurrence entre ces divers acteurs économiques et de promouvoir en général la croissance des secteurs non étatiques. Ainsi, après un départ assez lent dans les débuts de la restructuration, le graphique nous montre que la Chine a su remonter peu à peu la pente du développement dans plusieurs domaines de son économie, pour finalement atteindre un très bon niveau de performance depuis la fin du XXème siècle.

Grâce à la promotion d'une nouvelle politique économique, la Chine a mis en place un système hybride, à mi-chemin entre le socialisme pur prôné par le marxisme, léninisme et le capitalisme de marché. La naissance du socialisme de marché a favorisé une mutation favorable des conditions économiques et commerciales, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire chinois. D'ailleurs, Yin Wenquan l'affirme lui-même, « l'ouverture mène au développement et permet de pousser l'émancipation idéologique, la réforme et l'innovation, de rééquilibrer les éléments économiques à l'intérieur du pays, et d'élever l'efficacité de la répartition et de l'utilisation des ressources, et la compétitivité du secteur industriel ».

### **3.4 L'accèsion de la Chine à l'OMC et son ouverture au commerce international**

L'adhésion de la Chine à l'OMC le 11 décembre 2001 marque un tournant majeur dans le cadre de la politique de commerce extérieure du pays. En effet, après de nombreuses années de tergiversations, l'entrée de la Chine dans l'OMC constitue une

mutation fondamentale dans la stratégie chinoise, soulignant le renforcement de l'ouverture et de l'intégration internationale, en plus de la naissance de nouvelles occasions d'affaires. Comme l'affirment les auteurs Sara Yang Bosco et Paul Kenzie (associés Perkins Coie LLP – Hong Kong) dans leur texte sur l'accession de la Chine *aux rangs du club commercial*, cette initiative représente « un changement qualitatif d'une ampleur inégalée depuis que la Chine a décidé d'ouvrir ses portes à l'investissement direct étranger, à la fin de la décennie 1970 ».

Ainsi, en se joignant à l'OMC, la Chine a encore une fois prouvé à tous sa volonté de changer les choses, à plusieurs niveaux :

**- Sur le plan économique :**

En adhérant à l'OMC, la Chine s'est engagée à réduire voire à éliminer les pratiques de double fixation des prix qui étaient en vigueur depuis l'avènement de son système économique. De plus, dans le cadre des négociations, la Chine a également consenti à adopter des mesures visant à accorder les privilèges et traitements dont jouissent les entreprises nationales aux compagnies étrangères et aux sociétés à capitaux étrangers présentes en Chine. Ce faisant, la Chine a donc décidé de démontrer une attitude différente, plus clémentine face à l'investissement étranger et à assouplir ses réglementations locales envers les entreprises non domestiques.

Conformément à l'échéancier mis en place par l'OMC dans son protocole d'accession, les barrières commerciales diminueront progressivement en Chine pour permettre aux différentes communautés économiques de commercer plus aisément avec la RPC. Toutefois, ces nouveautés ne concernent pas uniquement le secteur commercial mais touchent aussi le domaine bancaire puisqu'il a été établi que dans les 5 ans suivant l'accession de la Chine à l'OMC, les banques étrangères auront la possibilité de poursuivre les mêmes activités en devises étrangères et nationales que leurs confrères de la RPC. Dès 2003, ces banques extérieures bénéficieraient du droit de faire des affaires en devise locale avec les entreprises chinoises. Les compagnies

étrangères pourraient par exemple détenir jusqu'à 49%<sup>28</sup> de certaines activités de la branche Télécommunications en Chine et les produits en lien avec les TIC seraient quant à eux exemptés de taxes douanières lors de leur entrée sur le sol chinois. Les avocats et experts-comptables étrangers profiteraient eux aussi d'un assouplissement positif quand à la quantité et à la localisation de leurs bureaux dans le pays.

En plus d'avoir signé un accord bilatéral avec les États-Unis, la Chine s'est engagée dès 2001, à respecter les clauses de *l'Accord de l'OMC sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (accord sur les MIC)* qui défendent l'usage des différents types de barrières non tarifaires au commerce, plus spécifiquement les BNT ou les MNT tels que définis par la nomenclature de l'OMC.

Ces quelques exemples de mesures illustrent donc la profonde libéralisation que devait apporter l'adhésion à l'OMC. Celle-ci a même rendu des lois et des règles jusque là largement appliquées en Chine complètement incompatibles avec les dispositions prévues par l'OMC. Le défi pour la Chine actuelle est par conséquent de ne pas succomber à la tentation de vouloir passer les réglementations de l'OMC sous silence, au profit des anciennes pratiques et de respecter le protocole de sauvegarde la reliant au club commercial pendant les 12 premières années de son accession.

#### **- Sur le plan politique :**

Pour la Chine, l'entrée à l'OMC ne constitue pas uniquement une manière de nouer des partenariats favorables à la croissance de son commerce, mais c'est également, comme l'affirme Michael Furst<sup>29</sup>, directeur de la Chambre Américaine de Commerce, « une déclaration politique et un engagement de la part du groupe de direction

---

<sup>28</sup> Furst, Michael. 2001. *L'accession de la Chine à l'OMC* (compilations de textes portant sur la Chine après son accession à l'OMC), 65 p.

<sup>29</sup> Furst, Michael. 2001. *L'accession de la Chine à l'OMC* (compilations de textes portant sur la Chine après son accession à l'OMC), 65 p.

chinois, à l'effet que l'actuelle politique de réforme et d'ouverture se poursuivra et s'approfondira ». Etant donné le profond changement et la grande innovation que représente l'accession à l'OMC dans la pensée et la politique chinoise, le gouvernement considère cet événement comme un véritable « monument à son leadership ».

En outre, pour les réformateurs du régime en faveur d'une stratégie d'ouverture plus appuyée, l'OMC sera un mécanisme qui permettra de résoudre les grands enjeux du moment tels que la montée de la corruption, la croissance du chômage ou encore la stagnation de la demande intérieure, en plus de briser les dernières objections aux changements positifs présentes au sein du parti. De par son recours à des règles d'application strictes, l'OMC sera peut être le tremplin vers une économie de marché chinoise davantage axée sur le respect de la règle de droit, la transparence du processus gouvernemental, la responsabilité, le traitement national envers les entreprises étrangères en conformité avec les dispositions internationales, etc. Les hauts standards qu'exigent les mécanismes de l'OMC serviront alors de justifications aux réformateurs pour faire approuver leurs changements.

Par ailleurs, le fait même d'adhérer à l'OMC permet à la Chine de pouvoir redorer son blason auprès de l'opinion internationale et de montrer sa volonté accrue de formaliser plus avant ses réformes, car elle fait déjà partie de plusieurs organisations internationales comme les Nations Unies, la Banque Mondiale ou encore le FMI.

#### **- Sur le plan diplomatique :**

À ce niveau, la signature d'un accord de commerce bilatéral entre la Chine et les États-Unis a constitué un catalyseur vers la résolution permanente des griefs commerciaux entre les 2 nations. Ce faisant, l'OMC a permis d'éliminer une entrave de plus à l'assouplissement des relations entre les deux géants et d'atténuer le gaspillage mutuel des ressources auquel donnait lieu les tiraillements. Avec la

libéralisation des conditions de faire affaire en Chine, la communauté américaine jouira par conséquent d'une plus grande liberté pour effectuer des investissements fructueux en Chine, l'incertitude étant désormais reléguée au second plan. En somme, cette initiative d'adhésion à l'OMC a symbolisé un pas essentiel vers l'intégration de la Chine au processus complexe de mondialisation économique et géopolitique.

**- Sur le plan culturel :**

Pour la Chine, l'année 2001 a réellement constitué une année-phare. Globalement, beaucoup d'évènements tels que l'accession de l'équipe nationale chinoise aux éliminatoires de la Coupe du Monde, l'octroi à la ville de Beijing du mandat d'organisation des Jeux Olympiques et l'adhésion du pays à l'OMC en fin d'année, ont permis de réaliser le vœu d' « entrée dans le monde » du gouvernement chinois. Au regard de ces accomplissements à saveur internationale, le peuple chinois a réalisé avec euphorie que la Chine entrait dans une nouvelle étape de son histoire et qu'elle ne se plaçait plus en marge des manifestations mondiales.

Ainsi, à la lumière de toutes ces mutations, la participation de la Chine à l'OMC souligne véritablement une nouvelle ère de coopération pour Pékin. La Chine a donc toutes les cartes en main pour faire partie intégrante du commerce extérieur mondial, s'impliquer dans les relations internationales et instaurer une coopération « gagnant-gagnant » avec ses partenaires commerciaux. Pour achever ces derniers, il faudra qu'elle réussisse toutefois à répondre promptement aux exigences de l'OMC et à établir une compréhension mutuelle avec ses collaborateurs et à poursuivre le relâchement de ses politiques restrictives. On peut donc imaginer de façon réaliste, qu'avec le manque de transparence qui caractérise parfois les procédures chinoises, les premières années au sein de l'OMC ne seront pas vraiment de tout repos pour la Chine et son gouvernement. Quoiqu'il en soit, l'OMC permettra très certainement d'accélérer l'ouverture et de stimuler la poursuite des réformes au niveau du système économique et légal.

Nous avons vu que depuis la fin des années 1970, suite à des périodes assez troubles de son histoire, la Chine a mis en place une politique de réformes massives afin d'introduire son économie à l'économie de marché et d'ouvrir ses frontières au monde. L'adhésion du pays à l'OMC en décembre 2001, marquait le point culminant de son intégration au commerce mondial, car ainsi elle accédait à de nouvelles occasions d'affaires et signifiait son souhait d'accueillir favorablement les IDE faites par les entreprises étrangères sur son territoire domestique. Grâce à ces multiples initiatives brillamment exécutées par les gouvernements successifs de Deng Xiaoping, Jian Zemin et maintenant Hu Jin Tao, la Chine enregistre une croissance phénoménale, comme l'illustre l'évolution de son PIB au fil des années, la plaçant de ce fait au rang prestigieux de 2<sup>ème</sup> économie mondiale.

Toutefois, malgré ces réussites économiques, du jamais vu dans l'histoire, la Chine doit encore faire face et relever de nombreux défis : le gouvernement doit en effet adopter des mesures pour assurer la croissance de l'emploi et ainsi réduire la tendance au chômage pour des millions de migrants quittant les régions urbaines pour les villes, lutter contre la corruption et autres crimes économiques et gérer les dommages environnementaux générés par la transformation économique<sup>30</sup>.

Afin d'obtenir les ressources dont elle a besoin pour développer ses industries, la Chine se tourne plus que jamais vers ses partenaires de longue date : les pays africains. Depuis les années 1980, la Chine a donc intensifié ses échanges avec l'Afrique, exportant et important activement des produits avec les régions africaines qui soutiennent ouvertement ses diverses politiques. Le Mali, qui a toujours réaffirmé son attachement à Pékin, constitue par conséquent le principal foyer de coopération sino-africaine dans la région ouest-africaine et bénéficie constamment des aides du gouvernement chinois à divers niveaux de son économie.

---

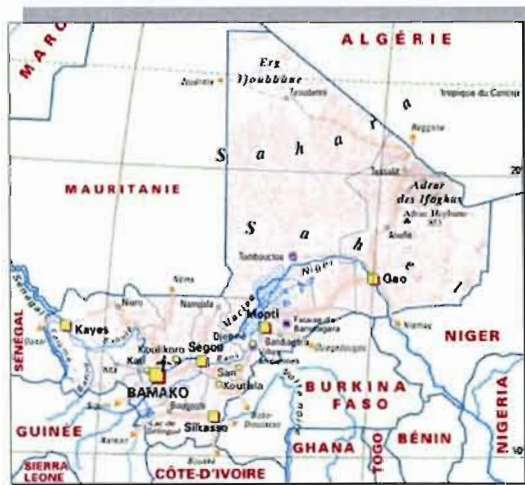
<sup>30</sup> CIA, The World Factbook. 2009. East & Southeast Asia : China (Economy), <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ch.html>



La section suivante se propose donc de faire une étude du Mali dans ses principales caractéristiques pour mieux comprendre les facteurs majeurs reliant ses intérêts à ceux de Pékin, et vice versa.

## Le Mali

### 3.5 Présentation du Mali



Fort d'une superficie de 1.241.238 km<sup>2</sup><sup>31</sup> et d'une population de 12 millions d'habitants, le Mali constitue le plus grand pays d'Afrique de l'ouest. Enclavé et donc marqué par l'absence de côtes maritimes, le Mali est entouré de 7 pays, soient l'Algérie au nord, la Côte d'Ivoire et la Guinée au sud, le Burkina Faso à l'est, la Mauritanie et le Sénégal à l'ouest et enfin le Niger à

l'est. Tantôt vallonné, tantôt désertique, le Mali jouit d'une variété de paysages qui correspond à la diversité des ethnies locales. Au sud-ouest par exemple, s'étendent le plateau *Manding*, les grandes falaises du *Tamboura* et les plaines de la *Falémé* et du *Diourou*, tandis qu'au nord, se succèdent les ergs du Sahara et les dunes de sables de l'*Adrar des Iforas*.

En outre, même si le pays n'a pas d'accès direct à la mer, 2 fleuves prenant source dans le massif du Fouta-Djalon en Guinée, s'y rejoignent. Il s'agit du fleuve Sénégal d'une part et du fleuve Niger, le plus important, d'autre part. Ce dernier, long de 1700 km du côté malien (4700 km en tout) et essentiel au bon déroulement de la vie quotidienne des populations locales, se divise en plusieurs bras : le Delta intérieur du

<sup>31</sup> Présidence de la république du Mali. *Géographie du Mali*, <http://www.koulouba.pr.ml>.



Macina qui est inondé de septembre à décembre, le lac Débo, le lac Galado et le lac Faguibine situé à 150 km de la ville de Tombouctou et particulièrement abondant en poissons. Le fleuve Niger est en effet le 3<sup>ème</sup><sup>32</sup> plus long fleuve d'Afrique et le 14<sup>ème</sup> au monde. Pour bon nombre de personnes, il représente ainsi une réserve de nourriture non négligeable et donc un moyen de subsistance des plus importants au sein des diverses communautés.

En raison du fait qu'il se trouve à la croisée des routes du méridien du désert et du grand axe fluvial ouest-est, le Mali bénéficie d'un climat se caractérisant par 3 saisons. En tant que pays au climat tropical sec, le Mali a une saison sèche qui s'étend de mars à juin, une saison des pluies (hivernage) des mois de juin à septembre et une saison froide d'octobre à février, qui est d'ailleurs marquée par l'arrivée de l'harmattan (un vent sec « desséchant »<sup>33</sup>).

À l'image de sa civilisation séculaire, le Mali comporte une large diversité de groupes ethniques. Comme la Chine en Asie du sud -est, l'empire du Mali a longtemps constitué une référence en Afrique de l'ouest en termes de richesse, de commerce et même de médecine et de sciences. Les villes légendaires de Tombouctou et de Djenné représentaient des carrefours de connaissances pour les universitaires d'alors, cherchant à s'instruire sur diverses pratiques considérées comme révolutionnaires pour l'époque.

À travers sa prolifique histoire, le Mali a véritablement constitué le *berceau* de puissants empires qui ont donné naissance à une civilisation dont les traditions et coutumes demeurent encore fortement ancrées au sein de la société actuelle.

Fondé au 11<sup>ème</sup> siècle, le grand Empire du Mali succéda à l'Empire du Ghana (Ouagadou) dont les origines remontent elles-mêmes au 4<sup>ème</sup> siècle. Gouverné par le roi mythique Soundiata Keita, héros de nombreuses légendes et épopées mandingues,

---

<sup>32</sup> World Meteorological Organization (WMO) - Whycos. 2009. *En cours de mise en œuvre Niger-HYCOS : système mondial d'observation du cycle hydrologique*, [http://www.whycos.org/rubrique.php?id\\_rubrique=67](http://www.whycos.org/rubrique.php?id_rubrique=67)

<sup>33</sup> Présidence de la république du Mali. *Géographie du Mali*, <http://www.koulouba.pr.ml>.

l'empire était constitué de 30 clans distincts et jouissait d'une grande renommée au sein de la sous-région en raison des richesses que possédaient ses souverains. L'empire prospérait entre autres grâce à l'extraction et à l'exploitation de quantités massives d'or, en plus de pratiquer l'agriculture et le commerce de bon nombre de denrées alimentaires, essentiels à la survie des populations d'alors. D'ailleurs, la culture du coton et de l'arachide y était déjà particulièrement développée. Les va-et-vient incessants des caravanes de cuivre, de sel, d'or et d'étoffes rythmaient ainsi la vie quotidienne des marchands de l'époque et permettaient donc à l'empire d'étendre son influence commerciale aux territoires alentours. En plus des bénéfices économiques, ce commerce entre les villes a engendré d'importants échanges culturels entre les civilisations, créant ainsi l'avènement d'une population « negro-arabo-berbère » occupant aujourd'hui la partie nord du Mali - et plus spécifiquement les villes de Tombouctou, Gao et Djenné.

Après une histoire aussi riche qu'agitée, rythmée tour à tour par l'apogée et le déclin de souverains et d'empires successifs, le début de la période coloniale en 1850 marque un tournant majeur pour le pays. Progressivement, le Mali passe en effet sous le contrôle absolu et exclusif de l'État français. Entre 1850 et 1956, le système féodal qui caractérisait le système politique malien est complètement aboli, les anciens monarques éliminés alors que les institutions françaises (écoles, système administratif, bureaucratie etc.) font leur apparition dans la vie quotidienne des populations. En 1959, suite à des années d'occupation française, on assiste à la création de la **Grande Fédération du Mali** réunissant alors le Sénégal et le Soudan français (l'actuel Mali) et ayant pour principal objectif de former une alliance efficace afin de mener à bien le développement économique des nations nouvellement indépendantes. Toutefois, malgré l'élan unificateur qui sous-tendait une telle initiative, cette union entre les 2 ensembles régionaux prend fin en 1960. Le 22 septembre 1960 marque ainsi le divorce complet et total avec la puissance colonisatrice et la proclamation officielle de l'indépendance de la République du Mali, présidée par Modibo Keita.

Ayant au préalable lancé un régime socialiste calqué sur le modèle chinois, Modibo Keita est plus tard victime d'un coup d'État fomenté par Moussa Traoré et ses partisans du Comité Militaire de Libération Nationale (CMLN). Ce dernier sera à l'origine du monopartisme au Mali, en plus de plonger le pays dans plusieurs années d'une dictature particulièrement oppressante pour la population. C'est seulement suite à la révolte populaire du 26 mars 1991 que le régime de Moussa Traoré sera renversé par Amadou Toumani Touré. Cet événement crucial pour le pays fournira le tremplin nécessaire vers l'adoption en août 1991 d'une nouvelle approche démocratique, édictée lors de la **Conférence Nationale**. Cette conférence a en effet permis d'instaurer des changements importants au sein de l'arène politique malienne : le gouvernement de transition a entre autres établi le multipartisme dans le cadre du système politique, renouvelé les libertés individuelles pour les communautés et fait en sorte que le Mali soit aujourd'hui reconnu comme l'un des pays les plus démocratiques de la sous-région. Depuis le 8 juin 2002, le pays est présidé par Amadou Toumani Touré.

Même si contrairement à son partenaire la Chine, le Mali est une nation relativement jeune, les 2 pays partagent néanmoins de nombreux points communs dans le cadre de leur histoire respective, des éléments qui ont véritablement constitué des catalyseurs dans le développement des liens sino-maliens. Ainsi, bien que le Mali ait finalement opté pour la voie démocratique après des années de dictature, comme la Chine, le pays a tout à tour connu une ère socialiste dans les années 1960, évolué sous l'influence d'un parti unique et subi les effets de la colonisation. Ces similarités aussi bien positives que négatives que partagent les 2 nations dans leur histoire les rallient fortement et expliquent en partie le fait que les rapports entre la Chine et le Mali remontent aux années 1960. La Chine, dans la volonté d'être un « grand frère » pour ses compatriotes africains et de combattre l'impérialisme occidental, a fourni son aide pour développer le pays suite à l'indépendance.

Aussi, malgré un passage à vide dans les années 1980, durant lequel le Mali a accumulé un retard économique important (destruction progressive du tissu industriel, forte baisse des exportations de produits, stagnation de la croissance, etc.) la Chine est demeurée présente dans le pays, Pékin s'adaptant à chaque fois au système politique de l'heure. C'est avec l'arrivée au pouvoir d'ATT (Amadou Toumani Touré) que l'on a pu observer une reprise intense des activités diplomatiques et commerciales entre les deux pays.

Par ailleurs, la politique de Moussa Traoré ayant fortement affaibli les instances économiques du pays, devenues d'autant plus obsolètes depuis la colonisation, le Mali, à l'image de la Chine, a dû réaliser des changements afin de relancer la croissance et de rattraper le retard économique provoqué par plus d'une vingtaine d'années d'une dictature marquée par des famines multiples et des grèves étudiantes et syndicales<sup>34</sup>.

### 3.6 L'économie du Mali

En 1992, un an après son revirement politique, le Mali a opéré des réformes non négligeables au sein de son engrenage économique, dans le but de « libéraliser l'économie, de réduire les déséquilibres macro-économiques et de rétablir les conditions d'une croissance durable et soutenue de l'économie »<sup>35</sup>. Toutefois, en dépit des initiatives prises dans le sens d'un développement économique et social, près de 20 ans après le régime de Moussa Traoré, le Mali demeure considéré comme l'un des pays les moins avancés et donc les plus pauvres de la planète. En 2009, le PIB/hab. est encore de 180 420 Francs CFA, soit 391 dollars US, tandis que le taux de croissance du PIB est à 5%<sup>36</sup>. De plus, près de 65% de la population demeure en

---

<sup>34</sup> "Mali" Encyclopédie Microsoft® Encarta® en ligne. 2009. <http://fr.encarta.msn.com> © 1997-2009 Microsoft Corporation.

<sup>35</sup> Présidence de la république du Mali. *Économie du Mali*, <http://www.koulouba.pr.ml>

<sup>36</sup> Présidence de la république du Mali. *Économie du Mali*, <http://www.koulouba.pr.ml>

dessous du seuil de pauvreté, dont 75% vivent en milieu rural. En raison de la pauvreté des populations et du manque d'infrastructures modernes caractérisant bon nombre de pays en voie de développement, le Mali reste fortement dépendant envers l'aide internationale, les accords bilatéraux signés avec la Chine, la France ou encore les États-Unis et, dans une plus petite mesure, les envois de fonds réalisés par la diaspora malienne installée à l'étranger. Les nombreuses politiques d'ajustements structurels imposées au fil des années par des institutions internationales telles que le FMI et la Banque Mondiale, afin d'accélérer la libéralisation économique ont également laissé leurs empreintes négatives sur l'économie du pays. Avec la dévaluation du franc CFA en 1994, ces dernières réformes ont eu des effets pervers sur les conditions de vie de la population. Toutefois, elles ont également permis d'attirer des investissements étrangers et de relancer la croissance entre 1996 et 2006 pour que celle-ci atteigne 5% par an (contre 1% en moyenne entre 1985 et 1993). Les efforts du Mali dans le sens d'une gestion efficace de ses caisses et d'une bonne gouvernance de l'État ne sont pas passés inaperçus puisque le pays a bénéficié d'une annulation de sa dette multilatérale en 2005<sup>37</sup>.

En plus des bailleurs de fonds traditionnels, la Chine joue également un rôle de plus en plus crucial au niveau de l'aide au développement puisque Pékin a construit de nombreux hôpitaux, envoyé des médecins coopérants pour répondre aux besoins les plus urgents en termes de santé, initié la signature d'accords préférentiels et contribué à alléger la dette malienne.

De façon générale, l'économie du pays comporte 3 principaux secteurs : l'agriculture, l'élevage et la pêche.

---

<sup>37</sup> "Mali" Encyclopédie Microsoft® Encarta® en ligne. 2009. <http://fr.encarta.msn.com> © 1997-2009 Microsoft Corporation.

### 3.6.1 Agriculture, élevage et pêche

L'agriculture, qui reste une composante importante de l'économie, concerne environ 75% de la population active en plus de constituer 44% du PNB. L'économie malienne constitue donc avant tout une structure à dominante agricole, étant donnée que sur 12 millions d'habitants, 80% de la population vit de cette activité. De plus, à lui seul, ce secteur représente 15% de la valeur des exportations du pays<sup>38</sup>. Au niveau des différentes denrées cultivées, les cultures vivrières les plus importantes sont le mil, le sorgho, le maïs, le riz, le blé, le niébé, le fonio, les tubercules (soit des légumes tels que l'igname, la pomme de terre ou encore le manioc) et les pois sucrés. Toutefois, exploité depuis plusieurs siècles, le coton constitue la première culture industrielle du pays dont la production a culminé durant la campagne 1998/1999 pour atteindre plus de 500 000 tonnes. Ainsi, même si le Mali a quelque peu perdu son avantage concurrentiel à ce niveau en raison de la compétition féroce que livre le coton américain, le pays demeure quand même le 1<sup>er</sup> producteur africain au sud du Sahara et le second sur toute l'étendue du continent, après l'Égypte<sup>39</sup>. Mis à part la culture du coton, celle de l'arachide, du tabac et de la canne à sucre constitue également des activités industrielles essentielles pour le pays. Par conséquent, la production, l'exploitation et maintenant l'exportation des fruits et légumes locaux deviennent des activités de plus en plus prisées par les acteurs économiques du pays. Afin de réduire les pertes réalisées au niveau local et d'accroître les recettes économiques liées aux récoltes, ceux-ci visent plus que jamais les marchés régionaux et internationaux, friands de produits « frais ». Ainsi, les principaux produits exportés sont les mangues, les haricots verts, les pastèques et les produits de cueillette tels que le karité et la gomme arabique.

Le Mali est aussi un grand pays d'élevage : selon les statistiques de la présidence malienne, le cheptel malien s'élèverait à près de 13.8 millions de petits ruminants et à

---

<sup>38</sup> Présidence de la république du Mali. *Économie du Mali*, <http://www.koulouba.pr.ml>

<sup>39</sup> Présidence de la république du Mali. *Économie du Mali*, <http://www.koulouba.pr.ml>

5.8 millions de bovins. C'est donc le cheptel le plus important en Afrique de l'ouest, d'où le caractère crucial de cette activité au sein de l'économie malienne.

Malgré le fait qu'elle constitue un élément crucial de l'économie malienne, la pêche demeure quant à elle, une activité à caractère informel dont la pratique est encore réservée à certaines ethnies de pêcheurs. Aucune réglementation ni normes ne régissent cette activité séculaire qui est profondément implantée dans la culture locale. Toutefois, en dépit de l'absence d'un certain cadre normatif, une année hydrologique normale peut générer jusqu'à 100 000 tonnes<sup>40</sup> de poissons.

Comme dans beaucoup de pays en voie de développement, le secteur primaire occupe donc une place prépondérante dans les activités de la population malienne et participe fortement à l'économie locale. Cependant, à la vue des enjeux modernes qu'ont apportés les 20<sup>ième</sup> et 21<sup>ième</sup> siècles, le gouvernement malien œuvre activement pour promouvoir le développement et la croissance des secteurs secondaire et tertiaire. Ainsi, les domaines de l'industrie et des services sont en pleine expansion, et ce depuis plusieurs années.

### 3.6.2 L'industrie et les services

Tout naturellement, le secteur industriel malien comprend plusieurs branches, chacune contribuant différemment à la croissance globale du pays. Au sein de l'industrie manufacturière, les principaux groupes sont l'industrie agroalimentaire qui constitue à elle seule 42% du total des activités et l'industrie textile, responsable de 40% de la production. À la suite de ces 2 grandes branches, on a également le BTP (Bâtiments et Travaux Publics), l'eau et l'électricité, les matériaux de construction, le bois, le papier, les industries mécaniques et électriques ainsi que l'industrie extractive. Grâce à cette dernière, le Mali réussit d'ailleurs à exploiter du phosphate, du marbre et du kaolin, en plus de l'or dont l'extraction relève d'une tradition séculaire.

---

<sup>40</sup> Présidence de la république du Mali. *Économie du Mali*, <http://www.koulouba.pr.ml>



Avec la démocratisation actuelle du pays, la libéralisation de son économie et l'ouverture graduelle des frontières nationales aux TIC, le développement des services connaît un essor particulièrement notable depuis ces dernières années. Que ce soit au niveau du secteur bancaire ou de celui des télécommunications, les services prennent une place de plus en plus essentielle dans la vie des maliens évoluant en milieu urbain, fournissant ainsi des incitatifs forts et un environnement propice aux investisseurs étrangers désirant profiter de ces nouvelles opportunités. À titre d'exemple, plusieurs banques étrangères (Groupe Atlantique de la Côte d'Ivoire, la Banque commerciale du Sahel provenant de la Libye, la Banque pour le Commerce et l'Industrie venant de la Mauritanie, etc.) se sont déjà installées au Mali entre 2007 et 2009 et plusieurs autres effectuent des prospections fréquentes sur le territoire local dans ce sens. En 2009, le Mali comptait 13 banques et 4 établissements financiers, nombres qui ne cesseront certainement pas de s'accroître dans les années à venir.

À l'image de certains pays voisins comme la Côte d'Ivoire et le Sénégal, le Mali a encore beaucoup de chemin à faire dans le sens du libéralisme économique et du développement des secteurs secondaire et tertiaire. En effet, la prépondérance du secteur primaire au Mali fait que l'économie nationale est particulièrement vulnérable aux changements climatiques et aux fluctuations du cours des matières premières (or, coton, etc.) aux niveaux régional et international.

L'enclavement du pays et l'absence de côtes maritimes engendrent également une forte dépendance envers les territoires frontaliers qui jouissent des apports positifs de la mer (le port de Dakar, d'Abidjan, de Conakry en Guinée, de Théma au Ghana, etc.). Selon les analyses effectuées dans le cadre de la configuration toute particulière du Mali, les principales solutions au développement sont donc une « meilleure exploitation du potentiel de terres irrigables, une modernisation des équipements agricoles, une amélioration des infrastructures routières et une diversification de l'économie. »<sup>41</sup>

---

<sup>41</sup> "Mali" Encyclopédie Microsoft® Encarta® en ligne. 2009. <http://fr.encarta.msn.com> © 1997-2009 Microsoft Corporation.



### 3.7 Le commerce extérieur du Mali

#### 3.7.1 Évolution des exportations

En 2007, sur la base des données ajustées par la BCEAO dans son rapport annuel 2007 sur la balance des paiements et la position extérieure globale du Mali, les exportations totales du pays se sont élevées à 745 860 millions de FCFA, soit une baisse de 64 811 millions (8%) par rapport aux résultats obtenus en 2006. Selon les documents de la Banque Centrale, ce ralentissement est principalement attribuable à la diminution des exportations d'or non monétaire et de coton puisque les autres produits - notamment les animaux vivants- ont enregistré une hausse sur la même période. En effet, les exportations d'or ont chuté de 12.3% (72 308 millions de FCFA) entre 2006 et 2007 en raison d'une certaine « contraction de la production ». Les volumes d'or exportés ont ainsi baissé de 16.6% durant la même période, conséquence alarmante de l'épuisement graduel des réserves d'or dans les mines de Morila, de Sadiola et de Yatéla. En plus de ce phénomène, le prix moyen de l'or à l'exportation est passé de 9 471.7 FCFA/g à 9 954,0 FCFA/g entre 2006 et 2007 (soit une hausse de 5.1%), handicapant ainsi son commerce au niveau des échanges avec l'étranger.

Cependant l'exportation de l'or n'est pas la seule activité à avoir enregistré une certaine baisse. Comme précédemment souligné, le coton a également souffert de la conjoncture en 2007. Les exportations de fibre de coton se sont élevées à 110.889 millions en 2007, ce qui représente une baisse notable de 30.138 millions, soit 21.4% par rapport aux performances réalisées en 2006. Cet état de fait, causé entre autres par la diminution des volumes à l'exportation et la baisse des prix moyens sur les marchés, a contribué à accentuer le repli du Mali dans la branche coton.

Ci-après, le tableau 2 illustre bien l'évolution des exportations de biens entre 2003 et 200

---

**Tableau 2**  
**Évolution des exportations de biens**

RUBRIQUES	2003	2004	2005	2006	2007
	(en millions de FCFA)				
Marchandises générales	210 214	242 172	221 071	220 770	227 079
Biens exportés pour transformation					
Réparation de biens	89				267
Achats de biens dans les ports et aéroports	2 126	3 096	4 098	2 415	3 336
Or non monétaire	326 833	270 567	355 504	587 486	515 178
<b>TOTAL EXPORT (FOB)</b>	<b>539 262</b>	<b>515 835</b>	<b>580 673</b>	<b>810 671</b>	<b>745 860</b>

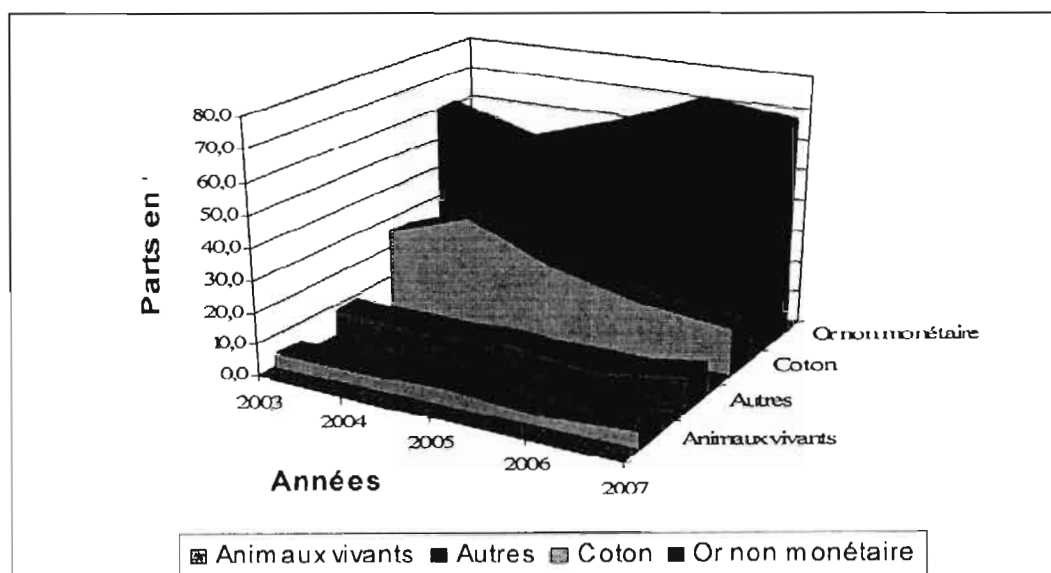
Source : BCEAO, DNSI.

Ce tableau, issu du rapport annuel 2007 de la BCEAO sur la balance des paiements et la position extérieure globale du Mali, démontre l'importance du secteur aurifère dans le cadre des exportations du pays, suivi par le poste des « marchandises générales ».

On constate ainsi que même si les exportations d'or ont connu une baisse entre 2006 et 2007, elles se sont tout de même considérablement accrues depuis 2003, passant de 326.833 millions de FCFA en 2003 à 745.860 millions en 2007 (soit une augmentation d'environ 38% sur 4 ans).

La figure 7 fournit quant à elle la structure par produits des exportations –avec leurs parts en pourcentage - entre les mêmes années 2003 et 2007. Une fois de plus, on observe très clairement que l'or non monétaire et le coton occupent des places de choix dans le cadre des exportations, et ce en dépit du fait que l'exportation du coton connaisse un déclin notable depuis 2004.

**Figure 9 : Structure par produits des exportations entre 2003 et 2007**



Source : BCEAO, DNSI (2007)

### 3.7.2 Évolution des importations

En 2007, les importations maliennes se sont chiffrées à 1.091.450 millions de FCFA, ce qui traduit une hausse de 132.291 millions de FCFA (soit 14.6%) par rapport aux résultats générés en 2006. Comme pour les exportations, le tableau ci-dessous présente des données ajustées par la BCEAO et illustrent l'évolution des importations totales entre 2003 et 2007. Au regard des statistiques, les importations ont connu une certaine augmentation durant la période 2003-2007, passant de 734.578 millions de FCFA pour la 1<sup>ière</sup> année à 1.091.450 millions pour la 2<sup>nde</sup> année, totalisant une croissance globale de 48.5 % sur les 4 années. En 2007, la hausse des importations est essentiellement due aux biens d'équipements et aux biens intermédiaires, autrement dit les produits chimiques, les machines et véhicules, les matériaux de construction et autres produits. Ces quatre groupes de produits ont ainsi enregistré des hausses respectives de 13.7%, 24.2%, 14.5% et 106%, dont 263.311 millions de FCFA pour la seule catégorie des machines et véhicules et 157.468 millions pour celle des matériaux de construction. Les importations de produits pétroliers ont également

affiché une augmentation sensible par rapport à leur niveau précédent, s'élevant à 8546 millions de FCFA en 2007, soit 3.7% de plus qu'en 2006.

Par contre, à l'inverse des produits précédents, les importations de produits alimentaires ont diminué de 6.3% pour finalement se chiffrer à 161.105 millions de FCFA. Ces derniers ont pu bénéficier des effets positifs de la campagne agricole 2006/2007, ce qui a par conséquent permis au pays d'être moins dépendant des denrées extérieures

**Tableau 3**

**Évolution des importations totales (CAF)<sup>42</sup>**

RUBRIQUES	2003	2004	2005	2006	2007
	(en millions de FCFA)				
Marchandises générales	727 980	732 777	825 063	950 997	1 088 051
Biens importés pour transformation					
Réparations de biens	1791	1070	1012	1162	733
Achats de biens dans les ports et aéroports	4807	1050	0	0	2666
<b>TOTAL</b>	<b>734 578</b>	<b>734 897</b>	<b>826 075</b>	<b>952 159</b>	<b>1 091 450</b>

Source : BCEAO, DNSI (2007)

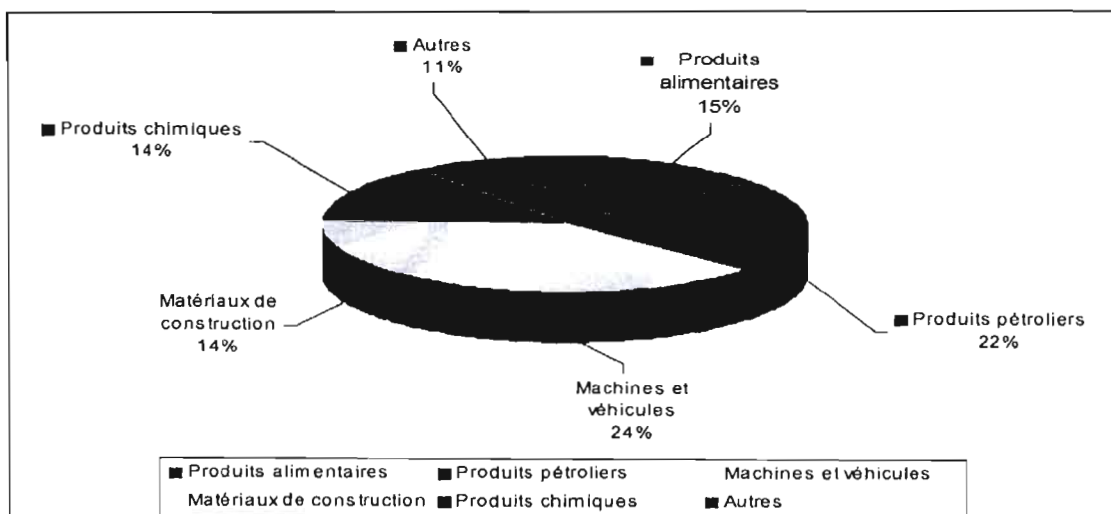
La figure suivante montre la structure par produits des importations maliennes en 2007 et illustre le fait que les catégories des machines et véhicules et des produits pétroliers constituent respectivement 24% et 22% du total des importations, ce qui représente quand même des proportions non négligeables pour un pays en voie de développement. Les consommateurs maliens sont particulièrement friands de biens électroniques, électroménagers et de véhicules de transport provenant de Chine, dont les prix bon marché sont très concurrentiels par rapport à ceux du marché. Ces

<sup>42</sup> Cost And Freight (coût, assurance et fret)

produits répondent en effet aux attentes d'une population au pouvoir d'achat limité, en termes de rapport qualité/prix.

De plus, le pays n'ayant pas de ressources pétrolières afin de supporter l'accroissement du nombre de ces véhicules et machines en tous genres, le besoin en produits pétroliers (carburant, fioul, etc.) se fait de plus en plus ressentir au sein de la société

**Figure 10 : Structure des importations par produits en 2007**



Source : DNSI, DGD (2007)

### 3.7.3 Répartition géographique du commerce extérieur

Tel que précisé dans le rapport annuel de la BCEAO, contrairement à l'année 2006, l'orientation géographique des biens exportés en 2007, met en exergue 3 grandes zones de destination commerciale : il s'agit de l'Afrique, de l'Asie et de l'Europe. En effet, au niveau du commerce extérieur global, le continent africain demeure le plus grand partenaire commercial du Mali. Les échanges avec les pays africains occupent ainsi plus de  $\frac{3}{4}$  des exportations et la moitié des importations de marchandises. Plus

spécifiquement, le commerce avec ces pays en termes d'exportations a totalisé 529.468 millions de FCFA pour l'année 2007, soit 77,2% de l'ensemble des exportations. Ce résultat est une conséquence directe de l'exportation d'or vers l'Afrique du sud, pour une recette totale de 475.695 millions de FCFA. En ce qui concerne l'Asie, les pays tels que la Chine, le Vietnam, la Thaïlande et Singapour demeurent des destinations de choix pour le coton-fibre provenant des cultures maliennes. Pour 2007, les exportations vers l'Asie se sont élevées à 11.6% (79.397 millions de FCFA) du total des exportations – dont 2.2% pour la Chine (réf. tableau 4) - contre 14.2% en 2006.

L'Europe, qui constituait traditionnellement le partenaire commercial du Mali, occupe quant à elle une place de plus en plus restreinte au sein des exportations maliennes. Même si sa part dans les exportations a augmenté en comparaison à 2006, celle de 2007, qui se chiffre à 10.5% reste tout de même plus faible que celle des 2 autres ensembles que sont l'Afrique et l'Asie. Fait intéressant, car historiquement le Mali est plus proche des pays d'Europe comme la France. Or, il apparaît désormais que le continent asiatique supplante l'Europe au niveau des opportunités offertes au plan économique ainsi que de l'attractivité de ses marchés.

Le tableau ci-après résume l'orientation géographique des exportations du Mali entre 2003 et 2007.

Tableau 4

## Orientation géographique des exportations du Mali de 2003 à 2007

Destination	2003		2004		2005		2006		2007	
	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%
<b>EUROPE</b>	<b>422 132</b>	<b>73,1</b>	<b>173 781</b>	<b>33,9</b>	<b>207 825</b>	<b>36,3</b>	<b>44 116</b>	<b>5,6</b>	<b>71 656</b>	<b>10,5</b>
Union européenne	66 497	36,8	44 454	36,8	33 432	36,8	31 911	36,8	40 295	36,8
dont France	27 874	4,8	19 144	3,7	12 793	2,2	8 604	1,1	5 978	0,9
Autres pays européens	355 635	61,6	129 327	25,2	174 393	30,5	12 205	1,5	31 361	4,6
<b>AFRIQUE</b>	<b>69 311</b>	<b>12,0</b>	<b>200 809</b>	<b>39,2</b>	<b>263 184</b>	<b>46,0</b>	<b>627 883</b>	<b>79,1</b>	<b>529 458</b>	<b>77,2</b>
UEMOA	43 415	7,5	37 623	7,3	52 357	9,2	39 134	4,9	53 763	7,8
Côte d'Ivoire	13 345	2,3	10 537	2,1	7 434	1,3	9 794	1,2	17 123	2,5
Sénégal	16 736	2,9	17 680	3,4	39 251	6,9	21 104	2,7	29 085	4,2
Burkina Faso	4 529	0,8	5 081	1,0	1 408	0,2	6 221	0,8	5 196	0,8
Bénin	1 118	0,2	833	0,2	2 959	0,5	924	0,1	694	0,1
Togo	2 620	0,5	860	0,2	214	0,0	447	0,1	862	0,1
Guinée Bissau	0	0,0	0	0,0	16	0,0	0	0,0	0	0,0
Niger	5 067	0,9	2 632	0,5	1 075	0,2	644	0,1	803	0,1
Autres	25 896	4,5	163 186	31,8	210 827	36,9	588 749	74,2	475 695	69,4
<b>AMERIQUE</b>	<b>3 917</b>	<b>0,7</b>	<b>1 193</b>	<b>0,2</b>	<b>2 306</b>	<b>0,4</b>	<b>7 857</b>	<b>1,0</b>	<b>5 111</b>	<b>0,7</b>
Etats-Unis	658	0,1	1 090	0,2	995	0,2	1 475	0,2	2 145	0,3
Autres	3 259	0,6	103	0,0	1 311	0,2	6 382	0,8	2 966	0,4
<b>ASIE</b>	<b>82 067</b>	<b>14,2</b>	<b>136 946</b>	<b>26,7</b>	<b>98 471</b>	<b>17,2</b>	<b>113 037</b>	<b>14,2</b>	<b>79 397</b>	<b>11,6</b>
Chine	6 448	1,1	48 365	9,4	33 222	5,8	49 457	6,2	15 255	2,2
Taiwan	973	0,2	12 593	2,5	6 843	1,2	8 909	1,1	2 546	0,4
Autres	74 646	12,9	75 988	14,8	58 406	10,2	54 671	6,9	61 596	9,0
<b>AUTRES</b>	<b>32</b>	<b>0,0</b>	<b>10</b>	<b>0,0</b>	<b>158</b>	<b>0,0</b>	<b>402</b>	<b>0,1</b>	<b>14</b>	<b>0,0</b>
<b>Total</b>	<b>577 459</b>	<b>100</b>	<b>512 739</b>	<b>100</b>	<b>571 944</b>	<b>100</b>	<b>793 295</b>	<b>100</b>	<b>685 636</b>	<b>100</b>

Source : Tiré du rapport annuel 2007 de la BCEAO, à partir des données de la Direction Nationale de la Statistique et de l'informatique

Au niveau des importations, la structure des pays est demeurée la même depuis 2003. Le continent africain conserve sa position de 1<sup>er</sup> fournisseur du Mali, et viennent ensuite l'Europe, l'Asie et l'Amérique. La part de l'Afrique dans le total des importations est de 51% tandis que l'Europe, l'Asie et l'Amérique se placent respectivement à 27%, 14.6% et 6.3% en 2007. Dans les importations en provenance de l'Europe, la part de la France s'établit à 55.2% en 2007 - contre 52.9% en 2006 -, ce qui est normal vu les liens unissant les 2 pays.

En somme, au niveau de son commerce extérieur, il est clair que le Mali réalise plus d'importations que d'exportations. Ce phénomène montre encore la fragilité du système économique national et la forte dépendance du Mali envers les produits

étrangers, que ce soit au niveau des machines et véhicules provenant d'Asie que des produits pétroliers servant à satisfaire la demande locale. Ce surplus d'importations contribue donc fortement à la détérioration du compte des transactions courantes ainsi qu'au déficit enregistré par la balance des paiements du pays. Au titre de l'année 2007, ce dernier s'élevait globalement à 10.7 milliards de FCFA avec une position extérieure en fin de période de -659.7 milliards de FCFA. Avec une telle réalité, les acteurs économiques chinois perçoivent bien les opportunités qu'offrent le marché malien en termes d'exportations de marchandises et apportent leurs marchandises pour les revendre à prix bon marché.

On constate donc à plusieurs égards que l'influence chinoise se fait de plus en plus importante dans plusieurs pays africains, un phénomène qui incite les intellectuels du continent et des pays occidentaux à jauger les impacts positifs et négatifs de tels échanges sur les économies africaines. Aussi, dans la section suivante, nous aborderons en profondeur le sujet de la présence chinoise en Afrique et au Mali, au travers d'une analyse précise de la situation à l'aide notamment d'entrevues réalisées sur le terrain. Nous espérons ainsi pouvoir fournir une vision claire de la situation afin d'amorcer nos conclusions à venir sur le sujet.



## CHAPITRE IV

### La présence chinoise en Afrique et au Mali

#### 4.1 Perspectives sur la présence chinoise en Afrique

Au cours des chapitres précédents, nous avons vu que les rapports africains ont connu une très nette recrudescence depuis ces dernières années, alors que la Chine, sous l'impulsion d'un nouveau gouvernement, a décidé de mener une politique de réforme économique et d'ouverture aux échanges internationaux. Toutefois, même si c'est surtout depuis ces 10 dernières années que l'attention internationale se tourne vers ce phénomène, les deux régions partagent historiquement un passé commercial commun. En effet, avec son article intitulé « Faut-il avoir peur de la Chine ? », paru dans le magazine Jeune Afrique (novembre 2006), Mr Roger Sokorobi Afri – président de l'ONG AHIDA et du projet LICA en Côte d'Ivoire – nous apprend que des liens historiques « profonds et forts » unissent la Chine à bon nombre de pays africains. Selon cet auteur, ces relations séculaires font partie intégrante des raisons de l'évolution rapide ainsi que de l'intensité actuelle des relations sino-africaines.

En fait, les contacts entre la Chine et l'Afrique remontent à déjà plus de 3000 ans<sup>43</sup> : les vestiges archéologiques et anciennes céramiques chinoises retrouvées dans différentes régions de l'Afrique, allant de Tombouctou (au nord de l'actuel Mali) au grand canal du Mozambique situé dans le sud du continent, illustrent le type d'échanges qu'entretenaient alors les deux civilisations. Selon Mr Afri, les contacts indirects entre la Chine et l'Afrique auraient commencé sous la dynastie des Han au 2<sup>ème</sup> siècle (av. 202-220). Au 7<sup>ème</sup> siècle, certainement avec l'évolution des technologies disponibles à l'époque, ces contacts seraient entrés dans une phase d'échanges directs et de nouvelles amitiés se seraient plus tard tissées, au début du

---

<sup>43</sup> Manji, Firoze, et Stephen Marks. 2007. *African perspectives on China in Africa*. Cape Town (South Africa): Fahamu, 174 p.

15<sup>ième</sup> siècle lorsque la Chine se rapproche du roi du « pays des malins » (actuel Kenya). Toutefois, ce n'est qu'aux alentours des années 50 que la coopération sino-africaine prend sa forme actuelle, alors que de nombreux pays africains font face aux défis de la colonisation et de l'indépendance nouvellement acquise. Des années 1950 aux années 1980, la Chine assiste donc les pays africains au sein des mouvements indépendantistes, soutient plus de 800 projets en Afrique, incluant l'aide à la concrétisation d'initiatives dans l'agriculture, la pêche, les textiles, l'énergie, les infrastructures, la conservation de l'eau, etc.<sup>44</sup> Ce soutien précoce de la Chine a alors pour effet de renforcer et de réaffirmer les amitiés tissées avec les jeunes gouvernements africains. Les partenaires s'unissent dans une logique de « solidarité tiers-mondiste », la Chine augmentant son aide aux gouvernements africains et appliquant continuellement sa politique de « respect mutuel » et de « souci pour la diversité ».

En contrepartie, la Chine a lié des alliances de choix avec les pays africains et obtenu des appuis inconditionnels dans la reconnaissance de sa souveraineté vis-à-vis de Taiwan, l'indifférence par rapport à la question des droits de l'homme ainsi qu'un support de plus dans le cadre des organisations internationales. Comme nous l'explique Mr Ndubisi Obiorah dans son article intitulé « Who's afraid of China in Africa ? Towards an African civil society perspective on China-Africa relations » (2007), la coopération sino-africaine s'est largement poursuivie au 21<sup>ième</sup> siècle puisqu'en 2000, le forum Chine-Afrique a été à l'origine du lancement d'un programme économique et social mixte. De plus, la Chine a également profité de cette occasion pour annuler la dette de 10 milliards de dollars US qui accablaient plusieurs états africains. En décembre 2003, lors de la tenue de la 2<sup>nde</sup> édition du forum, elle a poursuivi sur cette lancée et procédé au soulagement de la dette de 31 autres pays d'Afrique. Par ces initiatives et l'aide qu'elle a fournie, la Chine a maintes fois réaffirmé sa volonté d'établir des relations politiques et commerciales solides avec

---

<sup>44</sup> Manji, Firoze, et Stephen Marks. 2007. *African perspectives on China in Africa*. Cape Town (South Africa): Fahamu, 174 p.

l'Afrique. Cette politique de rapprochement avec le continent africain est en ligne directe avec son propre besoin de ressources naturelles, de stabilité et de développement économique.

En même temps, la façon de faire chinoise présente un attrait considérable aux pays africains, jusque là habitués à la main mise des pays occidentaux. Comme le précise Mr Afri dans son article, Pékin mène avant tout « une politique souple et porteuse d'espoir, grandement appréciée par les africains » : en effet, le gouvernement chinois respecte la souveraineté des pays africains en termes de politique et d'économie et pratique par conséquent une politique de non ingérence dans les affaires intérieures des pays avec lesquels il entretient des échanges. De plus, l'un des aspects importants de la politique chinoise est d'« instaurer la paix et d'amorcer le vrai développement » (Afri, 2006). Forte de son expérience au niveau des techniques de production, beaucoup d'africains espèrent que la Chine pourra aider l'Afrique à exploiter son potentiel économique et ainsi générer de la richesse pour les populations. Avec seulement 200 millions d'hectares de terres cultivées, 900 millions d'hectares disponibles à l'élevage en tout temps et 40% des réserves d'eau de la planète (Afri, 2006), l'Afrique demeure un continent aux réserves naturelles inusités dont le développement agricole reste encore à faire. Pour participer à ce développement, la Chine devra donc collaborer avec les ONG locales et mettre en place des organisations au sein de la société civile afin de mieux cerner les besoins africains et matérialiser les mesures prises lors des différents forums Chine-Afrique. L'AHIDA (Action Humanitaire Internationale d'Aide au Développement), une ONG internationale œuvrant activement dans le domaine du développement, pourrait par exemple fournir un catalyseur dans ce sens, afin « d'établir une plateforme d'échanges entre les investisseurs chinois et africains et favoriser un développement concret des 2 peuples » (Afri, 2006).

Cependant, malgré les bonnes intentions que la Chine semble avoir à l'égard de ces partenaires du continent noir, beaucoup de critiques s'élèvent, aussi bien de la part des experts occidentaux que des africains eux-mêmes. En effet, nombreux sont ceux qui affirment que la recrudescence des échanges avec l'Afrique et la présence de Pékin

dans de nombreuses régions africaines traduisent la volonté de la Chine d'assurer la poursuite de ses intérêts nationaux. Dans son ouvrage intitulé « Africa in China's global strategy » (2007), le Dr Marcel Kitissou – historien et expert politique – explique d'ailleurs que la Chine a constamment cherché à former des alliances et des structures internationales durables afin de protéger ses intérêts dans le cadre du « système global ».

La Chine est consciente que même si l'ère actuelle de mondialisation prend fin, les relations internationales bâties très tôt avec des partenaires fiables survivront aux mutations de l'économie mondiale. Selon le Dr Kitissou, la Chine a ainsi établi des amitiés avec les gouvernements de plusieurs pays africains, soit parce que ceux jouissent d'un sous-sol particulièrement riche en hydrocarbures, soit parce que les pays bénéficient d'une position stratégique au plan géopolitique (Soudan et Zimbabwe par exemple). De même en 2006, lors du sommet Chine-Afrique tenu à Beijing, la Chine s'est assurée un accès continu aux matières premières et ressources énergétiques fournis par le continent. À travers la signature d'un accord préférentiel de 3 milliards de dollars US et l'augmentation substantielle de l'aide au développement, la Chine a par la même occasion réitérée son engagement envers l'Afrique. Toutefois, beaucoup s'interrogent sur le degré de sincérité chinois. En effet, comme la France dans les années 1960, la Chine est aujourd'hui entrain d'accéder au statut de « puissance régionale » en Afrique. Or, il ne faut pas oublier que la Chine est un pays qui doit affronter de nombreux défis au niveau national. Les problèmes de stabilité politique font par exemple en sorte que 10% des ménages chinois les plus riches contrôlent 40% de la richesse nationale et que le PIB/hab. des provinces côtières est 10 fois plus élevé que celui des provinces les plus pauvres, situées dans les terres intérieures (Kitissou, 2007). Les inégalités économiques et sociales existant entre les différentes strates de la population sont donc particulièrement exacerbées en Chine. De plus, au niveau de sa géographie, la Chine fait également face à de nombreux enjeux qui la poussent constamment à aller à la recherche de nouvelles solutions et ressources naturelles, dans le but de pallier aux manques du pays.

La détérioration rapide de l'environnement, l'absence de réserves d'eau suffisantes, la pollution des nappes phréatiques, la pénurie en ressources naturelles, les besoins importants en nouvelles sources d'énergies, l'urbanisation rapide, l'insatisfaction des populations à l'égard des autorités locales, le phénomène de corruption et la nécessité de former une nouvelle génération de fonctionnaires honnêtes et qualifiés, constituent quelques uns des enjeux pour lesquels la Chine doit aujourd'hui trouver des solutions rapides et efficaces. En 2030 par exemple, le pays aura besoin de 8 millions de barils de pétrole de plus pour répondre aux besoins gargantuesques de la société (Kitissou, 2007) et devra avoir un fournisseur de la taille de l'Arabie Saoudite pour satisfaire une telle demande (Orange, 2004). Par conséquent, la Chine considère désormais l'approvisionnement en pétrole et la recherche de nouvelles sources d'énergie comme une affaire de « sécurité nationale ».

En raison de toutes ces contraintes, de nombreux experts sont d'avis pour dire qu'en cherchant à servir l'Afrique et à enrayer ses problèmes, la Chine cherche avant tout à résoudre les défis que lui pose la taille de sa propre population et de son territoire. C'est pour cette raison qu'elle n'accorde certainement pas beaucoup d'importance aux aspects éthiques de ses relations avec certains régimes politiques africains, car Pékin doit prioritairement répondre à la pression de ses marchés domestiques et résoudre les problèmes politiques urgents. La Chine est notamment très critiquée pour son alliance avec le Soudan et le rôle qu'elle joue dans le conflit du Darfour.

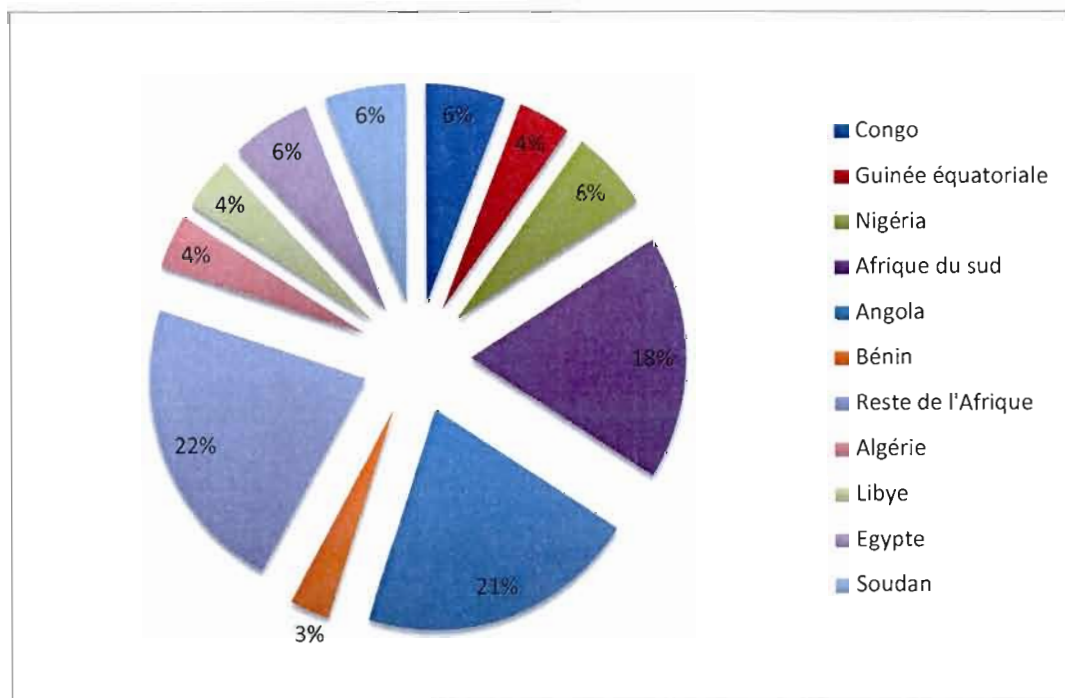
En effet, en contrepartie d'un accord sur le pétrole avec Khartoum, Beijing approvisionne le pays en armements et a même tenté d'assouplir les sanctions des Nations Unis à l'égard du gouvernement soudanais, en ce qui a trait à la violation des droits de l'homme dans le pays. Les chinois se doivent de protéger les régimes politiques avec lesquels ils signent des accords car un changement politique à cet endroit pourrait justement perturber l'accomplissement de leurs intérêts. Marcel Kitissou a en plus noté que sur cette question, en s'assurant l'amitié de dirigeants africains typiquement condamnés par les puissances occidentales et en finançant des projets aux impacts douteux, les autorités et les entreprises chinoises installées en

Afrique accroissent leur influence politique plus rapidement et s'assurent l'obtention de contrats très lucratifs.

Par ailleurs, ayant nouée des liens avec plusieurs pays du Golfe de Guinée comme le Nigéria ou l'Angola, de même qu'avec des pays comme le Tchad, le Congo ou encore la Libye, la Chine participe également au « boom pétrolier » qui a présentement lieu en Afrique. Rien qu'en 2004, l'Afrique a fourni 28.7% des importations brutes de pétrole de la Chine (Kitissou, 2007).

Le graphique suivant montre les 10 principaux partenaires africains de la Chine pour l'année 2006.

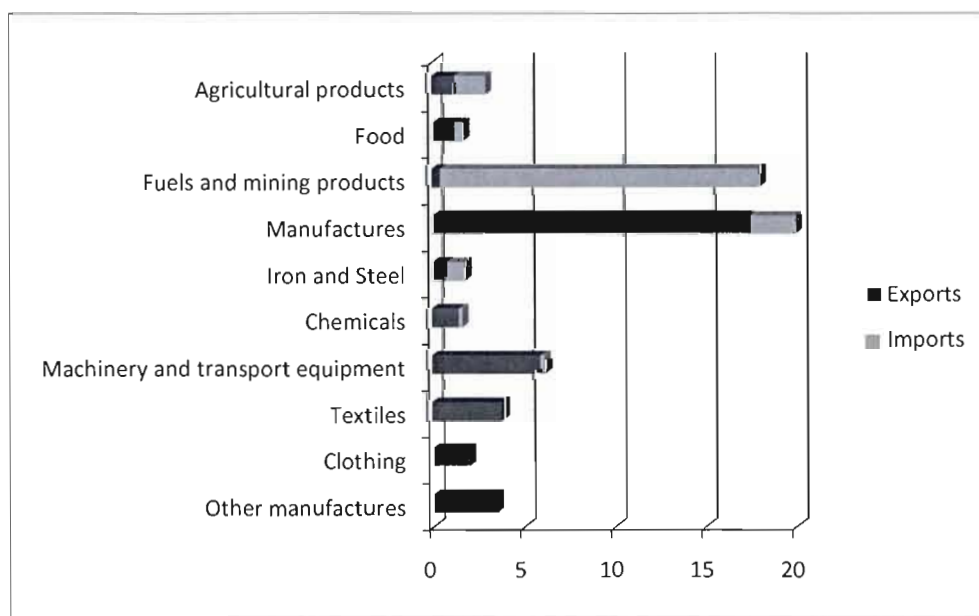
**Figure 11 : 10 principaux partenaires africains de la Chine en 2006**



Source: Alden, Chris (2007) « China in Africa », p.20  
 (Adapté selon les données de Hong and Sun « Dynamics of internationalisation and outward investment, p.624)

On observe donc que pour l'année 2006, hormis la catégorie « reste de l'Afrique », la Chine transigeait surtout avec l'Angola et l'Afrique du sud, ces derniers comptant respectivement pour 21% et 18% du commerce total de la Chine avec les pays africains. La figure 12 illustre quant à elle l'intérêt de la Chine pour les ressources naturelles et les produits hydrocarbures des pays africains car on constate que la Chine importe infiniment plus ces biens que les autres types de produits. En 2005, les importations chinoises de produits miniers et pétroliers s'élevaient à environ 18 milliards de dollars. En contrepartie, la Chine exporte beaucoup de produits manufacturiers en Afrique, le total de cette activité se chiffrant à un peu moins de 18 milliards pour l'année 2005. La Chine équilibre ainsi son importation de produits énergétiques par l'exportation massive de ses propres produits industriels vers le continent africain.

**Figure 12 : Échanges sino-africains par secteur, 2005 (milliards de dollars)**



Source: Alden, Chris (2007) « China in Africa », p.19  
(Adapté selon les données du Centre for Chinese Studies)

Les rapports que la Chine entretient avec plusieurs régimes politiques africains, le plus souvent instables, soulèvent l'inquiétude de la communauté internationale et engendrent des problèmes de sécurité internationale. Aujourd'hui, notamment en raison de la question du pétrole, la Chine pose une menace de concurrence aux États-Unis, avec toutes les implications que cela peut avoir telles que la course à l'armement, l'exploitation et l'exacerbation des tensions régionales (Kitissou, 2007). De plus, certains observateurs (Karumbidza 2007 ; Jacob 2004) ont récemment maintenu que la Chine est passée de l'application d'une idéologie dite de « guerre froide » à la poursuite classique de son seul intérêt économique, et ce notamment en allant à la quête de matières premières, de nouveaux marchés et hautes sphères d'influence diverses. Selon ces auteurs, pour arriver à ces fins, la Chine a procédé à des investissements et à des échanges massifs en tous genres, en plus de fournir une assistance militaire à des pays à risque comme le Zimbabwe et bien sûr le Soudan, « au point que la Chine pourrait être soupçonnée de poursuivre les mêmes objectifs qu'une puissance impérialiste classique » (Jacob, 2004) et de « vouloir établir des bases militaires stratégiques en Afrique » (Karumbidza, 2007).

Comme on peut le constater, la question étant relativement récente, les avis sont très partagés sur le sujet, certains experts n'hésitant pas à peindre l'approche chinoise comme strictement calculatrice et opportuniste. Peut-on vraiment condamner la Chine aussi durement ? N'est ce pas là le propre de toute puissance que d'explorer d'autres marchés, terres, pays, etc. pour assurer sa propre subsistance ? Pour répondre à ces questions, il est également nécessaire de considérer l'opinion des acteurs économiques et politiques africains impliqués dans cette coopération Chine-Afrique.

Quelle est donc la position des pays africains dans cette équation complexe ? Que pensent-ils réellement de cette nouvelle donne commerciale entre la Chine et leurs gouvernements ? Malgré les détracteurs de la Chine qui dénoncent allègrement la possibilité d'abus et d'un pillage des ressources de la part de Pékin à long terme, de nombreux officiels et experts africains approuvent l'aide immédiate et urgente que la Chine fournit au continent. Comme l'a affirmé le président chinois au sénat nigérian lors d'une visite en 2005, les relations sino-africaines s'établissent dans le cadre d'une



logique « de coopération gagnant-gagnant » (Karumbidza, 2005). En échange des hydrocarbures et ressources naturelles africaines, la Chine, contrairement à l'occident, répond promptement aux besoins d'infrastructures et de soins médicaux des populations africaines. Dans beaucoup de pays, Pékin participe entre autres à la construction d'écoles et d'hôpitaux, à la formation de la main d'œuvre locale pour améliorer le niveau de développement du pays ainsi qu'à l'octroi de nombreuses bourses aux étudiants africains désirant poursuivre leurs études en Chine. De plus, dans le domaine de la construction et des travaux publics, la Chine apporte bien souvent une expertise technique que les africains ne possèdent malheureusement pas. La rapidité d'exécution des projets de construction de routes par exemple et le faible coût auquel ces services sont rendus par la Chine, sont des incitatifs particulièrement puissants dans le cadre de la collaboration sino-africaine. Étant un ancien pays en voie de développement, la Chine perçoit et comprend bien les lacunes des pays africains et est peut être plus à même d'y répondre de façon adéquate.

La réalité demeure que pour bon nombre de gouvernements africains, l'urgence de la situation et la satisfaction rapide des multiples besoins d'une population le plus souvent pauvre priment très clairement sur la prise en compte des intérêts à long terme des chinois. Dans l'immédiat, la coopération Chine-Afrique et les prêts et accords préférentiels qui en découlent, offrent de biens meilleurs alternatives à la croissance que l'aide que l'occident a pu fournir jusque là.

La Chine suit aussi la proposition en 5 points des Nations Unis pour assister et accélérer la croissance et le développement des pays en voie de développement. Ces mesures consistent (Karumbidza, 2007):

- À ne pas imposer de tarifs douaniers sur certaines exportations en provenance des pays les moins avancés
- À procéder à une augmentation de l'aide au développement pour les pays pauvres les plus endettés et pour les pays les moins avancés
- À annuler les dettes contractées par ces derniers et à leur octroyer des prêts avantageux

- À fournir des médicaments et des traitements efficaces contre la propagation du paludisme et former des professionnels de la santé dans ce sens

-

Par ailleurs, la Chine participe aux missions de paix de l'ONU en vue de promouvoir un environnement sain et pacifique dans les régions agitées du monde : à l'heure actuelle, 7200 chinois (militaires, policiers et fonctionnaires civils) sont engagés dans 16 missions de paix de l'ONU à travers la planète. 12 de ces missions et les 2/3 de l'effectif chinois se trouvent en Afrique (Chinafrique, novembre 2007).

Lors d'une entrevue que nous avons menée le 18 mars 2009 à Bamako (Mali), Mr Issa N'diaye<sup>45</sup>, ancien ministre malien de la culture et directeur du département de sciences sociales à la FLASH<sup>46</sup>, donne son avis sur la montée de la Chine au niveau mondial et sur la présence chinoise en Afrique :

**Q. : En tant qu'académicien et aussi philosophe malien, que pensez-vous de la montée en puissance de la Chine au niveau mondial ?**

*Issa N'diaye : Bon, c'est à mon avis un phénomène qui n'est pas surprenant, compte tenu d'abord du poids démographique de la Chine à l'échelle mondiale, et ensuite de l'histoire proprement dite de la Chine, qui est une civilisation millénaire et qui a contribué au progrès de l'humanité dans pas mal de domaines. Vous savez qu'il y a un certain nombre de découvertes qui ont été faites par la Chine : on parle de la boussole entre autres et de la poudre à canon pour ne nommer que quelques inventions. Quand on considère la position stratégique de la Chine en Asie et le rôle qu'elle a joué dans le mouvement des non alignés avec les pays du tiers monde où elle assurait de*

---

<sup>45</sup> Voir intégralité de l'entrevue appendice A.6 p167.

<sup>46</sup> FLASH : Faculté des Lettres, Langues, Arts et Sciences Humaines.

*fait un certain leadership, on peut comprendre pourquoi la Chine est entrain de devenir une puissance mondiale aujourd'hui et puis surtout pourquoi elle joue un rôle de plus en plus important en Afrique.*

**Q. : Donc justement, que pensez-vous des implications de ce phénomène pour les pays occidentaux d'une part, et en particulier les anciens pays colonisateurs, et d'autre part les pays africains comme le Mali?**

*Issa N'diaye : Je pense que la Chine brise ce tête-à-tête entre les pays africains anciennement colonisés et leurs maîtres de tutelle. Il y avait en quelque sorte un dialogue à 2 et maintenant la Chine vient interférer dedans et elle interfère dedans avec d'autant plus de facilité qu'en Afrique elle n'a pas de passé colonial. Elle n'a pas de contentieux, d'un point de vue historique ou de n'importe quel point de vue avec les africains. Deuxièmement, la Chine a beaucoup aidé l'Afrique lors des indépendances d'abord en dénonçant le colonialisme et ensuite en parrainant pas mal de pays en ce qui concerne leur accession à la souveraineté internationale. Le Mali par exemple est l'un des pays que la Chine a reconnu, dès son indépendance et qu'elle a accompagné sur le plan diplomatique au moment de son adhésion au Nations Unies. Et en plus, on peut dire que la Chine a largement contribué à la base économique du nouveau Mali indépendant, à plus de 70-80%. Le tissu industriel de la 1<sup>ière</sup> République du Mali a été bâti par les chinois, à travers surtout des industries de transformation et puis sur le plan commercial, il y avait une coopérative que la Chine avait créée avec le Mali pour approvisionner le pays dans les produits de première nécessité, c'était l'UNICOP (Union nationale des industries de la conserve de poissons).*

Mr Seydou Coulibaly<sup>47</sup>, de poursuivre lors de notre entrevue à Bamako (Mali) :

**Q. : Vous qui êtes au cœur de la coopération sino-malienne, dans le cadre de votre profession, que pensez-vous de la croissance et de la montée chinoise dans l'économie mondiale ?**

*Seydou Coulibaly : Je pense que c'est depuis l'arrivée au pouvoir du 1<sup>er</sup> ministre chinois Deng Xiaoping, qui a prôné l'ouverture de la Chine envers le monde que cela s'est amorcée et je crois que les chinois n'ont fait que suivre cette voie depuis les années 78. Mao étant le père de la nation chinoise, Deng Xiaoping est devenu le père de l'économie et du progrès chinois et je pense effectivement qu'il est indéniable aujourd'hui, de reconnaître que sur le plan mondial, le commerce et l'économie internationale la Chine occupe une place très très importante. Une place qui ne cesse d'augmenter au jour le jour parce que la Chine essaie de satisfaire au maximum les besoins des pays africains et de tous les pays émergents.*

**Q. : Oui, il est certain que la Chine entretient des relations très étroites avec le continent africain et à votre avis quelles sont les implications de ce phénomène pour les pays occidentaux ?**

*Seydou Coulibaly : Pour les pays occidentaux, c'est peut être une certaine jalousie parce que concernant le cas des pays africains, ce sont des bastions, des anciennes colonies qui sont entrain de leur échapper autant sur le plan économique, que sur le plan politique à long terme. La Chine arrive à faire avec les pays africains tout ce que les occidentaux n'ont pas réussi à faire jusqu'à présent avec ceux-ci, notamment en accordant des prêts à des conditions extrêmement avantageuses, qui répondent aux besoins des pays africains pour leur développement.*

---

<sup>47</sup> Mr Coulibaly est le chef du département de la coopération bilatérale au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération internationale depuis mai 2008. Il chapeaute les relations bilatérales entre le Mali et la Chine. Voir intégralité de l'interview en annexes .

**Q. : Justement, pour les pays africains qui assistent à l'arrivée et à l'installation massive des chinois sur leur territoire, quelles sont les implications économiques, politiques et sociales de cette coopération bilatérale ?**

*Seydou Coulibaly : Les implications c'est que ces pays arrivent peut être à accéder aux infrastructures de base dont ils ont besoin pour leur développement, des choses qui n'étaient pas faisables ou faciles à obtenir avec les bailleurs de fonds classiques. La Chine, avec sa politique d'octroi de prêts à des conditions avantageuses, de prêts préférentiels qu'elle accorde sans se soucier de la situation politique du pays, arrive quelque peu à débloquer nos pays. Sur le plan social, avec le développement des infrastructures de base, cela fait des grands chantiers, des marchés et donc des emplois. Mais de l'autre côté, il y a le revers de la médaille avec l'affluence des chinois dans des secteurs préalablement occupés par les locaux, notamment les petits commerces et la vente de petits articles parce qu'auparavant, c'était les africains qui partaient en Chine pour ramener ces marchandises mais maintenant ce sont les boutiques chinoises qui sont installées de part et d'autres des marchés africains. Donc vous voyez un peu ce que cela fait, cela crée une certaine grogne sociale comme on a pu le constater au Sénégal où ils pensent vraiment que les chinois sont entrain d'empiéter sur leurs attributions.*

Ces personnalités maliennes, au fait des tractations avec la Chine semblent ainsi partager le même message : celui d'une Chine à l'affût des besoins de son partenaire le Mali et présente à travers plusieurs ères et régimes politiques différents. Impartiale à la politique intérieure du pays, la Chine tend désormais à accentuer le divorce entre les pays africains anciennement colonisés et les puissances occidentales qui avaient la main mise sur les actes des gouvernements africains. Elle brise les anciens dogmes et paradigmes qui voulaient que l'Afrique n'ait d'autre alternative que de demander de l'aide aux bailleurs de fonds traditionnels comme le FMI et la Banque Mondiale. Aujourd'hui, beaucoup de pays comme le Mali signe des accords bilatéraux avec la Chine comme partie intégrante de leur stratégie de croissance, et indépendamment de

l'avis des puissances occidentales sur les motifs profonds de la Chine. Toutefois, comme l'a souligné Mr Coulibaly, les africains demeurent conscients des effets pervers de cette coopération qui entraîne aussi une hausse de la concurrence étrangère pour les petits commerces du pays. Ceux-ci sont en effet victimes de la compétitivité des produits chinois alors que les marchés souffrent eux-mêmes du manque de qualité de ces marchandises. Dans certains cas, comme au Sénégal et au Mali, ce phénomène peut susciter des soulèvements publics car pour qu'un pays puisse se développer, il est aussi nécessaire que les acteurs économiques locaux puissent faire prospérer leurs entreprises dans le cadre d'une concurrence saine et loyale. Par ailleurs, on peut se demander si la Chine n'irait pas jusqu'à faire de l'Afrique son terrain d'essai pour des produits qu'elle cherche encore à vendre sur son propre territoire. Ce sont des questions qu'il sera intéressant d'étudier dans l'avenir et juger de l'évolution de la situation. Pour l'heure, il semblerait que des pays pauvres comme le Mali et le Sénégal doivent se résoudre à accepter la situation afin d'accélérer le développement et de rehausser le niveau de vie des habitants, dans l'attente qui sait, de nouvelles solutions moins contraignantes.

En attendant, le modèle de développement chinois pourrait peut être servir d'exemple ou de tremplin à l'Afrique vers l'accomplissement des ses propres buts. Partie de rien, la Chine a réussi à se positionner au niveau mondial, à développer ses industries (nouvelles technologies, industries de pointe) et à engager sa réforme économique vers la voie de l'ouverture internationale (Afri, 2004). Comme le fait remarquer le Dr Kitissou dans son ouvrage, la Chine est la preuve vivante du fait qu'il est possible pour l'hémisphère sud de se développer malgré les défis qui peuvent l'handicaper dans ce sens. C'est donc aux pays africains d'analyser les échecs et les réussites de la Chine afin d'adapter ces enseignements à leurs propres systèmes et prendre des décisions éclairées qui profiteront à l'ensemble des populations. En suivant le modèle de la Chine, il est crucial pour l'Afrique de guider et de former une nouvelle génération de fonctionnaires visionnaires, honnêtes, qualifiés et dévoués à la cause de leur nation et aux changements positifs.

Il est clair que pour les chinois « seul le travail paie » et l'Afrique espère plus que jamais profiter de l'expérience et du pragmatisme chinois dans le domaine du revirement économique. D'ailleurs, dans le cadre du projet LICA (Liaison Chine-Afrique), la Chine travaille déjà de concert avec l'AHIDA<sup>48</sup> afin de mettre en place des projets inhérents au « développement culturel du continent, à la gestion des changements climatiques, à l'autosuffisance agricole, à l'éducation, à l'industrialisation et à la lutte contre les pandémies » (Chinafrique, novembre 2008).

Selon Chris Alden, expert en relations internationales au *London School of Economics and Political Science*, il est encore trop tôt pour prédire l'évolution de la coopération sino-africaine dans les années à venir et ainsi définir une perspective définitive à ces échanges en constante mutation. Toutefois, à la base des événements actuels et des indices que ceux-ci fournissent aux analystes dans le domaine, l'auteur définit les 5 « visages » de la Chine, des observations générales qui vont aider à déterminer le futur des relations avec le continent noir :

- « La Chine comme le nouveau visage de la mondialisation » : Avec sa montée en puissance, la Chine a brisé le consensus selon lequel seuls les États-Unis et l'Occident en général, étaient les principaux acteurs de la mondialisation et représentaient donc des menaces à l'avancement des pays africains, eux-mêmes coincés dans une inextricable pauvreté. Malgré le fait que ces derniers restent encore loin d'atteindre la réussite économique et sociale, la Chine a prouvé qu'il était possible de modifier l'équation communément reconnue et acceptée parmi les cercles académiques et scientifiques occidentaux. Le fait est que les africains considèrent aujourd'hui la Chine comme une puissance économique et commerciale à part entière et ils sont conscients des implications d'une telle concurrence pour les grandes puissances traditionnelles. La croissance phénoménale de la Chine ainsi que le savoir-faire de ses entreprises publiques et privées – dont les performances font pâlir celles des

---

<sup>48</sup> Action Humanitaire Internationale d'Aide au Développement.

compagnies africaines et occidentales – en fait un acteur particulièrement redoutable au niveau des marchés internationaux. De plus, la discipline et l'expertise qui caractérisent la main d'œuvre chinoise, travaillant parfois dans des conditions extrêmes, met en exergue la détermination chinoise à accomplir les activités engagées par le pays. Tous ces facteurs font maintenant que la Chine constitue le nouveau visage de la mondialisation en Afrique.

- « La Chine comme un modèle de développement » : comme souligné précédemment, l'exemple des entreprises chinoises pourrait constituer un tremplin susceptible d'inciter les entreprises africaines à réaliser des investissements de nature capitalistique dans des régions qui en manquent cruellement. En effet, selon les statistiques de la Banque Mondiale, les élites africaines ont tendance à conserver 40% de leur richesse à l'extérieur du continent. En comparaison, ce chiffre est seulement de 6% pour les investisseurs asiatiques (Chris Alden, 2007). Étant donné l'admiration que beaucoup d'intellectuels africains vouent aux accomplissements de la Chine et aux réformes que celle-ci a mise en œuvre pour y arriver, l'Afrique peut d'ores et déjà commencer à appliquer certains de ces enseignements. Les gouvernements africains pourraient déjà s'assurer que les investisseurs étrangers avec lesquels ils transigent participent de façon concrète et tangible au développement du continent. Ils pourraient par exemple inciter les chinois à embaucher plus de main d'œuvre locale parce que le contraire ne bénéficie pas tellement à la population active du pays. Comme l'a si bien noté Deng Xiaoping lors d'une visite au Ghana en 1985, les africains doivent non pas copier le modèle chinois mais l'adapter à leurs propres réalités et conditions domestiques (Chris Alden, 2007).
- « La Chine comme miroir de l'Occident » : il apparaît évident que les pays occidentaux démontrent aujourd'hui une certaine irritation quant à la présence de plus en plus accrue de la Chine au sein des anciennes colonies africaines. Ce phénomène signifie pour de nombreuses puissances une



certaine perte de terrain auprès de gouvernements sur lesquels elles exerçaient traditionnellement une grande influence. À cet égard, la recrudescence des activités chinoises en Afrique et l'ascension de la Chine au niveau mondial constituent les reflets du « déclin » des pays occidentaux. Au sens des africains, l'occident démontre une certaine amertume par rapport à cette situation et fait preuve d'une flagrante hypocrisie car tous se rappellent encore de la manière dont l'Europe a fait son entrée sur le continent au 19<sup>ième</sup> siècle. Contrairement à l'occident, la Chine est avant tout considérée comme un allié de choix au développement et non comme une nation « moralisatrice ». Les chinois sont particulièrement conscients de cette frustration, car pendant plus de 20 ans, leur pays a été le second plus grand bénéficiaire des investissements étrangers occidentaux (Chris Alden, 2007). En raison des faibles coûts de main d'œuvre et du grand bassin de consommateurs potentiel que constitue la Chine, les entreprises occidentales ont massivement investi dans le pays, y délocalisant une grande partie de leurs activités afin de minimiser leurs coûts de production. Logiquement, beaucoup d'observateurs dénoncent le fait qu'en réalisant ce type d'activités avec la Chine, les occidentaux ne se préoccupaient ni se plaignaient du manque de respect envers les droits de l'homme et des conditions de travail précaires des effectifs employés dans les usines. Or aujourd'hui, l'essor chinois provoque des élans de protestation à travers les pays industrialisés. En vérité, la Chine s'inspire elle aussi des modèles occidentaux et met en évidence le fait que « l'investissement occidental a façonné la Chine actuelle à son image » (Alden, 2007).

- « La Chine comme partenaire des parias » : Ce 4<sup>ième</sup> point attire notre attention sur l'enjeu croissant de la montée en puissance des autorités municipales et provinciales chinoises dans le cadre de la conduite des échanges sino-africains. Ces entreprises et acteurs économiques divers ont un bilan mitigé en ce qui a trait au respect des lois et standards environnementaux et sont par conséquent susceptibles de mettre en péril la

bonne poursuite de la coopération Chine-Afrique, et ce en raison de leur manque de conformité aux pratiques internationales. Aussi, la gestion et l'éradication de ce type d'écarts représenteront l'un des principaux défis de la Chine et des pays africains victimes de ces comportements.

- « La Chine comme partie prenante responsable » : Les activités chinoises ont apporté beaucoup de bienfaits à l'Afrique mais également soulevé de nouvelles questions quant à l'éthique de certaines politiques chinoises. Ainsi, malgré sa stratégie de non ingérence dans les affaires politiques des pays d'accueil, Pékin a entre autres tenté à maintes reprises d'influencer les relations entre le Soudan et les Nations-Unies, essayant même de convaincre Khartoum d'adopter les résolutions proposées par l'organisation internationale. La question de l'introduction d'armements en tous genres sur le continent reste également un des points les plus sensibles de cette dynamique Chine-Afrique. Il faut donc que les États africains réalisent la nécessité de pallier à ces effets pervers, qui ont tendance à maintenir l'état de chaos et d'instabilité politique dans lesquels certains pays sont déjà plongés. Il est crucial que la Chine, en raison de l'influence qu'elle acquiert en Afrique, se comporte en partie prenante responsable et applique des pratiques de bonne gouvernance là où elle décide d'implanter ces activités. Dans l'état actuel des choses toutefois, il est clair qu'un long chemin reste à parcourir dans ce sens.

Même si le phénomène Chine-Afrique est résolument très « tendance » depuis ces 10 dernières années dans les milieux politique et économique, il demeure très difficile de tirer des conclusions définitives sur une dynamique en changements constants. Comme nous l'avons vu à travers cette section, les intérêts géopolitiques qui unissent la Chine et l'Afrique sont des incitatifs très puissants, qui alimentent constamment les interactions entre les 2 blocs. La nécessité d'atteindre la stabilité politique et de nourrir ses énormes besoins en ressources naturelles représentent des catalyseurs importants aux actions d'aides chinoises en Afrique. Toutefois, il ne faut pas omettre

le fait que contrairement aux puissances occidentales, la Chine s'est alliée très tôt avec les pays africains pour combattre les impérialismes et soutenir les mouvements de libération à travers le continent. Pour beaucoup de pays africains, ces liens, remontant comme au Mali aux années 1960, sont des marques indélébiles du soutien indéfectible de la Chine en tant que compagnon de lutte contre le colonialisme. Ainsi, les initiatives passées et présentes de Pékin tels l'octroi de prêts préférentiels et l'annulation des dettes, résonnent comme des preuves de la détermination chinoise à tirer l'Afrique de son gouffre économique et social et à répondre à l'urgence des besoins des pays les moins avancés.

Comme le cas du Mali, exemplaire en Afrique de l'ouest, l'illustre aujourd'hui, la Chine devient un acteur prédominant dans les affaires intérieures de beaucoup de pays. Dans la section suivante, nous explorerons l'étendue des relations entre les gouvernements chinois et maliens et discuterons des éventuelles implications de ces échanges pour le pays.

## **4.2 Le Mali : grand partenaire ouest-africain de la Chine**

### 4.2.1 Historique des relations sino-maliennes

Dans le cadre de la coopération politique, le Mali et la République Populaire de Chine ont officiellement amorcé leurs échanges diplomatiques le 25 octobre 1960 (journal le Républicain, 13 février 2009). Au fil des années, malgré les réformes politiques voire économiques survenues tour à tour dans les deux pays, les contacts entre la Chine et le Mali n'ont cessé de s'accroître. Grâce à des visites de haut niveau fréquemment organisées entre les 2 régions et le soutien inaltérable que le Mali a témoigné aux autorités chinoises en ce qui a trait à question taïwanaise, le Mali est devenu un partenaire de choix pour la Chine au sein de la sous-région. En effet, le Mali a très tôt signifié sa conviction et sa fidélité envers l'existence d'« une République Populaire de Chine unie et indivisible ». Cette alliance fondamentale posait donc les bases d'une coopération très prometteuse pour l'avenir.

Déjà en 1964, les visites respectives du premier ministre chinois Zhou Enlai au Mali, et celle du président malien Modibo Keita en Chine, marquent une consolidation et une réaffirmation importantes des liens entre les 2 nations. La même année, le Mali et la Chine signent d'ailleurs le « Traité d'amitié », qui établit un cadre juridique de coopération afin de normaliser les échanges entre les 2 pays. À la suite de Modibo Keita, le Président Moussa Traoré, a tenu à préserver et à renforcer les liens tissés avec la Chine sous la Deuxième République et a également effectué une visite à Beijing en 1986. Avec de nombreux projets communs et l'aide au développement fourni au Mali par la Chine, et ce dans plusieurs domaines tels que l'industrie, les textiles ou encore la santé, les échanges avec la RPC se sont tout logiquement maintenues. En 1994, Son Excellence Mr Alpha Oumar Konaré, 1<sup>er</sup> chef de l'État de la troisième République du Mali, rend lui aussi visite à la Chine dans le même souci de consolidation des échanges.

Toutefois, malgré plus de 40 ans de coopération, c'est surtout depuis l'investiture de Mr Amadou Toumani Touré en 2002, que la coopération entre la Chine et le Mali connaît véritablement une envolée phénoménale. Celui-ci perçoit en effet les besoins urgents du Mali en termes d'infrastructures de base et souscrit à la nécessité de développer des liens solides avec une nouvelle génération de bailleurs de fonds qui comprennent mieux les enjeux tout particuliers auxquels font face les pays pauvres. Pour l'État malien, la Chine offre tous ces avantages et constitue actuellement l'une des solutions les plus efficaces au développement rapide du pays. Aussi, afin de signifier son engagement à l'égard du renforcement de cette alliance, Mr Touré s'est rendu en Chine à 3 reprises. Du 15 au 20 juillet 2004, le président de la République a ainsi effectué une visite de « Travail et d'Amitié » en RPC, accompagné en cela par une importante délégation de 3 ministres et d'une cinquantaine d'acteurs économiques et d'hommes d'affaires maliens. De même, lors du sommet Chine-Afrique tenu à Pékin du 4 au 6 novembre 2006, le Président Touré a tenu à assister et à participer aux travaux de cette session extraordinaire, de concert avec les autres pays africains partenaires de la Chine. Indépendamment de cette occasion, le président malien a eu plusieurs entretiens porteurs avec son homologue chinois Monsieur Hu Jin Tao lors de sa visite, des rencontres au sommet qui ont permis aux 2

pays d'arrimer leurs relations dans le cadre de la conjoncture du nouveau siècle. Ces entrevues entre chefs d'état ont donné lieu à la création de nouveaux échanges fructueux sur les plans politique et économique. En effet, les 2 pays ont procédé à la signature de 5 Accords majeurs dont deux portant sur la coopération économique et technique et octroyant respectivement au Mali un prêt de 20 millions de yuans (soit 1,5 milliards de FCFA) de même qu'un don de 40 millions de yuans (soit 3 milliards de FCFA) (journal le Républicain, 13 février 2009).

Enfin, organisés à Beijing entre le 8 et le 24 août 2008, les XXIXèmes Jeux Olympiques ont été l'occasion pour le Président Touré de se rendre une 3<sup>ème</sup> fois en Chine et d'assister à la cérémonie d'ouverture des festivités sportives. Par ailleurs, vu les relations qui lient aujourd'hui les 2 nations et la générosité dont la Chine a indéniablement fait preuve à l'égard de ses homologues maliens au fil des années, de nombreux officiels maliens et chinois ont tour à tour effectué des visites de courtoisie afin de réitérer la confiance qui ponctue la collaboration entre Pékin et Bamako.

Comme nous l'explique Mr Issa N'diaye dans le cadre de l'entrevue que nous avons réalisé avec lui dans les locaux de la FLASH à Bamako, la Chine a fortement contribué au développement industriel et économique du « nouveau » Mali:

**Q. : Donc justement, que pensez-vous des implications de ce phénomène pour les pays occidentaux d'une part, et en particulier les anciens pays colonisateurs, et d'autre part les pays africains comme le Mali?**

*Issa N'diaye : [...] depuis les années 1960, la Chine faisait du commerce avec le Mali et c'était aussi un commerce essentiellement basé sur le troc. Il n'y avait pas d'échanges monétaires à proprement parler. La Chine livrait des marchandises et le Mali en contrepartie livrait certains produits dont les chinois avaient besoin. Par exemple, les huileries, les usines de conserve, tout ce qui est rizerie, sucrerie et même le matériel agricole provenaient des usines créées par les chinois. Le tissu industriel malien a donc vraiment été érigé grâce au concours des chinois.*

**Q. : Pourquoi pensez-vous que Pékin s'est tellement intéressé à notre pays au fil des années ? Pourquoi n'a-t-elle pas choisi de s'implanter autant dans d'autres pays de la sous-région comme le Burkina ou encore la Côte d'Ivoire par exemple ?**

*Issa N'diaye : Il y a à mon avis 2 ou 3 considérations expliquant ce phénomène. D'abord, il y avait l'option idéologique que le Mali avait choisie en ce sens qui était la voie socialiste de développement et cette option idéologique faisait que le mali était proche de la Chine. Ensuite, je pense qu'il y avait le fait que le Mali faisait partie des pays africains qui militaient activement à l'époque pour l'adhésion de la Chine aux Nations Unies parce qu'en ce temps là c'était Taiwan qui était aux Nations Unies et les puissances occidentales s'opposaient à l'entrée de la Chine. Le poste de la Chine aux Nations Unies était occupé par Taïwan et le Mali faisait partie des pays qui dès le début ont refusé de reconnaître Taiwan et ont toujours revendiqué le poste de membre des Nations Unies pour la RPC. Je pense que ceci a fait une convergence de faisceau qui fait que la Chine a considéré le Mali comme un allié important, étant en plus un pays central du point de vue géostratégique dans la zone.*

*À mon avis, c'est ce qui explique les investissements massifs que la Chine a eu à faire au Mali dans les années 1960. Même sur le plan militaire, dans l'aviation plus précisément, les techniciens chinois avaient commencé à bâtir une base pour pouvoir projeter des réparations d'avion dans la sous-région. A l'époque, les chinois avaient déjà pris la relève sur les soviétiques qui avaient été présents aussi au Mali. L'alliance entre la Chine et le Mali remonte donc à très longtemps.*

**Q. : À votre avis, de quelle nature sont les intérêts chinois au Mali ?**

*Issa N'diaye : Aujourd'hui, ce sont les intérêts économiques et commerciaux qui ont pris le pas sur les considérations politiques. On peut dire qu'au début*

*c'était les relations politiques qui étaient primordiales, qui expliquaient l'investissement massif des chinois. Par exemple, les usines textiles ont été faites avec le soutien des chinois. À la chute du régime de Modibo Keita et avec les programmes d'ajustement structurels auxquels le Mali a été contraint, c'est la Chine qui a repris ces usines textiles. D'abord en cogestion, cela veut dire que la Chine a pris une place importante aussi bien au niveau du capital qu'au niveau technologique pour moderniser ces usines textiles. Celles-ci ont d'ailleurs produit pas mal de produits de qualité (t-shirts militaires et survêtements exportés en Europe).*

*Ces marchandises ont été confectionnées ici et cela a permis d'organiser l'exportation de certains produits. Je sais aussi qu'avec ces usines textiles le Mali a eu à exporter du fil avec le concours chinois, biens qui étaient aussi en partie rachetés par les usines textiles chinoises. C'était donc une opération rentable. Ensuite, il y a eu cette histoire de canne à sucre pour laquelle le Mali s'était adressé à l'époque à la France pour lui demander de l'aider à installer des usines de production de sucre. La France avait répondu en disant que la canne à sucre ne pouvait pas pousser au Mali. Toutefois, quand le Mali s'est adressé aux chinois, ils sont venus implanter la canne à sucre. Il y a d'abord eu des usines de sucre à Doukabougou 1, puis 2 et ensuite Seribala, ce qui était une première dans la sous région. Ces usines faisaient une production pour satisfaire les besoins nationaux mais également pour être exportée dans les pays environnants. Les chinois fabriquaient également du matériel agricole sur place, ce qui a permis d'approvisionner les agriculteurs maliens avec du matériel agricole en plus de donner lieu à une exportation dans la sous région.*

**Q. : Donc finalement, le Mali exportait beaucoup de biens grâce à l'action chinoise.**

*Oui ! Ensuite, il y a eu l'usine pharmaceutique qui existe encore aujourd'hui et c'était une 1<sup>ière</sup> dans la sous région puisque celle-ci fabriquait 40 produits*

*de base. Elle permettait non seulement d'approvisionner le marché malien en médicaments de première nécessité mais aussi la sous-région. Donc la coopération avec la Chine est vraiment l'une des coopérations les plus fructueuses que le Mali ait connue et je pense que malgré le fait qu'aujourd'hui le Mali et la Chine ont peu de rapport sur le plan idéologique, la Chine a pu sauvegarder les intérêts suscités par les investissements. Ce qui fait que la Chine continue à être présente sur le plan du sucre, sur le plan du textile, sur le plan de l'usine pharmaceutique. Le domaine du matériel agricole a quant à lui été privatisé.*

Fort de son expérience au sein du gouvernement malien, Mr N'diaye constitue une précieuse source de connaissance quant à l'évolution de la coopération entre la Chine et le Mali. À travers son témoignage, il apparaît clair que la Chine a accompagné le Mali dans les étapes les plus difficiles de son développement. Pékin a en effet construit de nombreuses usines qui ont permis au Mali de se bâtir une base initiale de produits d'exportations. La ressemblance idéologique que les pays partageaient dans les années 1960 et la position centrale qu'occupe le Mali en Afrique de l'ouest ont constitué de puissants catalyseurs dans la hausse des relations entre les 2 pays. D'où le fait que le Mali ait démontré un soutien sans failles à la Chine depuis l'initiation des contacts diplomatiques en octobre 1960. En plus, fait important souligné par Mr N'diaye, la Chine a plusieurs fois répondu aux appels de son « frère malien » lorsque la France lui déclinait son aide. Pour une ex-colonie, ce sont des actes qui demeurent encreées dans la mémoire collective.

Aujourd'hui, grâce aux liens politiques solides existant entre Pékin et Bamako, les chinois tournent de plus en plus leur attention vers le potentiel économique du pays. À Bamako, les projets dirigés par les chinois fleurissent partout et les réalisations chinoises sont visibles dans la capitale malienne grâce aux nouvelles routes et bâtiments officiels construits par la main d'œuvre chinoise. La section suivante se propose donc de faire le résumé des principaux accords signés et accomplissements en tous genres réalisés au Mali par les chinois.



#### 4.2.2 Bilan des réalisations et projets chinois au Mali

Au titre de l'année 2007, le commerce bilatéral entre le Mali et la Chine s'est élevé à 161 millions de dollars US, soit près de 80,5 milliards de FCFA. Entre janvier et octobre 2008, le montant de ces échanges entre les 2 régions s'est chiffré à 202 millions de dollars, avec une augmentation de 58.8% par rapport aux résultats enregistrés sur la même période durant l'année précédente (journal le Républicain, 13 février 2009). Ce dernier montant comprend entre autres les exportations et importations chinoises qui ont respectivement atteint 140 millions de dollars US (environ 170 milliards de FCFA) et 62 millions de dollars US (31 milliards de FCFA) en 2008. La rapide évolution des statistiques du commerce Chine-Mali traduisent l'intensité et la fréquence des contacts entre les 2 pays. Ainsi, de nombreuses entreprises chinoises se sont d'ores et déjà installées au Mali tandis que les hommes maliens n'hésitent plus à effectuer des voyages fréquents en Chine afin d'y trouver de nouvelles opportunités commerciales ainsi que des produits à meilleur prix.

Tel que présenté dans les chapitres précédents, les principaux produits que la Chine exporte vers les marchés maliens sont les produits électroménagers, le thé vert – les maliens étant culturellement très friands de produits naturels et du thé tout particulièrement –, les produits d'industries légères et les textiles. En contrepartie, la Chine importe bien évidemment du coton malien : à titre d'exemple, rien qu'en mars 2007, la Chine a importé 23000 tonnes de coton provenant des cultures maliennes, ce qui représente un montant de 31,83 millions de dollars USD et 15.915 milliards de FCFA. Ces échanges de coton entre les 2 pays comptent donc pour 89% des importations chinoises en provenance du Mali<sup>49</sup>. Afin de continuer sur la voie de l'augmentation des flux d'échanges de part et d'autre, Pékin et Bamako ont procédé à la signature de l'échange de notes conférant au Mali le « droit de douane préférentiel spécial chinois » sur certains produits maliens. Ces données, parmi les rares

---

<sup>49</sup> -----, 2009. « La coopération entre le Mali et la Chine ». Le Républicain (Bamako - Mali), 13 février, no 2796, p 7.

officiellement disponibles du côté malien, démontrent la volonté des 2 parties d'instaurer un commerce bilatéral de haut acabit entre la Chine et le Mali. Pour augmenter ses exportations, la Chine n'hésite pas envoyer ses produits vers le territoire malien tout en important les ressources du pays.

En qualité de chef de la coopération bilatérale avec la Chine au Mali, Mr Seydou Coulibaly nous explique les principales activités que convoitent concrètement les chinois au Mali :

**Q. : Quels sont les principaux besoins auxquels les chinois répondent ici au Mali ? Quelles niches d'activité occupent-ils ?**

*Seydou Coulibaly : Pour le moment, ils sont dans le BTP, surtout dans la réalisation d'infrastructures. Mais vous savez, comme je l'ai dit avant, ils sont aussi dans le petit commerce - c'est-à-dire la vente de chaussures, d'habits, de pièces détachée- et même dans la petite restauration. Cette dernière activité de petite restauration n'est d'ailleurs pas vu d'un bon œil par certains qui pensent que derrière ces restaurants se cachent des activités illicites.*

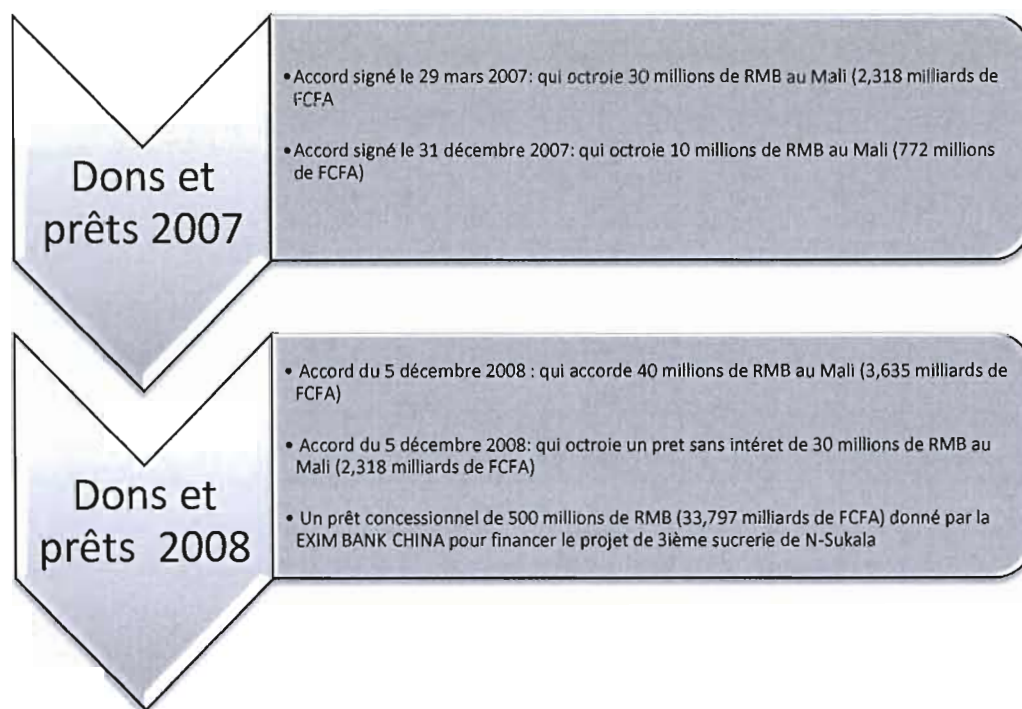
*En tout cas, généralement ils sont surtout dans la réalisation de grands travaux tels que les routes, les ponts, les hôpitaux. Il y a d'ailleurs beaucoup d'entreprises chinoises ici qui se spécialisent dans la construction, comme par exemple la société chinoise COVEC (Société d'ingénierie d'outre-mer de Chine). Vous savez, au Mali, toutes les premières unités industrielles sont des réalisations de la Chine, j'entends par là l'UMPP (Usine Malienne des Produits Pharmaceutiques), la COMATEX (Compagnie Malienne des Textiles Sa) et aujourd'hui, le projet de 3<sup>ième</sup> sucrerie à Sukala. Voilà un peu les secteurs dans lesquels les chinois sont les plus présents.*

Sur le plan purement économique, la Chine a accordé de nombreux avantages au Mali au fil des années. Suite à l'annulation le 4 décembre 2001, d'une dette d'environ 37 milliards de FCFA, la dette bilatérale du Mali envers la Chine a diminué pour

atteindre 20 milliards de FCFA. Entre 1967 et 2008, les nombreux prêts préférentiels et dons accordés par les chinois ont permis la réalisation d'infrastructures essentielles au démarrage économique du pays, parmi lesquelles figurent les premières « unités industrielles » et entreprises d'État du Mali telles que décrites par Mr Issa N'diaye dans la section précédente. Aussi, « la gestion des entreprises créées dans le cadre de la coopération chinoise a évolué de l'assistance technique à la cogestion puis à la cession de ces unités à des entreprises chinoises » (journal le Républicain, 13 février 2009). Plus récemment, le financement chinois a permis la construction d'infrastructures phares dans le pays telles que le Centre International de Conférences de Bamako, le Stade du 26 mars qui a accueilli la Coupe d'Afrique des Nations en 2002, le Mémorial Modibo Keita, l'extension des bureaux de la Présidence, la construction de 3 stades dans les villes de San, Koutiala et Bougouni, etc. L'aide chinoise a également été à l'origine de la concrétisation de projets sociaux comme par exemple l'édification des maisons de la Femme et de l'Enfant à Bamako ainsi que dans 8 grandes régions du Mali, de même que la construction de 2 écoles rurales à Sévaré et M'Pebossa.

Au titre de la coopération financière, le Mali et la Chine ont signé les accords suivants depuis 2007 :

**Figure 13 : Accords bilatéraux signés entre le Mali et la Chine en 2007 et 2008**



*Source : Réalisée à partir des données de l'article « Coopération entre le Mali et la Chine » (journal le Républicain, février 2009)*

Le nombre d'accords signés entre la Chine et le Mali démontre l'accroissement rapide des échanges à plusieurs niveaux de la coopération et l'intensification des liens, qu'ils soient économiques, financiers, politiques, sociaux ou même culturels. Ainsi, à l'heure où nous analysons les faits, de nouveaux projets en collaboration avec les chinois sont actuellement en cours de développement ou de réalisation dans diverses régions du Mali. C'est notamment le cas du projet de soutien dans le domaine de la broderie, les chinois ayant une grande expertise dans le secteur de la confection textile, mais également la construction de dix Maisons de la Femme et de l'Enfant à Bamako ainsi que dans chacune des villes régionales majeures. De même, le grand projet de construction du 3<sup>ème</sup> pont de Bamako dont nous reparlerons un peu plus tard

et celui de 3<sup>ième</sup> sucrerie, dont le coût est estimé à 1100 milliards de Yuans ou 85 milliards de FCFA, sont des rappels importants du fait que les contacts entre la Chine et le Mali ont toutes les chances de s' intensifier durant les 10 prochaines années.

En ce qui trait à la coopération sanitaire, l'aide chinoise se manifeste à travers la présence d'une Mission Médicale Chinoise créée à la suite de la signature le 16 juillet 2001 d'un Protocole d'Accord entre le Mali et la RPC. Les dispositions de cet accord spécifient que la mission doit se composer d'une trentaine de spécialistes chinois de la santé dont le but est d'effectuer des visites tous les 2 ans dans les hôpitaux des villes de Kati, Markala et Sikasso. Ainsi, en plus des médicaments que la Chine envoie à destination des villes maliennes, dons en équipements sanitaires et autres financements d'urgence, les médecins chinois ont la possibilité de faire bénéficier la population locale de leur expertise et de leurs connaissances en la matière. D'ailleurs, tout récemment, le 27 décembre 2008, les deux partenaires ont procédé à la signature d'autres accords pour la création d'un Centre anti paludisme à l'hôpital de Kati – l'un des centres de santé les plus importants du pays – et la construction d'un hôpital qui se situera sur la rive droite du fleuve Niger. Ce dernier centre sera un hôpital moderne qui comprendra 150 lits et qui permettra aux patients d'accéder de façon plus rapide aux meilleurs soins de santé de la capitale. D'un coût de 3.4 milliards de FCFA, le projet suscite déjà beaucoup d'intérêt localement même si les travaux de construction ont été confiés non pas à une entreprise malienne mais à la société chinoise QUILU.

De façon générale, la contribution chinoise dans le domaine de la santé constitue en effet l'un des aspects les plus importants et les plus intéressants pour les autorités et la population maliennes. Accompagner voire guider le Mali vers la voie de la prospérité économique, c'est aussi garantir le bien-être et satisfaire les besoins de base des citoyens formant sa population. Selon l'agence de presse chinoise Xinhua, entre 1968 et 2008, « 670 travailleurs médicaux chinois ont apporté leur aide au Mali et ont soigné plus de 3 millions de personnes ».

Dans le domaine du Tourisme et de l'Artisanat, les deux parties ont signé un Accord de coopération à Beijing le 15 juillet 2004 qui a pour but de « favoriser la

compréhension mutuelle et le rapprochement des peuples chinois et malien » et plus d'avoir un effet bénéfique sur le développement économique et social du Mali.

La coopération culturelle est quant à elle administrée par un accord signé le 15 juillet 2004 entre les parties malienne et chinoise, dont les dispositions prévoient notamment le déroulement ainsi que l'organisation de stages de formation et autres types d'activités culturelles. À ce sujet, il est important de souligner qu'entre 2004 et 2005, 53 cadres et techniciens maliens ont pris part à des stages de formation organisés en Chine. Ces initiatives ont ainsi permis aux professionnels maliens d'approfondir leurs connaissances et de faire l'apprentissage de nouveaux savoir-faire utiles à leurs domaines de travail respectifs. Lors de sa venue au Mali entre le 11 et le 14 décembre 2007, le ministre chinois de la culture a également informé les autorités locales d'une aide de plus de 15 millions de FCFA (soit 200 000 RMB) accordée par Beijing pour l'achat et l'installation d'équipement didactique destiné à l'usage de l'Institut malien des Arts et Métiers Multimédia « Balla Fasséké KOUYATÉ ».

En outre, le mois de mars 2009 a marqué le lancement à Bamako des activités du Cercle Confucius lors d'une conférence<sup>50</sup> organisée au Lycée Askia et réunissant quelques personnalités maliennes comme Mr Issa N'diaye et Mr Seydou Badian Kouyaté - l'un des précurseurs de la coopération sino-malienne - et les représentants locaux de la RPC tels que l'ambassadeur de Chine Son Excellence Mr ZHANG Guo Qing. La tenue de la conférence devait en effet marquer le lancement des activités du cercle Confucius comprenant 2 principaux organes :

- 1- La classe Confucius : celle-ci est née du protocole d'accord entre les instituts Confucius à Beijing et le Lycée Askia de Bamako et œuvre pour l'enseignement et la promotion de la langue chinoise au Mali.
- 2- Le cercle Confucius pour la Recherche sur la Chine et l'Asie (C.C.R.C.A): qui a été mis en place par l'association du cercle Confucius constituée d'anciens étudiants maliens en Chine et dirigé

---

<sup>50</sup> Voir le compte rendu de la conférence appendice A.7 p. 171

aujourd'hui par Mr Modibo Bah Koné. C'est un regroupement qui œuvre pour la promotion de la langue et de la culture chinoise ainsi que pour le développement des connaissances sur l'Asie en général dans le cadre du Mali.

Lors de son intervention à la dite conférence, Mr ZHANG Guo Qing a indiqué que depuis 2 ans la coopération Mali-Chine s'était renforcée. L'installation de la classe Confucius au Lycée Askia fournira en plus la possibilité au peuple malien d'approfondir sa connaissance de la culture chinoise et de pouvoir faire l'apprentissage du mandarin. Il s'est dit très heureux du lancement de ces activités car les enseignements de Confucius représentent un aspect très important de la culture chinoise. Les valeurs confucianistes correspondent selon lui à la recherche de l'harmonie en Chine et dans le monde. Dans l'univers actuel, ce sont des valeurs qui doivent rester dans les esprits et être respectées par tous. En outre, il a exprimé le fait qu'il faille « travailler ensemble pour préserver l'amitié qui dure entre le Mali et la Chine depuis un demi-siècle » et dont on fêtera justement le cinquantenaire en 2010.

En échangeant quelques mots avec lui lors de la conférence, il nous a affirmé que l'avantage de la Chine sur les pays européens réside dans le fait qu'à la différence des occidentaux, ils fournissent une aide pragmatique, utile dans l'immédiat pour le gouvernement malien. Il est conscient que la Chine est démonisée en occident et il tenu à préciser que malgré la présence chinoise au Mali, on dénombre toujours moins d'entreprises chinoises qu'américaines et européennes sur le territoire malien. La concurrence avec ces dernières est naturelle et entre uniquement dans le cadre des « règles du marché ». Mr ZHANG Guo Qing nous a également souligné avec beaucoup de modestie, que plus la Chine avancera dans son développement, plus elle essayera d'apporter son aide au Mali.

Le Dr Modibo Bah Koné, président du Cercle Confucius pour la Recherche sur la Chine et l'Asie (C.C.R.C.A) a également tenu à intervenir lors de la conférence afin de parler de la coopération sino-malienne dans le cadre de l'enseignement. Mr Koné a ainsi souligné le fait que depuis 25 ans, la Chine accorde des bourses aux étudiants maliens voulant étudier en Chine. De ce fait, la création de son association avait pour

but de comprendre ce que le Mali pouvait attendre de plus de la Chine à divers niveaux de cette coopération.

Le Dr Koné a exprimé son désir de voir les échanges avec la Chine s'accroître au niveau de l'enseignement car celui-ci représente d'après lui un moteur de développement essentiel pour les pays en voie de développement comme le Mali. En effet, selon le Dr Koné, la montée en puissance de la Chine repose avant tout sur 3 postulats fondamentaux :

- *L'ancienneté de la situation chinoise* : Avec plus de 5000 ans d'histoire, la Chine représente l'une des plus anciennes civilisations de la planète. Après plusieurs changements majeurs au cours de son histoire, elle a su adapter sa pensée et son monde de fonctionnement actuels à l'enseignement de Confucius. De plus, la Chine a également une tradition millénaire qui valorise l'éducation et qui place l'enseignement comme un aspect très important de la vie quotidienne des individus. Pour le Dr Koné, il s'agit d'une logique que l'on peut illustrer par la phrase suivante : « Respect the Teacher, Value the Teaching ».
- *La formation des élites comme priorité nationale* : En Chine, l'enseignement primaire et supérieur, relèvent une importance capitale et font partie intégrante des priorités nationales du pays.
- *Le respect de la nation* : Les chinois ont un respect sacré pour la nation, une conscience citoyenne saine qui porte en elle la politique du gouvernement.

Par conséquent, si l'on comprend les dires du président du C.C.R.C.A, grâce à la place capitale qu'occupe la formation de ses élites, la Chine a pu se développer et prendre la voie du développement. Il faudrait donc que la Chine renforce son partenariat avec le Mali au niveau de l'amélioration de l'enseignement supérieur car celui-ci constitue le « leitmotiv » de l'économie et du progrès. En raison notamment



des grèves incessantes qui animent le pays et des conflits perpétuels survenant entre enseignants et étudiants, l'éducation malienne est aujourd'hui en péril. La jeunesse malienne a besoin d'une nouvelle philosophie de l'éducation afin de lutter efficacement contre ses problèmes et insuffler un sens nouveau des responsabilités vers la population estudiantine. Pour cela, il serait aussi nécessaire d'accentuer la présence du privé et des opérateurs de téléphonie mobile par exemple (qui ont beaucoup de ressources matérielles et financières à leur disposition) au niveau de l'investissement en faveur de l'enseignement supérieur.

D'après les suggestions du Dr Koné, au niveau de l'enseignement malien, la Chine pourrait prendre les initiatives suivantes :

- Appuyer la formation des cadres et des enseignants
- Œuvrer pour l'informatisation des locaux d'enseignement supérieur
- Participer à la création d'un DEC en langues chinoises
- Financer la construction de nouvelles facultés (sciences juridiques et économiques notamment)
- Donner la possibilité aux étudiants maliens de faire des « recyclages » professionnels en Chine afin d'avoir les atouts en main pour contribuer efficacement au développement du Mali.

Même si ces actions sont dans l'intérêt d'une meilleure éducation pour tous, la Chine semble toutefois accorder plus d'importance à la poursuite de ses ambitions économiques dans le pays. Pour l'heure, le projet phare au Mali demeure en effet la construction du 3<sup>ième</sup> pont de Bamako. En raison de son coût de 2,28 milliards de FCFA (37,7 millions de RMB) et de sa portée économique et sociale, c'est actuellement l'un des plus grands projets de construction jamais effectué au Mali et le projet de coopération le plus important jamais réalisé gratuitement par la Chine au sein de la sous-région (journal L'Essor, février 2009). À Bamako, des affiches sont

exposées un peu partout dans la ville, montrant l'aspect final du pont qui devrait être achevé pour la célébration du cinquantenaire de la coopération sino-malienne et de l'indépendance du pays en septembre 2010.

### **Maquette du Pont de l'Amitié sino-malienne**



*(L'Essor, février 2009)*

Les chinois et le gouvernement malien ont beaucoup investi en publicité pour promouvoir les bienfaits du projet et tirent donc une grande fierté du contrat avantageux qui a été conclu entre les 2 partenaires.

Selon le quotidien malien l'Essor, le pont enjambrera le fleuve Niger au niveau de la zone industrielle de Sotuba et permettra d'« améliorer le réseau routier de la capitale et de viabiliser la partie Est de la ville ». En effet, ce cadeau colossal de la part de Pékin va grandement faciliter la vie des bamakois car traverser le fleuve lors des heures de pointes a toujours constitué une tâche difficile en raison des embouteillages monstres créés par le manque de voies de circulation. La zone industrielle étant située en pleine ville, les semi-remorques se doivent très souvent de respecter les contraintes horaires et d'emprunter des routes en pleine zone administrative, non adaptées à leurs

activités, causant de ce fait une congestion du trafic routier. L'ouvrage en lui-même sera constitué d'un pont d'environ 1450 mètres construit sur une longueur totale de 2 200 mètres en plus de comporter un échangeur desservant chaque rive du fleuve. La largeur du pont et des deux voies de raccordement sera de 24 mètres. La coupe transversale comprendra quant à elle un terre-plein central de séparation de 2,5 mètres, 2 bordures de séparation de 0,25 mètres chacune entre véhicules et cyclistes, 2 pistes cyclables de 2 mètres chacune et deux trottoirs de 1,5 m chacun (incluant les garde-fous).

Ce nouveau pont dont le nom est « Pont de l'amitié sino-malienne » marque véritablement la consécration et le point culminant des relations entre la Chine et le Mali depuis ces 10 dernières années. Il constitue indéniablement l'un des plus beaux cadeaux que le gouvernement malien ait jamais reçu de l'un de ses partenaires internationaux. Encore une fois, avec ce projet, la Chine a supplanté les pays européens sur leur terrain de prédilection car ceux-ci se limitent encore à l'octroi de prêts alors que Pékin agit en grand frère et allié du développement. Le 13 février 2009, le président chinois Hu Jin Tao est arrivé à Bamako sous une valse d'acclamations et de réjouissances pour la pose de la 1ère pierre du pont en compagnie de son homologue malien. La ville vibrait aux couleurs des drapeaux chinois et maliens et l'on pouvait palper l'enthousiasme latent qui résonnait dans les discours du président Touré et des officiels chinois et maliens. À l'occasion de cette visite d'État de deux jours qui a également été marquée par la tenue d'une séance de travail et la signature d'un certain nombre de conventions, la Chine et le Mali ont réaffirmé la solidité des relations de coopération et d'amitié qui existent entre les 2 pays.

Le Président Amadou Toumani Touré a d'ailleurs déclaré : « le Mali et la Chine fondent une amitié de 49 ans et bientôt nous allons boucler le cinquantenaire de l'amitié historique qui lie les 2 pays ». Conscient de l'ampleur des actions chinoises depuis les années 1960, le président a ajouté : « Depuis l'indépendance, la Chine a accompagné nos premiers pas dans les grandes réalisations qui devaient être le socle de notre économie. Cette coopération devient de plus en plus importante, une

coopération nouée dans un intérêt commun et le Mali ne peut que s'en réjouir [...] Je peux dire sans me tromper que les plus grandes réalisations de notre pays portent l'empreinte de la Chine [...] Nous sommes réconfortés de l'appui, du soutien et de l'accompagnement que vous accorderez non seulement au Mali, mais aussi à toute l'Afrique face à une crise économique sévère et profonde ». Le président a également fait part de sa fascination à l'égard du développement chinois à travers une anecdote : « La première fois que j'ai effectué une visite d'État en Chine, à mon retour au Mali certains m'ont dit de leur raconter la Chine. J'ai répondu que la Chine ne se raconte pas, elle se visite. C'est dire combien j'ai été impressionné par le bond qualitatif réalisé par ce pays. J'ai été aussi impressionné de voir comment nos amis de Chine ont pu rester fidèles à leurs traditions et avancer dans la modernité. J'ai été également impressionné par les grandes réalisations effectuées par ce pays lors des Jeux olympiques. Je pense que la Chine est une école qui mérite d'être visitée dans ce sens ». À cela, le président Hu Jin Tao a rétorqué que les 2 États ont pu « franchir une étape supplémentaire dans les relations bilatérales et ouvrir de nouvelles perspectives » en plus d'ajouter que la Chine accorderait 34 bourses d'études au Mali et qu'elle accueillerait 65 maliens dans le cadre de son programme de formation des ressources humaines (journal l'Essor, février 2009).

À la lumière de toutes ces réalisations, on saisit bien que la coopération sino-malienne est avant tout un phénomène multidimensionnel qui transcende la simple relation diplomatique. Les autorités maliennes et chinoises n'hésitent plus à parler de liens de « fraternité » pour décrire les relations qui existent entre les 2 pays.

La Chine a fait du Mali un partenaire fidèle au sein de la sous-région et l'admiration que Pékin suscite ne fait désormais plus aucun doute. Toutefois, malgré les louanges faites par les autorités maliennes, la Chine possède aussi ses détracteurs au Mali. En effet, si la Chine offre de nouvelles possibilités au Mali en termes de développement, beaucoup s'inquiètent des impacts liés à ces activités à long terme. En fait, 2 courants de pensée se chevauchent au Mali quant à la présence chinoise dans le pays: il y a d'une part les optimistes pour lesquels la Chine a constitué un véritable contrepoids

aux puissances coloniales. Pour ces individus, la Chine présente une alternative non négligeable face à l'Europe et aux bailleurs de fonds traditionnels qui ne cèdent jamais rien sans imposer au préalable une pléthore de conditions. Depuis l'indépendance, la Chine a ainsi démontré que ses promesses étaient suivies par des actions concrètes et contrairement aux européens, celles-ci ne sont pas sous-tendues par des ambitions colonialistes. À ce sujet, Mr Seydou Badian Kouyaté, ministre entre 1960 et 1968 et écrivain très reconnu, considéré pour beaucoup comme le « plus chinois des maliens », a déclaré que « la Chine n'a pas l'ambition d'une puissance mondiale, bien qu'elle en ait les moyens et la force. Les chinois veulent progresser en toute modestie, sur les deux jambes, par le travail et la rigueur » (Maliweb, février 2009). Pour les partisans de la présence chinoise au Mali, la Chine représente avant tout un modèle de discipline et de réussite, un pays développé qui se considère encore comme un pays en voie de développement et qui comprend donc très bien les besoins maliens.

D'autre part, les critiques de la Chine la perçoivent comme une menace, une nation qui envahit les marchés locaux et qui n'emploie que très peu la main-d'œuvre du pays. D'ailleurs, l'essentiel des travaux réalisés dans le cadre de la construction du 3<sup>ème</sup> pont sera effectué par l'entreprise chinoise CGGC. Les marchés de construction routière ou hôtelière sont très fréquemment accordés à des sociétés chinoises, ce qui provoque l'insatisfaction des entreprises nationales.

En se promenant dans les rues de Bamako, on constate en effet que les entreprises et petits commerces chinois sont de plus en plus nombreux. Le marché est actuellement inondé par les produits chinois en tous genres, ceux-ci allant de la qualité la plus mauvaise à la plus descente. On y retrouve également des vendeurs chinois qui prennent les places autrefois occupées par les femmes cherchant à vendre leurs légumes et condiments. De même, dans les magasins, le « made in China » s'impose désormais comme la norme, que ce soit au niveau des jouets pour enfants, des vêtements et chaussures que des véhicules motorisés (ou « djakartas »). Certains ressortissants chinois se livrent aussi à des activités indécentes en développant des bars et hôtels de passe qui encouragent les comportements inappropriés. Ce genre

d'activités néfastes a tendance à fortement inciter les critiques et protestations de la population malienne. Le commerce chinois représente ainsi une concurrence de plus en plus redoutable pour les petits acteurs économiques cherchant à écouler leurs produits et à développer leurs affaires.

Mr Seydou Coulibaly nous explique plus avant les implications du phénomène :

**Q. : Ici lorsqu'on se promène au Mali, on remarque que le marché est réellement inondé par les produits chinois de toutes sortes, comment pourrait évoluer ce phénomène dans le pays, à l'instar du Sénégal par exemple et de la réaction publique que cela a suscité ?**

*Seydou Coulibaly : Au Mali comme au Sénégal, certains sont irrités par le rapport qualité/prix des produits chinois mais si l'on prend l'exemple des motos chinoises, on voit qu'en comparaison aux motos japonaises, cela va du simple au « quintuple » en termes de prix ! Pour une moto japonaise qui est vendue 1.200.000 FCFA, on trouve toujours une moto chinoise à 300.000 ou 375.000 FCFA. Voyez-vous cela profite à une population ayant un pouvoir d'achat moyen. Donc, c'est un peu compliqué de ne voir que les aspects négatifs mais du point de vue de la qualité, certains se plaignent en disant que les motos chinoises sont des « motos à usage unique » (rires). Pourvu que nous puissions y trouver notre compte car pour le moment cela règle un problème crucial qui est là, qui se pose et on essaie de gérer en attendant d'avoir les moyens de s'acheter un produit de meilleure qualité.*

**Q. : Que pensez-vous du fait que les chinois ramènent systématiquement leur propre main d'œuvre pour travailler sur leurs projets (dans la construction, l'enseignement, la médecine, etc.) au lieu de former la population locale à ces tâches ?**

*Seydou Coulibaly : Là j'avoue franchement qu'il est compliqué de vouloir former la main d'œuvre locale. Je ne pense pas que les chinois veuillent*

*forcément importer leur main d'œuvre. Dans l'enseignement par exemple, un domaine très réglementé, en fonction de la taille de l'institut et des besoins de celui-ci, les chinois doivent s'ajuster. Il ne s'agit pas non plus de ramener 100 coopérants chinois pour enseigner car le marché ne l'exige pas et si le marché ne l'exige pas, je ne vois pas la nécessité de ramener tout cet effectif. Mais dans le passé, on a eu à avoir des professeurs chinois ici dans des lycées tels que Sikasso, Markala et autres venus enseigner le chinois. Avec le recul, cela s'est estompé mais avec la création de l'Institut Confucius pour la promotion de la langue et de la culture chinoise, tout sera réglementé et je pense que les autorités vont veiller à cela. Tout cela rentre dans le cadre des échanges culturels, scientifiques et techniques qu'on a avec pratiquement tous les pays.*

#### 4.2.3 Volet culturel : L'intégration chinoise au Mali

Par ailleurs, les effets négatifs de la coopération sont également accentués par le manque d'intégration des chinois à la culture locale. En effet, même à l'étranger, les chinois demeurent fortement attachés à leur identité nationale et en dépit du fait que beaucoup d'entre eux parlent la langue locale, le « bambara », une infime proportion cherche véritablement à connaître et à rencontrer les maliens sur une base autre que professionnelle. Ce manque de rapprochement avec les locaux est une lacune majeure dans le cadre de la coopération et beaucoup de maliens se plaignent de la « distance » que les chinois instaurent dans leurs rapports avec la population. Lors de notre rencontre avec lui, Mr Koné, président du C.C.R.C.A et ancien étudiant au doctorat en Chine, nous a d'ailleurs expliqué que :

« Les chinois ne connaissent pas bien les africains. Du point de vue des contacts avec l'extérieur, les chinois quittent très rarement le territoire national. En général, ils viennent juste pour travailler en Afrique et sont très curieux de la façon de vivre des africains. En Chine, les africains ont quant à eux beaucoup de mal à s'adapter car il faut déjà passer 1 an à apprendre le mandarin. Dès qu'un étranger parle chinois toutefois et qu'il apprécie la gastronomie locale par exemple, il est accepté plus

facilement au sein de la communauté. Les chinois ne sont pas racistes même s'ils peuvent être chauvins, ils sont juste très ignorants en ce qui a trait à l'Afrique et confondent parfois même le Mali avec la Somalie. [...] Parallèlement, les maliens ne cherchent pas trop à approfondir leur connaissance de la culture chinoise. Les maliens aiment avant tout copier les chinois pour le développement mais aussi pour les arts martiaux et tout ce qu'ils voient dans les films à la télévision. Ils sont surtout épatés par le courage et l'ardeur au travail des chinois et se demandent comment être comme eux à ce niveau. Pour le reste, les maliens savent qu'ils ont leur propre traditions et ne sont pas complexés par la culture de qui que ce soit. »

Mr Koné confirme ainsi ce que nous avons pu observer sur place, le fait que le malien moyen n'aime pas trop le chinois qui vient lui prendre ses clients sans même chercher à le connaître. À vrai dire, en dehors des autorités et des officiels gouvernementaux qui limitent leurs propos négatifs au sujet des chinois au Mali, la population est elle très consciente des tenants et aboutissants de ce phénomène. Dans un pays où les règles d'hospitalité et de fraternité sont d'une importance capitale, il est clair que les chinois installés au Mali vont devoir s'intégrer davantage à la population pour vivre en harmonie avec tous. Les interactions interpersonnelles, contrairement aux rencontres État-État, manquent cruellement de chaleur et d'allant pour faire en sorte que la population arrête de se méfier des chinois. Ceux-ci sont d'ailleurs réputés pour vendre des produits de mauvaise qualité. Certaines activités chinoises au Mali brisent aussi les tabous imposés par la société, ce qui suscite des tensions supplémentaires entre les maliens conservateurs et les propriétaires de ces nouveaux bars et hôtels qui tapissent désormais la ville.

Jusqu'à preuve du contraire cependant, l'état plutôt froid des relations entre la population et les ressortissants chinois n'a pas l'air d'handicaper les échanges entre les 2 gouvernements. Au contraire, beaucoup d'intellectuels maliens pensent que la Chine peut servir d'inspiration au Mali dans les années à venir pour amorcer sa croissance et son développement. Voyons ce que Mr Seydou Coulibaly en pense :



**Q.:** Selon vous, est ce que la réussite chinoise et le modèle de développement qu'elle a mis en œuvre peuvent inspirer le Mali à aller de l'avant ?

*Seydou Coulibaly : Deng Xiaoping lui-même a dit que « peu importe que le chat soit noir ou blanc, l'essentiel c'est qu'il attrape les souris ». Donc on peut fortement s'inspirer de cette expérience chinoise pour peu qu'on s'en donne les moyens parce la réussite chinoise c'est avant tout l'expérimentation de plusieurs politiques de développement allant du Marxisme et du Léninisme au capitalisme actuel. C'est un peu un savant dosage de toutes ces politiques et si le Mali réussit à s'approprier cette logique, on ne pourra avoir mieux. En si peu de temps, ils sont arrivés à réaliser des exploits, c'est donc un exemple. Toutefois, pour s'inspirer de la Chine, le minimum c'est d'avoir de la discipline car c'est un peuple discipliné. Ils ont réussi à s'« autodiscipliner » et je crois que c'est grâce à cela qu'ils ont pu arriver à un tel niveau de croissance, grâce à la discipline, au courage, à la volonté, à la persévérance et à la croyance en ce que l'on fait. Je pense qu'avec la réunion de ces éléments, il ne devrait pas y avoir de problème car effectivement je ne considère pas que le modèle chinois soit un modèle savant mais que c'est à force de volonté qu'ils en sont arrivés là. Ils l'ont voulu, ils l'ont fait, pourquoi pas nous ?*

Et Mr Issa N'diaye d'ajouter dans la même veine lors de la conférence pour le Cercle Confucius :

« La valeur du pays reflète la qualité de la ressource humaine », et dans ce contexte, des valeurs fondamentales échappent au Mali. » Il faudrait selon lui que le pays puisse s'inspirer de l'exemple de la réussite chinoise et de ce qu'elle a construit de l'intérieur. Il est important d'avoir un cadre de réflexion stratégique pour réaliser de la gestion et de la projection à long terme. Il s'agit de « construire des perspectives et non pas gérer au quotidien ». Il a également souligné la nécessité de bâtir une capacité autonome de réflexion stratégique au niveau national et non pas international et de développer des synergies au sein même du pays.

## Conclusion

En attendant que le Mali démontre la volonté et la discipline nécessaires pour aller de l'avant, il semblerait que dans l'état actuel des choses la coopération sino-malienne va continuer à s'accroître dans les années à venir. Même s'il est difficile de réaliser des anticipations quant à l'évolution du phénomène, il est certain qu'avec les nombreux projets en cours d'élaboration ou de réalisation, les relations entre la Chine et le Mali ne vont pas cesser de sitôt. D'après Mr Coulibaly, la coopération politique étant au « beau fixe », les relations économiques ne peuvent que suivre dans le même sens. Quant aux effets à moyen terme de cette coopération, il est très clair sur le sujet :

**Q. : Sans vouloir se projeter trop loin dans l'avenir, mais à la lumière de tout ce que les chinois ont accompli jusqu'à présent, que pensez-vous de l'effet de la coopération sino-malienne sur l'économie et le développement du pays à moyen terme ?**

*Seydou Coulibaly : Cela ne peut avoir qu'un impact positif sur l'économie du pays. Prenons l'exemple de l'hôpital de Yirimadjon : vous savez que dans le pays, nous n'avons que 2 à 3 grands hôpitaux, notamment l'hôpital de Kati, l'hôpital Gabriel Touré et l'hôpital du Point G, tous sur l'autre rive du fleuve. Une personne qui est à Banakanbougou (un quartier de Bamako) et qui a besoin de subir une intervention très sérieuse, on ne pourra plus l'amener dans un centre de référence, il faut qu'on le transporte dans l'un des 3 hôpitaux précédents. Or, le patient a tout le temps de mourir avant d'accéder aux soins en raison de l'éloignement de ces infrastructures de santé. Avec la construction de l'hôpital de Yirimadjon, cette même personne peut gagner 5 minutes de plus au lieu de vouloir se rendre de l'autre côté du fleuve aux heures de pointes pour recevoir les premiers soins. L'impact ne pourra être que positif et à la longue la présence chinoise pourra même générer des emplois.*

*Si je considère seulement le cas de la 3<sup>ième</sup> sucrerie, cela va créer des milliers d'emplois permanents et saisonniers car cela va entraîner le développement*

*d'autres activités connexes génératrices de revenus pour les populations, l'amélioration de leurs conditions de vie, etc. Vraiment, à mon humble avis, je pense que cela ne peut être que positif pour nos populations.*

Selon toute vraisemblance donc, tant que cette coopération continuera à fortement profiter aux 2 parties, rien ne pourra l'arrêter, à tel point que des pays comme l'Inde ou la Turquie, qui commencent tout juste à faire leur entrée au Mali, ne représentent aucune menace envers la suprématie chinoise. Les 2 pays continueront à réaffirmer leur amitié par des visites fréquentes de part et d'autre. Comme l'a affirmé le Président de la République malienne lors de la présentation des condoléances à la suite du tremblement de terre survenu en mai 2008 dans la province du Szechuan, **« Nous avons partagé des moments de gloire, nous allons partager des moments de souffrance ».**

## CHAPITRE V

### Méthodologie et résultats des recherches

#### 5.1 Retour sur les aspects méthodologiques

Comme précisé dans le cadre du chapitre I de ce document, la méthodologie utilisée pour mener les recherches repose à la fois sur des aspects quantitatif et qualitatif. En effet, pour recueillir des données représentatives quant aux perceptions malienne et chinoise par rapport au sujet qui nous intéresse, nous avons opté pour des méthodes de recherche différentes mais complémentaires, choisies en fonction des répondants de chacune des régions. Ainsi, nous avons choisi d'appliquer la méthode du sondage par questionnaire en Chine tandis qu'au Mali nous avons privilégié la tenue d'entrevues avec des personnalités locales au fait du phénomène qui nous intéresse. En raison de l'éloignement géographique du territoire chinois, le questionnaire administré en ligne constituait une solution efficace et non coûteuse afin de sonder l'opinion de l'échantillon choisie. Au Mali cependant, la conduite d'entrevues sur le terrain s'est avéré être le meilleur moyen d'action en raison de la réticence naturelle des gens à répondre à des questionnaires académiques et du fait que nous avons déjà des contacts officiels sur place. La combinaison de méthodes quantitatives et qualitatives a donc permis d'évaluer l'ampleur de la distorsion entre les vues chinoises et maliennes en plus d'agrémenter la recherche de statistiques « fraîches » et de témoignages réels.

##### 5.1.1 Élaboration du questionnaire

Lors de l'élaboration du questionnaire, il était crucial de construire des questions qui allaient nous aider à évaluer non seulement la connaissance des répondants chinois au niveau du commerce international en général mais aussi leur degré de

familiarité avec les grands aspects de la coopération sino-africaine. Le but était entre autres de voir si les répondants chinois étaient conscients de la position de leur pays sur la scène commerciale mondiale et des répercussions de la présence chinoise sur l'économie et le développement de ses partenaires africains. Sur les conseils avisés du professeur Prosper Bernard, PhD, il a été décidé de constituer un échantillon de taille moyenne composée d'étudiants au MBA en Chine et de professionnels. Cette population devait permettre d'obtenir des réponses plus fiables car composés d'individus au fait de l'actualité internationale et évoluant au sein du milieu des affaires. Les protagonistes de la recherche seraient donc des personnes dont les activités les amèneraient parfois à entretenir des contacts avec des partenaires internationaux. Finalement, sur la cinquantaine de répondants visés, 46 personnes ont participé au questionnaire. En posant tour à tour des questions fermées et ouvertes, nous souhaitions obtenir des réponses précises aux questions posées mais aussi connaître l'opinion des répondants quant à certains aspects du phénomène tels que l'intégration culturelle des ressortissants chinois en Afrique. Toutefois, pour éviter les lourdeurs et les difficultés d'analyse, la majorité des questions sont restées des questions fermées.

Aussi, le questionnaire se composait d'un total de 26 questions réparties en 4 grandes sections s'organisant comme suit :

- Section 1 : Le commerce international (5 questions)
- Section 2 : La Chine dans le commerce international (4 questions)
- Section 3 : Les relations sino-africaines (9 questions)
- Section 4 : Données démographiques (8 questions)

Comme on peut l'observer, les thèmes et questions ont été pensés selon la méthode de l'« entonnoir », c'est-à-dire de telle façon que le sujet principal soit introduit de façon graduelle auprès des participants. Afin d'éliminer la contrainte géographique liée au fait que les répondants se trouvaient en Chine, nous avons choisi d'administrer le questionnaire par voie informatique. Pour cela, il fallait tout d'abord procéder à une traduction du questionnaire français en mandarin car

nous devons bien évidemment éliminer la barrière de la langue dans le cadre de la bonne poursuite du processus de recherche. Une fois cette tâche effectuée, grâce à la précieuse collaboration de Mlle Tianhan Guy, étudiante en sciences sociales à l'UQÀM, nous avons procédé à la saisie des données sur le logiciel de sondage en ligne SurveyMonkey. Mr Raymond Laliberté, agent de recherche à l'UQÀM, s'est chargé de la configuration informatique et de la mise en ligne du sondage sur ledit logiciel. Cette méthode a pour avantage de faciliter la transmission du questionnaire aux répondants puisqu'il suffit de leur faire parvenir le lien internet par courriel en plus de représenter une alternative non coûteuse en termes de déplacement et de collecte des données. Ce questionnaire, avant tout destiné à l'usage d'un échantillon représentatif de la population chinoise, nous a permis d'effectuer une évaluation rapide des connaissances des participants quant à l'économie de leur pays, à celle de l'Afrique et à la contribution de la Chine dans la croissance de ses partenaires africains.

Jointes en annexes, le lecteur trouvera des copies du questionnaire traduit en français et en mandarin, de même que les résultats de la collecte de données que nous commenterons dans les sections suivantes.

### 5.1.2 Réalisation des entrevues

Lors de notre visite dans la capitale malienne entre les 9 février et 1<sup>er</sup> avril 2009, nous avons eu l'occasion de rencontrer un certain nombre d'acteurs locaux, dont les activités ou les expériences se trouvent en lien direct avec la problématique qui nous intéresse ici. Nous avons donc jugé pertinent d'organiser des entrevues avec certaines de ces personnes afin d'agrémenter la recherche de témoignages directs, effectués sur le terrain.

Cette façon de procéder aurait pour avantage d'obtenir une perspective unique en la matière, provenant d'individus ayant soit vécus les débuts de la coopération sino-malienne, soit réalisés une partie de leur cursus académique en Chine, soit faisant partie d'organisations officielles et gouvernementales dont le but est de stimuler le

commerce bilatéral avec les chinois. Actuellement au Mali, avec la forte augmentation des échanges avec Pékin, de nombreuses personnes sont en effet au cœur du phénomène. Après plusieurs consultations, Messieurs **Seydou Coulibaly** - Chef de la Coopération Bilatérale au Ministère des Affaires Étrangères -, **Modibo Bah Koné** - professeur d'éducation comparée à la FLASH et président du Cercle Confucius pour la Recherche sur la Chine et l'Asie (C.C.R.C.A) – et **Issa N'diaye** - Chef du département des Sciences Sociales à la FLASH et Ancien Ministre de la culture du Mali – ont très gracieusement accepté de nous rencontrer.

Grâce à la diversité de leurs champs d'activités, chacun de ces protagonistes nous ont amené à considérer les relations sino-maliennes sous différentes perspectives : Une perspective étatique avec Mr Coulibaly, une perspective culturelle avec Mr Koné et une perspective historique avec Mr N'diaye. Les 3 interviews, effectuées respectivement les 18, 19 et 24 mars 2009, ont donc apporté des visions complémentaires nécessaires à la bonne compréhension du phénomène tel qu'il se déroule présentement au Mali. Comme le questionnaire, la grille d'entrevue avait pour objectif de sonder l'opinion des répondants sur ces grands thèmes : la montée en puissance de la Chine au niveau mondial ; la recrudescence des échanges avec les pays africains en général et avec le Mali en particulier ; les répercussions politiques, économiques et sociales de cette situation pour le Mali à moyen et à long terme ; l'intégration culturelle des travailleurs chinois au Mali et les tendances futures des échanges bilatéraux entre la Chine et le Mali. En raison des éléments multidimensionnels qu'elles apportent, ces entrevues nous ont principalement servi à saisir tous les aspects du sujet et à de ce fait appuyer nos arguments dans le cadre des chapitres analytiques de ce document. En annexes, se trouvent les interviews de chacun des participants dans leur intégralité, de même que les formulaires de consentement que ceux-ci ont du signer avant le début de chaque entrevue.

Afin de faire le lien entre les vues maliennes et chinoises, la section suivante se charge de présenter et d'analyser les résultats du questionnaire administré aux répondants chinois. Nous verrons donc de façon qualitative et quantitative comment

convergent et/ou divergent | es conceptions du phénomène Chine- Afrique dans les 2 régions à l'étude.

## **5.2 Présentation et analyse des résultats du questionnaire**

Les données recueillies lors du questionnaire ont un rôle essentiel car elles nous fournissent en effet l'opinion d'une partie de la population chinoise concernant notre problématique. Afin de présenter une analyse plus complète, nous organiserons la présentation des résultats en 2 étapes : une première analyse quantitative réalisée à partir de SPSS et calculant les moyennes et fréquence sur certaines catégories de questions démographiques et une seconde analyse qualitative qui aborde les réponses données par les répondants lors de moment spécifique du questionnaire. De cette manière, nous pensons toucher les différents aspects pertinents à la recherche.

### 5.2.1 Analyse quantitative

Nous avons procédé à l'analyse quantitative grâce à l'outil statistique SPSS. Comme l'illustre la capture d'écran ci-dessous, nous avons défini nos variables, codé les différentes catégories de réponse définies au préalable et saisi les données qui nous intéressaient. Ici, par souci de clarté et de concision, nous avons choisi d'étudier 4 variables spécifiques : Le sexe des répondants, leur âge, leur niveau de scolarité et leur activité principale. Cette procédure avait aussi pour objectif de permettre une meilleure compréhension de notre échantillon de répondants en termes numériques et statistiques.



### Capture d'écran (SPSS)

The screenshot shows the SPSS Data Editor window with the following data:

	Sexe	Age	Etudes	Profession	Chômage
1	2	1	16	2	5
2	1	1	999	1	4
3	1	1	12	1	4
4	2	1	16	2	4
5	1	1	16	2	4
6	NR	NR	999	NR	NR
7	2	1	18	5	4
8	2	1	17	5	4
9	2	2	16	2	4
10	2	1	16	5	3
11	1	1	17	5	5
12	2	1	17	2	5
13	2	1	17	5	4
14	2	2	16	2	5
15	NR	NR	999	NR	NR
16	1	1	16	2	4
17	2	1	16	2	4
18	1	1	18	5	5
19	2	2	18	5	4
20	1	1	16	2	4
21	NR	NR	999	NR	NR
22	1	2	21	2	4
23	2	1	16	5	4
24	1	1	16	2	4
25	NR	NR	999	NR	NR
26	NR	NR	999	NR	NR
27	2	1	13	5	3
28	2	1	13	4	4
29	NR	NR	999	NR	NR
30	2	1	13	5	4
31	1	4	20	2	3
32	2	1	18	2	4
33	NR	NR	999	NR	NR
34	1	2	999	2	2
35	2	2	18	2	4
36	2	1	15	5	4
37	NR	NR	999	NR	NR
38	2	1	17	NR	4

À partir du tableau 5, qui rassemble les statistiques globales pour les 4 catégories de réponse que nous avons défini, nous pouvons constater que sur les 2 dernières questions concernant respectivement les années de scolarité et l'activité principale des répondants, on dénombre 12 et 11 abstentions. On peut donc assumer que les répondants avaient plus de réticence à répondre à ces dernières questions qu'à celles portant sur leur sexe et leur âge.

Étant donné que la variable « Années de scolarité des répondants » était la seule donnée dite numérique, elle est la seule à posséder le calcul d'une variance et d'une moyenne. Dans le cadre de la moyenne des années d'études, le tableau nous montre qu'en moyenne, notre population à l'étude a connu une scolarité d'environ 16 années, ce qui nous prouve bien que, comme nous le voulions, les participants sont des personnes qui ont en général suivi des études supérieures. La variance du groupe est quant à elle de 5.886, ce qui fait que notre écart type – la racine carrée de la variance

– est de 2.43. Avec un écart-type relativement faible, on peut affirmer que notre échantillon est assez constant et qu'il n'est de ce fait pas trop dispersé.

**Tableau 5 : Statistiques (SPSS)**

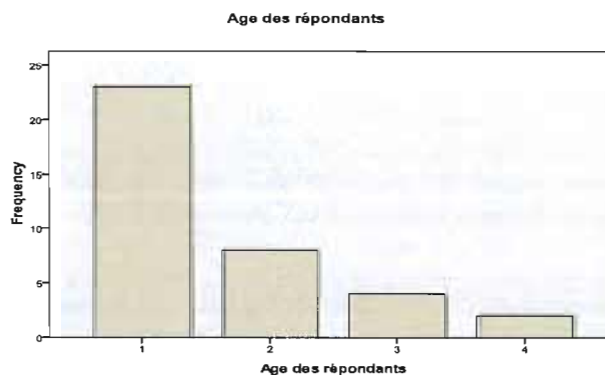
		Sexe des répondants	Age des répondants	Années de scolarité des répondants	Activité principale des répondants
N	Valid	37	37	34	35
	Missing	9	9	12	11
Mean				16.41	
Variance				5.886	
Percentiles	25			16.00	
	50			16.00	
	75			18.00	

En ce qui concerne le sexe des répondants, on constate d'après le calcul des fréquences dans le tableau 6, que plus de femmes que d'hommes ont répondu au questionnaire et qu'encore une fois 9 personnes se sont abstenues de répondre à cette question. Toutefois, en dépit de l'abstention, plus de 80% de notre échantillon a quand même fourni des réponses sur cette question.

**Tableau 6 : Sexe des répondants**

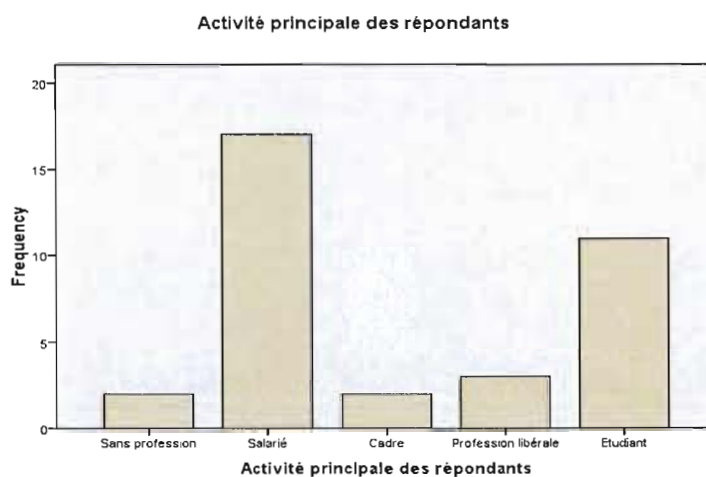
	Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Va Homme	15	32.6	40.5	40.5
lid Femme	22	47.8	59.5	100.0
Total	37	80.4	100.0	
Mi No response	9	19.6		
ssi				
ng				
Total	46	100.0		

Pour l'âge des répondants, nous avons défini 4 catégories de réponses, afin de rendre le graphique plus synthétique et plus facile à saisir sur SPSS. Comme dans le questionnaire, ces 4 catégories sont : « moins de 25 ans », « 25 à 35 ans », « 35 à 45 ans », « 45 à 55 ans » et « plus de 55 ans ». En plus d'être majoritairement constituée de femmes, les statistiques montrent que la majorité des répondants se situent dans la tranche d'âge la plus jeune, celle des moins de 25 ans, suivi par les 25-35 ans. Cela peut très probablement s'expliquer par le fait que beaucoup des répondants sont des jeunes étudiants et professionnels. Les répondants les plus âgés se situent en effet dans la fourchette « 45-55 ans ».

**Figure 14**

Au niveau de leur activité principale, la plupart des répondants (17 personnes) sont des salariés et des étudiants (11 personnes). À la lumière de ces informations, il est plus facile d'établir une vision d'ensemble quant à nos répondants. En somme, cette population correspond au profil que nous recherchions car il s'agissait avant tout d'administrer le questionnaire à des individus ayant un certain niveau d'éducation capables de fournir leurs opinions par rapport au phénomène qui nous interpelle dans le cadre de ce document. Jointes en annexes, se trouvent tous les tableaux et graphiques obtenus par SPSS et recensant les calculs effectués par rapport à nos 4 variables démographiques.

**Figure 15**



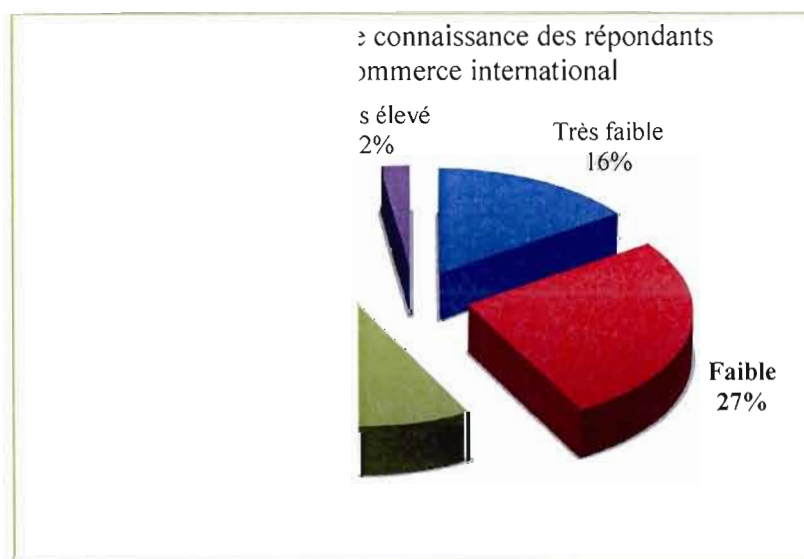
### 5.2.2 Analyse qualitative

Dans le cadre de la première section du questionnaire intitulée « le commerce international », nous cherchons à évaluer le niveau de connaissance de nos répondants au niveau des relations avec l'extérieur, et ce en dépit du fait que nous les ayons sélectionnés en fonction de leur niveau d'éducation.

Comme on peut l'observer sur le graphique ci-dessous, en ce qui a trait à cet aspect, la plupart des répondants (55%) avouent avoir une connaissance moyenne du commerce

international et 27% reconnaissent même avoir un niveau de connaissance relativement dans le domaine. De façon générale, malgré le fait que nos répondants soient des étudiants et des professionnels, ayant donc des connaissances plus élevées que la moyenne des chinois, on peut affirmer qu'ils ne sont toutefois pas particulièrement au fait des dynamiques régionales caractérisant les échanges internationaux entre les divers blocs mondiaux. De plus, d'autres statistiques révèlent aussi que la plupart des répondants n'ont pas fait affaire avec des partenaires internationaux au cours de la dernière année.

Cet état de fait peut sans doute s'expliquer par le fait qu'une grande partie de notre échantillon est constituée d'étudiants dont les activités n'entrent pas dans le cadre de ce genre d'échanges avec l'étranger. Seuls 4.4 % des répondants, soit 2 personnes sur 45 au total, ont répondu qu'ils avaient fait affaire avec l'international plus de 5 fois durant la dernière année. Ces éléments fondamentaux nous donnent ainsi une indication quant au degré d'ouverture de la population chinoise et de l'intérêt qu'ils



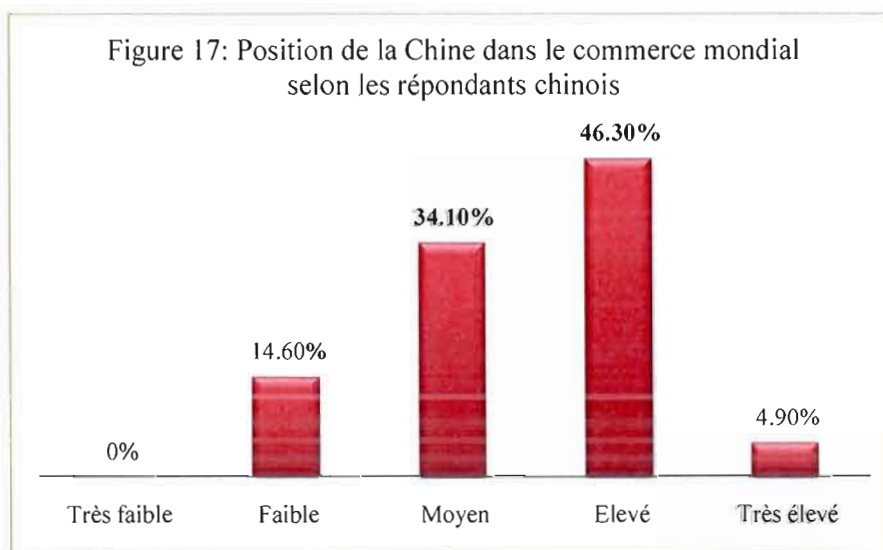
accordent aux mouvements mondiaux. Il semblerait logiquement que seules les personnes ayant des fonctions commerciales spécifiques, évoluant au sein du milieu des

affaires, entretiennent des contacts avec des partenaires internationaux sur une base régulière.

Toutefois, en dépit de leur connaissance pour la plupart moyenne du commerce international, la plupart des répondants soit 60% (27 personnes sur 45) pensent tout de

même que les échanges entre pays du sud ont augmenté depuis ces 30 dernières années et sensiblement le même nombre de personnes estiment que ce type d'échange aura tendance à augmenter dans le futur. Les répondants chinois sont de ce fait conscients que les pays du sud entretiennent des contacts de plus en plus intenses et cherchent à développer plus avant leurs relations.

La seconde section du questionnaire aborde le statut de la Chine au sein du commerce mondial, et de façon prévisible, 46.3% des répondants qualifient la position actuelle de la Chine d'« élevée ». Toutefois, de façon tout aussi surprenante, 34.1% qualifient cette même position de « moyenne ». Seuls 4.9% des répondants chinois (soient 2 personnes) pensent que la position de la Chine est « très élevée », ce qui est très intéressant vu que la Chine bat actuellement tous les records au niveau des exportations et du commerce mondial en général. Grâce à cette question, on observe le fait que les perceptions varient beaucoup parmi les répondants chinois et que la place de la Chine au niveau mondial est peut être encore floue dans l'esprit des ressortissants locaux. En Afrique au contraire, la Chine a tendance à être unanimement considérée comme une grande puissance économique et commerciale.



De plus, en contradiction avec ce que l'on observe à l'échelle internationale en ce qui a trait aux investissements chinois à l'étranger à l'image de la multitude de projets de construction que Pékin entreprend constamment au Mali, la plupart des participants au questionnaire (57.9%) pensent que la Chine a une présence moyenne dans le secteur des investissements à l'étranger. Cependant, sur d'autres questions visant à connaître les places actuelle et future de la Chine dans les échanges sud-sud, la majorité de notre échantillon estime quand même que la Chine a une présence élevée pour ce type d'activités (19 personnes sur 42 au total) et que celles-ci vont d'ailleurs continuer à s'intensifier dans les années à venir.

Une fois de plus, il est facile de constater que les répondants chinois ne mesurent pas toute l'ampleur des activités chinoises à l'international et qu'il règne encore une certaine confusion à ce niveau.

En ce qui concerne la troisième section inhérente aux relations sino-africaines, les résultats au questionnaire ont démontré que la majorité des répondants chinois (51.4%) pensent que la Chine a une présence élevée en Afrique. Toutefois, 3 personnes pensent encore que la Chine est faiblement présente dans les pays africains, ce qui peut paraître surprenant si l'on considère que du point de vue africain, la Chine est entrain d'envahir les marchés locaux. Seulement 6 répondants pensent que la Chine est très présente sur le continent noir.

Parallèlement, selon 59.5% des participants, la Chine possède des intérêts économiques et politiques moyens en Afrique. Seules 8 personnes, soient 21.6% des répondants estiment que les intérêts de Pékin en Afrique sont élevés tandis que 5 personnes considèrent que ceux-ci sont faibles. Les chinois semblent par conséquent avoir des réserves à reconnaître l'influence de leur gouvernement sur le continent africain. D'après leurs réponses, les répondants ne semblent pas au fait des avantages multiples que la Chine retire des échanges avec ses partenaires africains et des ressources qui sont à la clé de ce commerce pour le pays. Au contraire, pour beaucoup d'experts internationaux et d'africains, Pékin exploite très clairement ses relations

avec les  
gouvernements  
africains au  
maximum afin  
de se procurer  
les matières  
premières dont  
elle manque  
cruellement sur  
son territoire  
domestique.

Toutefois,

nonobstant

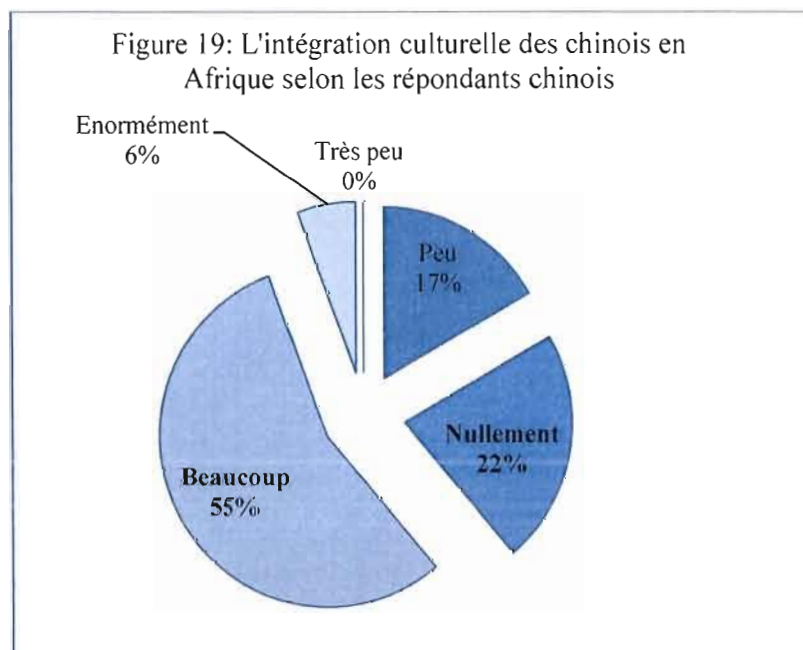
certaines des réponses précédentes impliquant par exemple que la Chine n'est pas très présente en Afrique, on constate malgré tout que la majorité des répondants chinois pensent que ces relations d'échanges ont un fort impact sur l'économie africaine. Il semblerait que 59.5% des participants chinois trouvent en effet que les échanges avec la Chine ont un impact considérable sur l'économie et la croissance des pays africains. Cependant, 10% des répondants (4 personnes) estiment encore que ce type de contacts bilatéraux a peu d'impact sur l'économie africaine alors que 13.5% d'entre eux pensent même que ces échanges n'ont carrément aucun impact sur l'économie africaine. De façon générale, Ces résultats sont quelque peu en divergence avec l'opinion africaine car particulièrement au Mali, tous s'accordent pour dire que les relations d'échange avec la Chine ont de fortes répercussions sur l'économie du pays.

Sur la question 14 du questionnaire, dont le but était de sonder l'opinion des répondants quant à l'évolution de la coopération Chine-Afrique, 64.9 % des individus reconnaissent que dans l'avenir ces relations vont augmenter tandis que 27% pensent qu'elles vont même « beaucoup augmenter ». On observe aussi que 23 personnes considèrent que cette tendance va fortement affecter les entreprises locales à long



terme. Seulement 8 personnes estiment que cette tendance a le potentiel nécessaire pour « énormément » affecter les industries africaines. Contrairement aux répondants chinois, les africains semblent plus conscients de l'impact des activités chinoises sur les entreprises africaines à plus long terme. Ils bénéficient d'une plus grande proximité au phénomène et donc d'une meilleure visualisation de ses effets positifs et négatifs à long terme.

En ce qui a trait à l'aspect culturel de la coopération Chine Afrique, de façon intéressante, 55.6 % des répondants chinois, soit la majorité d'entre eux, pensent que les chinois s'intègrent beaucoup aux cultures locales et 5.6% considèrent même qu'ils s'y intègrent énormément. Pourtant, en Afrique, le manque de proximité culturelle des chinois avec les populations des pays d'accueil constituent comme nous l'avons vu précédemment, l'une des principales lacunes de la coopération sur le terrain. Ces réponses sont donc en forte contradiction avec la réalité africaine et démontrent d'une part le souci des chinois de défendre leurs compatriotes installés à l'étranger et d'autre part, le sentiment que les chinois ne tentent pas tellement de développer leur connaissance par rapport à la culture de leurs hôtes. Très clairement, il y a une importante distorsion quant aux perceptions qui prévalent dans les 2 régions à l'étude.



Toutefois, ce que montrent aussi les données, c'est que la plupart des répondants souhaiteraient voir un plus grand effort d'intégration de la part de leurs homologues installés dans les pays africains. Dans cette optique, 86.1% des répondants, soit 31 personnes, pensent que cette intégration serait facilitée par l'organisation d'événements et d'activités culturelles favorisant le rapprochement des différentes communautés. De plus, 47.2% des individus interrogés pensent que cette intégration devrait également passer par plus de familiarité avec les citoyens des villes locales. L'apprentissage de la langue locale semble un aspect moins important pour les répondants, peut être à cause d'un certain sentiment de fierté nationale qui caractérise beaucoup le comportement des chinois en général et à l'étranger en particulier, et ce même si en contrepartie, ils apprécient beaucoup le fait que les étrangers apprennent à parler le mandarin.

### **Conclusions :**

Malgré le fait que les répondants de notre échantillon soient des professionnels et des étudiants au MBA, nous avons pu observer à travers les réponses données dans ce sondage, que ceux-ci possèdent une connaissance et une compréhension relativement moyenne du commerce international. Le sondage laisse transparaître le fait que les chinois ne perçoivent pas avec exactitude la position de leur pays au niveau mondial, à moins que ce ne soit une certaine humilité qui les pousse à donner une place moyenne à la Chine au niveau international. De plus, on observe très clairement une distorsion entre les perceptions chinoises et africaines dans le cadre du questionnaire : du fait de leur proximité au phénomène de présence de la Chine en Afrique, les africains démontrent une meilleure connaissance de l'impact des activités chinoises sur le continent noir. Sur certaines questions ayant spécifiquement trait à l'Afrique, on observe une abstention élevée de la part des chinois (voir le sommaire des résultats en annexes). De même, sur d'autres questions, la plupart des répondants chinois estiment que les ressortissants chinois en Afrique s'intègrent très bien aux cultures locales alors que sur place, le manque d'intégration des chinois constitue l'un des plus grands problèmes qu'évoquent spécifiquement les populations locales.

Grâce à ce questionnaire, il est donc plus facile de mesurer l'étendue des connaissances des chinois quant à l'Afrique, à son économie et à l'influence de la Chine sur les pays africains. En somme, cette influence est sous-estimée par les répondants chinois.

*Troisième partie*  
*Conclusion générale*

## **CHAPITRE VI**

### **Contribution de l'étude, recommandations et conclusion**

#### **7.1 Retour sur la contribution de l'étude**

Avec la montée en puissance de la Chine au niveau de la scène économique internationale et l'intensification simultanées de ses échanges commerciaux avec les pays africains, le sujet de la coopération Chine-Afrique présentait un fort potentiel d'analyse dans le cadre d'un travail de recherche. En effet, il s'agit d'un phénomène relativement nouveau qui ne fait pas encore l'objet d'une littérature très abondante et qui possède donc l'avantage de constituer un champ d'étude offrant de nombreuses possibilités aux chercheurs désirant s'y atteler.

Depuis plusieurs années déjà, il est indéniable que la Chine s'impose comme un acteur majeur à l'échelle aussi bien mondiale que régionale. Désormais, la Chine pulvérise tous les records en termes de croissance et transcende ainsi bon nombre des standards de performances anciennement établies par les puissances traditionnelles. En somme, comme en témoignent les statistiques recueillies sur le sujet depuis les dernières décennies, la Chine crée à elle seule une nouvelle donne économique, un nouveau dogme de la performance commerciale au niveau international. D'un point de vue académique, il était donc intéressant d'aborder le cas d'une telle puissance, sous l'angle non pas des relations de force qui peuvent exister entre la Chine et les pays occidentaux mais sous la perspective des contacts qu'entretient Pékin avec ses homologues africains depuis de nombreuses années. Nous avons jugé pertinent d'analyser la dynamique complexe qui rythme les échanges entre la Chine d'une part, véritable symbole du virage économique réussi, et les pays d'Afrique d'autre part qui demeurent encore en majorité des pays en voie de développement, perturbés par des guerres intestines et la pauvreté des populations locales. Les paradoxes et similitudes existant entre les 2 régions au niveau économique, politique et culturel représentaient un attrait certain et des aspects particulièrement passionnants à explorer.

En concentrant nos efforts sur l'évolution de la coopération Chine-Mali depuis les années 1960, notre but était non seulement d'exposer un phénomène multidimensionnel faisant partie intégrante de l'histoire économique passée et présente du Mali mais aussi de chercher à saisir l'étendue des activités chinoises au Mali ainsi que les conséquences positives et négatives pour le pays à divers niveaux de la société. Les démarches sur le terrain (Mali) réalisées conjointement au sondage mené auprès de répondants chinois ont réellement permis de valider nos hypothèses de départ et d'aborder l'ampleur du phénomène dans ses diverses facettes, aussi bien « inter-États » qu'interpersonnelles. Ces dernières activités ont eu pour avantage d'obtenir le point de vue de nombreux acteurs situés de part et d'autre des régions à l'étude et donc d'obtenir une meilleure compréhension des différentes perspectives inhérentes au sujet.

Par ailleurs, le choix du Mali comme pays de référence en Afrique de l'ouest nous a fourni la possibilité d'étudier les relations uniques reliant ce pays de la sous-région à la Chine et de découvrir que les relations entre les 2 pays possèdent des fondements particulièrement propices au maintien de leurs relations diplomatiques. Le manque de documents officiels et de recherches académiques effectuées sur le cas spécifique de la coopération Chine-Mali constituait en plus un incitatif supplémentaire ainsi qu'une porte ouverte à la recherche. À travers la rédaction de ce mémoire, nous espérons apporter des outils clairs pour comprendre le futur de la coopération entre la Chine et le Mali et étendre cette expérience à d'autres pays africains à l'économie similaire.

Enfin, ce travail était également l'occasion de proposer des recommandations quant à la conduite des affaires entre la Chine et le Mali à la base des faits observés et des témoignages recueillis, car même si la coopération sino-africaine possède de nombreux effets positifs elle comporte aussi un certain nombre d'aspects négatifs à ne pas négliger. Beaucoup plus que la Chine, les pays africains bénéficiant de l'appui de Pékin doivent être particulièrement attentifs à leurs propres besoins et aux conséquences à long terme de cette coopération pour leurs territoires et populations respectives.

## 7.2 Conclusion générale

Après avoir brièvement passé en revue l'ascension rapide de la Chine à la place de leader qu'elle occupe aujourd'hui dans le cadre de la mondialisation ainsi que les implications de cette nouvelle donne au niveau de la croissance économique du pays, nous avons abordé le phénomène de l'intensification des échanges entre la Chine et l'Afrique. À ce niveau, nous avons vu que dans le but de satisfaire ses besoins gargantuesques en ressources énergétiques, la Chine se tournait de plus en plus vers les pays africains dont le sous-sol regorge bien souvent d'hydrocarbures et de matières premières en tous genres.

En contrepartie des biens précieux qu'elle obtient pour combler les besoins de son énorme population, la Chine accorde entre autres des prêts préférentiels à ses partenaires africains, en plus d'exporter ses produits manufacturés vers les marchés domestiques. Pour la Chine, ces échanges bilatéraux consistent principalement à importer du pétrole et du coton en provenance de l'Afrique, afin d'assurer le bon fonctionnement de ses industries, et à exporter des textiles, des vêtements et des appareils électroniques.

En ce qui a trait à la région ouest-africaine, nous avons pu constater que les relations officielles entre la Chine et le Mali remontent aux années 1960. Alors que la nation malienne naissante se libérait du joug occidental et accédait à son indépendance, la Chine s'est présentée comme un « grand frère » dans la lutte contre les impérialismes. Aussi, l'analyse de cette histoire commune entre les 2 pays a-t-elle permis de mettre en exergue les similarités et expériences à l'origine des relations d'amitié liant les 2 pays. Même si contrairement à la Chine, le Mali représente un pays relativement jeune, les 2 nations constituent néanmoins des civilisations à l'héritage historique et culturel particulièrement riche. De plus, comme la Chine aujourd'hui, le Mali a également connu une petite ère socialiste lors de la création de la 1<sup>ère</sup> République malienne et de l'accession au pouvoir de Modibo Keita en 1960. À l'époque, la Chine a été un allié important dans le cadre des mouvements de libération et de l'aide au développement pour les nations nouvellement indépendantes. En réaffirmant constamment son soutien à Pékin par rapport au différend avec Taïwan et en lui

accordant son vote auprès des grands organismes internationaux tels que l'ONU, le Mali s'est garanti un partenariat solide qui lui a permis de bénéficier du savoir-faire chinois dans l'édification des toutes premières usines alimentaires, textiles et pharmaceutiques du pays.

Aujourd'hui, grâce à un fort respect mutuel, à des visites d'État organisées de part et d'autre sur une base régulière et donc à des relations s'appuyant sur des fondations très solides, le Mali et la Chine entretiennent des échanges commerciaux particulièrement fructueux. La dernière visite du président Hu Jin Tao au Mali, en février dernier, a d'ailleurs signifié une consolidation de l'alliance Chine-Mali, et ce grâce à l'octroi par Pékin de plusieurs prêts avantageux et à la pose de la première pierre du 3<sup>ième</sup> pont de la ville de Bamako. Avec un coût de 2,28 milliards de FCFA, ce dernier projet constitue à l'heure actuelle le plus grand projet de construction entrepris par la Chine en Afrique de l'Ouest et marque le point culminant de la coopération entre Pékin et Bamako.

Tel qu'observé tout au long de ce travail, la coopération entre la Chine et les pays africains comportent beaucoup d'avantages pour les pays bénéficiaires. La Chine répond à un certain nombre de besoins ponctuels, sans poser de questions et sans appliquer toutes les conditionnalités qu'implique la collaboration avec les pays européens et les bailleurs de fonds traditionnels comme le FMI ou la Banque Mondiale. Grâce à l'action chinoise dans les pays africains, ceux-ci profitent en effet :

- De l'octroi de prêts et dons préférentiels et de la signature d'accords bilatéraux particulièrement avantageux. Grâce à ces initiatives, la Chine adopte de plus en plus le statut d'investisseur privilégié et brise la relation qui existait auparavant entre les pays européens et leurs ex-colonies.
- De l'annulation d'une grande partie de leur dette bilatérale.
- De l'expertise et de la rapidité d'exécution de la main d'œuvre chinoise sur des projets exécutés à moindre coût. Depuis plusieurs années, le rapport



qualité-prix devient de plus en plus intéressant car sur les projets de construction par exemple les standards chinois sont désormais très proches des normes occidentales. Les entreprises et l'État chinois s'avèrent particulièrement généreux par rapport à leurs réalisations en plus d'être très prompts à reconnaître les besoins des pays dans lesquels ils sont présents.

- D'une aide non négligeable au développement qui consiste par exemple à construire des infrastructures de base telles que des hôpitaux ou des écoles au sein de zones rurales dont la population vit de façon très précaire, ou encore à accorder des bourses et des voyages de formations aux individus souhaitant poursuivre leurs études en Chine.

Toutefois, d'après ce que l'on peut déjà constater sur le terrain, la coopération Chine-Afrique comporte également un certain nombre de facteurs potentiellement nuisibles à long terme pour le bien-être économique et social des pays d'accueil :

- À l'heure actuelle, les marchés africains sont véritablement inondés par les produits chinois, dont la plupart sont souvent d'une qualité exécrable. Même si ces marchandises sont moins chères et présentent donc un attrait pour une population au pouvoir d'achat très moyen, leur utilisation pourrait éventuellement être nocive sur le moyen et long termes. Cette menace est particulièrement réelle pour tout ce qui est produits alimentaires et médicamenteux car en Chine même, de nombreux scandales récents ont concerné la qualité déplorable de ce type de biens (laits en poudre pour bébé, jouets, etc.). Il est donc essentiel de faire attention à ce que les marchés africains ne deviennent pas les « dépotoirs » des manufacturiers chinois.
- En raison des faibles coûts d'achat qui caractérisent les produits chinois et l'arrivée de commerçants chinois dans le secteur des petits commerces, les marchands locaux font face à un nouveau type de concurrence. Les chinois prennent la place autrefois réservée aux petits étalages et aux marchandes

venant vendre leurs condiments aux marchés, et menacent donc le moyen de subsistance de ces personnes ne disposant pas d'autres ressources tangibles pour survivre.

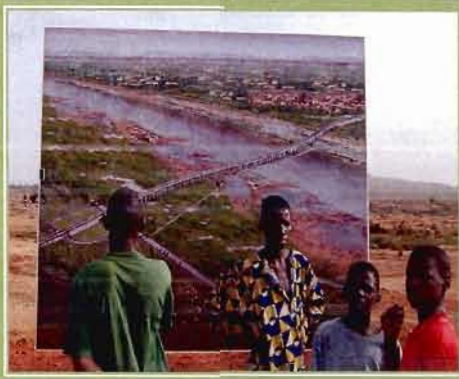
- S'il est vrai qu'il est pratiquement impossible pour les chinois de systématiquement former la main d'œuvre locale à chaque fois qu'ils entreprennent un projet, il serait quand même judicieux de leur part de témoigner plus d'intérêts envers l'utilisation des produits locaux dans leurs réalisations. À titre d'exemple, de nombreuses entreprises fabriquent sur place des produits finis tels que des briques et pavés entrant dans le processus de construction et mériteraient donc de se voir accorder plus fréquemment et plus aisément des marchés dans le cadre des projets colossaux pour lesquels les chinois œuvrent constamment.
- Comme l'affirment aujourd'hui beaucoup d'observateurs, les pays africains doivent faire attention au pillage à long terme de leurs propres ressources. Il est plus que jamais nécessaire pour les pays africains de réaliser que la générosité chinoise, même soumise à moins de conditions, comporte quand même un coût non négligeable pour ses partenaires. Afin de se développer de façon plus que satisfaisante, l'Afrique a un grand besoin de ses ressources pour ne plus dépendre uniquement des importations provenant d'autres régions du globe.
- Enfin, sur le plan interpersonnel, le manque d'intégration des chinois aux cultures locales instaure continuellement une certaine distance entre ces derniers et les locaux. Des efforts sont donc nécessaires dans le sens d'une amélioration de ces échanges afin que la coopération puisse passer à un autre niveau et que la population se sente moins menacée par les actions chinoises.

Cependant, malgré tous les aspects négatifs que l'on pourrait recenser sur les implications à long terme de cette coopération, il semblerait qu'à la lumière de tous les faits observés et entrevues effectuées sur place, on puisse affirmer sans risque de se tromper que dans le futur, la collaboration inter-État entre la Chine et le Mali a de forte chance de s'accroître. Pour que ce phénomène évolue correctement, tout en limitant le risque d'abus de part et d'autre, nous pouvons formuler un certain nombre de recommandations :

- Malgré les difficultés que cela implique dans les pays en voie de développement, il serait judicieux d'instaurer et d'appuyer le respect de règles de bonne gouvernance, des pratiques socialement responsables appliquées dans la conduite des affaires entre les entreprises chinoises installées en Afrique et les opérateurs économiques locaux. Comme le font un certain nombre d'institutions financières afin d'éviter les abus quant aux transactions qu'elles chapeautent, une ligne de conduite clairement définie dans le cadre de la coopération Chine-Afrique pourrait entre autres contribuer à limiter le pillage des ressources à long terme pour les pays africains et fournir un élan bénéfique vers un développement économique et social sain.
- Tenter de prévenir l'arrivée massive de produits chinois de mauvaise qualité sur les marchés locaux et procéder à un meilleur contrôle de la qualité de ces marchandises selon des standards spécifiques (introduction de la certification ISO), surtout en ce qui a trait aux denrées alimentaires et aux produits pharmaceutiques.
- Posséder une meilleure connaissance du secteur informel local afin d'identifier les impacts réels de l'activité chinoise sur les petits commerces

- Dans la même veine, il faudrait également fournir une meilleure protection aux entreprises domestiques contre la fixation arbitraire des prix par les commerces chinois et ainsi favoriser l'instauration d'une concurrence saine et loyale entre les 2 parties.
- Surveiller l'ouverture intempestive de nouveaux commerces chinois ne correspondant ni aux lois ni aux mœurs sociales du pays, dans l'objectif d'éviter le mécontentement et les soulèvements potentiels de la population

Comme toute coopération bilatérale, les relations entre la Chine et l'Afrique ne sont pas parfaites, il reste encore un long chemin à parcourir vers une coopération que l'on pourrait véritablement qualifier de « gagnant-gagnant ». Toutefois, tant que la Chine continuera à répondre aussi efficacement à l'appel des pays africains et à combler leurs attentes présentes, on peut raisonnablement s'attendre à ce que les échanges entre les 2 partis aillent crescendo dans les années à venir et à ce que ces relations prennent de nouvelles formes. Déjà, le lancement au Mali de la Classe Confucius, l'introduction de produits typiquement chinois tels que le thé parfumé et l'augmentation du nombre d'hommes d'affaires maliens effectuant des visites fréquentes en Chine, laissent présager de l'intensification future des liens culturels entre les 2 régions. Dans l'avenir, il sera donc intéressant pour les observateurs et experts du sujet, d'examiner l'évolution de ces relations à saveur culturelle et sociale, de même que le type d'empreinte qu'aura laissé le phénomène chinois sur le continent africain.



# *ANNEXES*

## APPENDICES

## LE QUESTIONNAIRE

## A.1 Questionnaire en français

VEUILLEZ ENCERCLER LA REPONSE QUI VOUS CONVIENT LE MIEUX.		Répondre ici				
<b>Section 1 : Le commerce international</b>		Très faible	faible	moyen	élevé	Très élevé
1	Quel est votre niveau de connaissance en commerce international ?	1	2	3	4	5
2	Au cours de la dernière année, à quelle fréquence avez-vous fait des affaires avec des partenaires internationaux ?	<input type="checkbox"/> 0 fois <input type="checkbox"/> 1 à 5 fois <input type="checkbox"/> Plus de 5 fois				
3	Pour quels types d'échanges principalement avez-vous fait des affaires ? a- Vente/Achat de produits    Vente/Achat de services b- Import-export c- Collaboration dans le cadre d'investissements locaux d- Autres _____	<input type="checkbox"/> 0 fois <input type="checkbox"/> 1 à 5 fois <input type="checkbox"/> Plus de 5 fois <input type="checkbox"/> 0 fois <input type="checkbox"/> 1 à 5 fois <input type="checkbox"/> Plus de 5 fois <input type="checkbox"/> 0 fois <input type="checkbox"/> 1 à 5 fois <input type="checkbox"/> Plus de 5 fois <input type="checkbox"/> 0 fois <input type="checkbox"/> 1 à 5 fois <input type="checkbox"/> Plus de 5 fois				
4	Selon vous, depuis ces 30 dernières années, les échanges sud-sud ont ?	Diminué beaucoup	diminué	Stagné	augmenté	Augmenté beaucoup
		1	2	3	4	5
5	Dans l'avenir, cette tendance aux échanges sud-sud aura	1	2	3	4	5
<b>Section 2 : La Chine dans le commerce international</b>		Très faible	faible	moyen	élevé	Très élevé
1	Comment qualifieriez-vous la position actuelle de la Chine dans le commerce mondial ?	1	2	3	4	5
2	Pour quels types d'échanges pensez-vous que la Chine s'illustre le plus ? a) Exportations de biens et services (médicaments, textiles, etc.	1    2    3    4    5				
	b) Importations	1    2    3    4    5				
	c) Investissements à l'étranger (construction d'infrastructures, etc.)	1    2    3    4    5				
3	D'après vous, dans les échanges sud-sud, la Chine a une présence	1    2    3    4    5				
4	Dans l'avenir, dans les échanges sud-sud, la Chine aura une présence	1    2    3    4    5				
<b>Section 3 : Les relations sino-africaines</b>		Diminuer beaucoup	diminuer	Stagner	augmenter	Augmenter beaucoup
1	Selon vous, depuis ces 30 dernières années, le commerce africain a	1	2	3	4	5
2	Comment qualifieriez-vous la présence chinoise actuelle dans les pays africains ?	Très faible	faible	moyen	élevé	Très élevé
		1	2	3	4	5
3	Les intérêts économiques/politiques de la Chine en Afrique sont ?	1    2    3    4    5				
4	Comment diriez-vous que ces relations d'échange affectent l'économie africaine ?	Très peu	peu	nullement	beaucoup	énormément
		1	2	3	4	5
5	Dans l'avenir, cette coopération sino-africaine va	Diminuer beaucoup	diminuer	Stagner	augmenter	Augmenter beaucoup
		1	2	3	4	5
6	Comment cette dernière tendance affectera-t-elle l'économie africaine à long terme ? (entreprises locales)	Très peu	peu	nullement	beaucoup	énormément
		1	2	3	4	5

7	L'intégration chinoise aux cultures locales (des pays africains) est	1	2	3	4	5
8	Souhaitez-vous voir un plus grand effort d'intégration de la part des chinois en Afrique ?	1	2	3	4	5
9	Par quels moyens ?	<input type="checkbox"/> Événements, activités culturelles diverses <input type="checkbox"/> Plus de familiarité avec les citoyens <input type="checkbox"/> Apprentissage des langues locales <input type="checkbox"/> Autres _____				
<b>Section 4 : Données démographiques</b>						
1	Sexe : <input type="checkbox"/> Homme <input type="checkbox"/> Femme	Quel âge avez-vous ? <input type="checkbox"/> < de 25 ans <input type="checkbox"/> 25-35 <input type="checkbox"/> 35-45 <input type="checkbox"/> 45-55 <input type="checkbox"/> Plus de 55 ans				
2	Combien d'années d'étude avez-vous complété ?	3-Quelle est votre activité principale ? <input type="checkbox"/> Sans profession <input type="checkbox"/> Salarié <input type="checkbox"/> Cadre <input type="checkbox"/> Profession libérale <input type="checkbox"/> Étudiant <input type="checkbox"/> Autres _____				
4	Votre entreprise est :	<input type="checkbox"/> PME locale <input type="checkbox"/> Multinationale <input type="checkbox"/> Autres				
5	Quel pourcentage de ses affaires votre entreprise effectue-t-elle avec l'Afrique ?	<input type="checkbox"/> 0% <input type="checkbox"/> 1 à 15% <input type="checkbox"/> 16 à 30% <input type="checkbox"/> 31 à 45% <input type="checkbox"/> Plus de 45%				
6	Dans quelle industrie votre entreprise évolue-t-elle principalement ?	<input type="checkbox"/> Commerce, gros et détail <input type="checkbox"/> Finance et services <input type="checkbox"/> Fabrication et construction <input type="checkbox"/> Communications, transport et commerce <input type="checkbox"/> Industries primaires <input type="checkbox"/> Gouvernement				
7	Quel type de produits et/ou services votre entreprise offre-t-elle ?	<input type="checkbox"/> Biens industriels <input type="checkbox"/> Biens de consommation <input type="checkbox"/> Services <input type="checkbox"/> Toutes ces réponses .				



## A.2 Questionnaire en mandarin

请选择您认为最为恰当的答案		答案				
<b>第一部分：国际贸易</b>		很少	少	一般	多	非常多
1	您对国际贸易的认识程度如何	1	2	3	4	5
2	在过去的一年里，您与国际合作伙伴进行商务活动的次数是	□无    □ 1-5 次    □ 5 次以上				
3	如果上面一题的答案是肯定的，您和您的合作伙伴所行的是什么样的商业活动？ a- 商品及服务方面的交易 b- 出口 c- 地区投资合作 d- 其它 _____	<input type="checkbox"/> 无 <input type="checkbox"/> 1-5 次 <input type="checkbox"/> 5 次以上 <input type="checkbox"/> 无 <input type="checkbox"/> 1-5 次 <input type="checkbox"/> 5 次以上 <input type="checkbox"/> 无 <input type="checkbox"/> 1-5 次 <input type="checkbox"/> 5 次以上 <input type="checkbox"/> 无 <input type="checkbox"/> 1-5 次 <input type="checkbox"/> 5 次以上				
4	您认为，最近 30 年以来，南南合作的发展情况是	合作减少很多	减少	停滞	增加	增加很多
		1	2	3	4	5
5	在将来，这种趋势还将	1	2	3	4	5
<b>第二部分：中国在国际贸易中</b>		很弱	弱	一般	较强	很强
1	您认为中国目前在国际贸易中的地位是怎样的	1	2	3	4	5
2	您认为中国在那项贸易上最著名 a) 出口商品（手工商品、农产品、工业品等等）及服务					
		1	2	3	4	5
	b 进口（棉花、石油、初级产品等）	1	2	3	4	5
	c) 在外投资（基础设施建设等）	1	2	3	4	5
3	您认为，在南南合作方面，中国参与的情况是	1	2	3	4	5
4	在将来，这种趋势在南南合作中还将	1 减少很多	2 减少	3 维持原状	4 加强	5 不断加强
<b>第三部分：中非合作</b>		减少很多	减少	停滞	加强	不断加强
1	您认为，最近 30 年以来，非洲的贸易状况是	1	2	3	4	5

2	您目前中国在非洲国家展中的参与情况是	很少 1	少 2	一般 3	较多 4	很多 5
3	中国从非洲得到的和政治利益	1	2	3	4	5
4	您交流非洲的影响	极少 1	少 2	无 3	多 4	非常多 5
5	将来, 的中非合作将	减少很多 1	减少 2	停滞 3	增加 4	不断增加 5
6	将会非洲生活的影响? (当地企业)	极少 1	少 2	无 3	多 4	非常多 5
7	您中国在非企业与当地的融合程度是(在非洲国家)	1	2	3	4	5
8	您希望看到中国在和些国家的融合方面做出更大的努力	1	2	3	4	5
9	如果上答案是肯定的, 您希望通哪些方式	<input type="checkbox"/> 各文化活 <input type="checkbox"/> 熟悉当地居民 <input type="checkbox"/> 学当地言 <input type="checkbox"/> 其它_____				
第四部分: 个人信息						
1	性别: <input type="checkbox"/> 男 <input type="checkbox"/> 女	年 <input type="checkbox"/> 25 以下 <input type="checkbox"/> 25-35 <input type="checkbox"/> 35-45 <input type="checkbox"/> 45-55 <input type="checkbox"/> 55 以上				
2	您上多少年学	3- <input type="checkbox"/> 无 <input type="checkbox"/> 工薪 <input type="checkbox"/> 干部 <input type="checkbox"/> 自由 <input type="checkbox"/> 学生 <input type="checkbox"/> 其它_____				
4	如果您已工作, 您所在的企业是	<input type="checkbox"/> 当地中小企业 <input type="checkbox"/> 跨国企业 <input type="checkbox"/> 其它				
5	您所在的企业有百分之多少的是和中国合作的	<input type="checkbox"/> 0% <input type="checkbox"/> 1-15% <input type="checkbox"/> 16-30% <input type="checkbox"/> 31 - 45% <input type="checkbox"/> 多于 45%				
6	您所在的企业主要从事什么的	<input type="checkbox"/> 大型零售 <input type="checkbox"/> 和服 <input type="checkbox"/> 制造和建筑 <input type="checkbox"/> 通、运和易 <input type="checkbox"/> 初工 <input type="checkbox"/> 政府				
7	您的企业提供什么的品	<input type="checkbox"/> 工品 <input type="checkbox"/> 消费品 <input type="checkbox"/> 服 <input type="checkbox"/> 以上所有				

### A.3 Sommaire des résultats (avec notes)

Échantillon : Étudiants chinois au MBA et professionnels

Nombre total de répondants : 46 personnes

#### Section 1 : Le commerce international

##### 1. Quel est votre niveau de connaissance en commerce international ?

Très Faible : 15.6 %, soit 7 répondants sur 45

Faible : **26.7%**, soit 12 répondants sur 45

Moyen : **55.6 %**, soit 25 répondants sur 45

Elevé : 0.0%

Très élevé : 2.2 %, soit 1 répondant sur 45

*Notes : On voit que malgré notre échantillon d'étudiants au MBA, 55.6 % des répondants chinois ont un niveau de connaissance moyen en commerce international. De même, 26.7 % des répondants reconnaissent avoir un niveau de connaissance faible en commerce international. De façon générale, on peut donc affirmer que les étudiants chinois ne sont pas trop au fait de la place des autres pays au niveau des échanges internationaux et de la dynamique entre les divers blocs régionaux.*

##### 2. Au cours de la dernière année, à quelle fréquence avez-vous fait affaire avec des partenaires internationaux ?

0 fois : **73.3 %**, soit 33 répondants sur 45

1 à 5 fois : 22.2 %, soit 10 répondants sur 45

Plus de 5 fois : **4.4%**, soit 2 répondants sur 45

*Notes : Les résultats nous montrent que la grande majorité des répondants (73.3% ou 33 personnes) n'ont pas fait affaire avec des partenaires internationaux. On peut penser que leurs activités n'entrent peut être pas dans le cadre de ce genre d'échanges (études par exemple). Seuls 4.4 % des répondants, soit 2 personnes, ont répondu qu'ils avaient fait affaire avec l'international plus de 5 fois. Cette question nous donne une indication sur le degré d'ouverture du commun des chinois. Il semblerait que seules les personnes avec des fonctions commerciales, évoluant au sein du milieu des affaires, entretiennent des contacts avec des partenaires internationaux*

3. Pour quels types d'échanges principalement avez-vous fait des affaires ?

	0 fois	1 à 5 fois	Plus de 5 fois
Vente-Achat de produits	77.3 % (17 personnes)	<b>18.2%</b> <b>(4 personnes)</b>	<b>4.5%</b> <b>(1 personne)</b>
Vente-Achat de services	77.8% (14 personnes)	<b>22.2 %</b> <b>(4 personnes)</b>	0%
Import/Export	80% (16 personnes)	15% (3 personnes)	<b>5%</b> <b>(1 personne)</b>
Investissement	84.2 % (16 personnes)	15.8% (3 personnes)	0.0%

*Notes : Sur cette question, comme elle suit logiquement la précédente, 31 personnes ont donné une réponse tandis que 15 personnes se sont abstenues.*

*D'après les résultats du tableau, on remarque que la majorité des répondants n'ont pas réalisé d'échanges, et ce toutes catégories confondues (ce qui corrobore les conclusions précédentes). Cependant, 4 personnes ont affirmé avoir fait des « vente-achat de produits » de 1 à 5 fois et 4 autres personnes ont dit avoir fait des « vente-achat de services » à la même fréquence. De même, 1 personne a dit avoir fait des « vente-achat de produits » plus de 5 fois tandis qu'une autre personne a fait de l'import-export à la même fréquence.*

*De façon générale, le poste le plus important est celle des ventes-achat de services avec 22.2 % des répondants qui ont fait des échanges de 1 à 5 fois dans le domaine des services.*

4. Selon vous, depuis ces 30 dernières années, les échanges sud-sud ont ?

Diminué beaucoup : 8.9% (4 personnes)

Diminué : 15.6% (7 personnes)

Stagné : 4.4% (2 personnes)

Augmenté : **60%** (27 personnes)

Augmenté beaucoup : 11.1% (5 personnes)

*Notes : en général, ils pensent quand même que les échanges ont augmenté malgré leur connaissance pour la plupart moyenne en commerce international. 45 personnes ont répondu à la question et 1 personne s'est abstenue*

5. Dans l'avenir, cette tendance aux échanges sud-sud aura ?

Diminué beaucoup : 6.7% (3 personnes)

Diminué : 11.1% (5 personnes)

Stagné : 6.7% (3 personnes)  
 Augmenté : **62.2%** (28 personnes)  
 Augmenté beaucoup : 13.3% (6 personnes)

*Notes : Comme pour la question précédente, 45 personnes ont répondu et 1 s'est abstenue. On peut voir que 62.2% des répondants chinois pensent quand même que les échanges sud-sud vont s'intensifier. En général donc, la tendance est à la hausse des relations internationales entre les 2 blocs puisque 13.3 % des répondants (6 personnes) pensent que ce type d'échanges va « augmenter beaucoup ». C'est donc une augmentation des réponses favorables par rapport à la question précédente*

## Section 2 : La Chine dans le commerce international

6. Comment qualifieriez-vous la position actuelle de la Chine dans le commerce mondial ?

Très faible : 0.0%  
 Faible : 14.6% (6 personnes)  
 Moyen : **34.1%** (14 personnes)  
 Elevé : **46.3%** (19 personnes)  
 Très élevé : 4.9% (2 personnes)

*Notes : 41 personnes ont répondu à la question et 5 se sont abstenues. De façon prévisible, 46.3% des répondants qualifient la position actuelle de la Chine d'« élevé ». Toutefois, de façon surprenante, 34.1% qualifient cette même position de moyenne. Seules 4.9% des répondants chinois (soient 2 personnes) pensent que la position de la Chine est très élevée, ce qui est très intéressant vu que la Chine bat actuellement tous les records au niveau des exportations et du commerce mondial en général. Avec cette question, on voit que les perceptions varient beaucoup parmi les répondants chinois et que la place de la Chine au niveau mondial est peut être floue pour les ressortissants locaux. (Contrairement à l'Afrique où la Chine est considérée comme une grande puissance commerciale)*

7. Pour quels types d'échanges pensez-vous que la Chine s'illustre le plus ?

	Très faible	Faible	Moyen	Elevé	Très élevé
Exportations de biens et services	2.4% (1)	4.8% (2)	<b>42.9%</b> <b>(18)</b>	33.3% (14)	16.7% (7)
Importations	0%	8.3% (3)	<b>48.6%</b> <b>(18)</b>	37.8% (14)	5.4% (2)

Investissements à l'étranger	2.6% (1)	18.4% (7)	<b>57.9% (22)</b>	18.4% (7)	2.6% (1)
------------------------------	----------	-----------	-------------------	-----------	----------

*Notes : Pour cette question, 42 personnes ont répondu et 4 personnes se sont abstenues. Pour la plupart des répondants chinois, la Chine a une présence moyenne dans toutes les catégories d'échanges. Cependant, 57.9% des répondants (soient 22 personnes) pensent que la Chine s'illustre moyennement dans le secteur des investissements à l'étranger (ce qui encore une fois ne concorde pas avec les résultats des répondants maliens puisque ceux-ci pensent que la Chine a une présence très élevée dans le domaine des investissements à l'étranger). Une fois de plus, on voit que les répondants chinois ne mesurent pas toute l'ampleur des activités chinoises à l'international.*

8. D'après vous, dans les échanges sud-sud, la Chine a une présence

Très faible : 0.0%

Faible : 7.1% (3 personnes)

Moyen : **42.9%** (18 personnes)

Elevé : **45.2%** (19 personnes)

Très élevé : 4.8% (2 personnes)

*Notes : Sur cette question, 42 personnes ont répondu et 4 se sont abstenues. La majorité des chinois pensent quand même que la Chine a une présence élevée dans les échanges sud-sud (19 personnes). Cependant, très proche, 42.9% des répondants pensent que leur pays a une présence plutôt pour le même type d'échanges. Il y a même 3 personnes qui pensent que la Chine a une présence faible dans les relations sud-sud. Ces résultats ne sont pas concordance avec ceux du Mali puisque la majorité pense que la Chine a une présence élevé et très élevé dans le commerce sud-sud. Encore fois, il semblerait que les chinois ne sont pas au fait de l'ampleur du phénomène chinois au niveau des PED.*

9. Dans l'avenir, dans les échanges sud-sud, la Chine aura une présence

Très faible : 0.0%

Faible : 7.1% (3 personnes)

Moyen : **26.2%** (11 personnes)

Elevé : **54.8%** (23 personnes)

Très élevé : 11.9% (2 personnes)

*Notes : Comme pour la question précédente, 42 personnes ont répondu et 4 se sont abstenues*

Même si 54.8% des répondants pensent que dans l'avenir la Chine aura une présence élevée seules 2 personnes (11.9%) pensent que cette influence dans les échanges sud-sud deviendra très élevée. De plus, il y a toujours 3 personnes qui pensent que cette présence chinoise demeurera faible dans l'avenir. Il y a encore une divergence de résultats avec le Mali car pour la grande majorité des répondants maliens la Chine continuera à avoir une présence très élevée. → 85.7% des répondants maliens.

### Section 3 : Les relations sino-africaines

10. Selon vous, depuis ces 30 dernières années, le commerce africain a

Diminuer beaucoup : 0.0%  
 Diminuer : 13.2% (5 personnes)  
 Stagner : **23.7%** (9 personnes)  
 Augmenter : **47.4%** (18 personnes)  
 Augmenter beaucoup : 15.8% (6 personnes)

*Notes : pour cette question, 38 personnes ont répondu et 8 se sont abstenues (peut être parce qu'ils ne possèdent pas assez de connaissance sur l'Afrique). La grande majorité des répondants, soient 18 personnes (47.4%) pensent toutefois que le commerce africain a augmenté et 23.7% pensent que ce commerce a stagné. On ne note pas de trop grandes différences avec les réponses des répondants maliens.*

11. Comment qualifieriez-vous la présence chinoise actuelle dans les pays africains ?

Très faible : 0.0%  
 Faible : 8.1% (3 personnes)  
 Moyen : **24.3%** (9 personnes)  
 Elevé : **51.4 %** (19 personnes)  
 Très élevé : 16.2% (6 personnes)

*Notes : 37 personnes ont répondu et 9 se sont abstenues. La majorité des répondants chinois (51.4%) pensent que la Chine a une présence élevée en Afrique. Toutefois, 3 personnes pensent encore que la Chine a une présence faible dans les pays africains, ce qui peut paraître surprenant du point de vue africain. 6 personnes pensent tout de même que la Chine est très présente sur le continent*



noir. (Pour les africains, en majorité ils pensent que la Chine a soit une présence moyenne en Afrique, soit une présence très élevée, 3 personnes pour chaque catégorie de réponse).

## 12. Les intérêts économiques/politiques de la Chine en Afrique sont ?

Très faible : 0.0%  
 Faible : 13.5% (5 personnes)  
 Moyen : **59.5%** (22 personnes)  
 Elevé : **21.6%** (8 personnes)  
 Très élevé : 5.4% (2 personnes)

*Notes : Comme pour la question précédente, 37 personnes ont répondu et 9 se sont abstenues. La plupart des répondants chinois, soient 22 personnes (59.5%) pensent que les intérêts économiques et politiques des chinois en Afrique sont plutôt moyens. Seulement 8 personnes, soient 21.6% des répondants trouvent que les intérêts de Pékin en Afrique sont élevés. De même, 5 personnes trouvent que les intérêts de la Chine en Afrique sont faibles. Encore une fois, il semblerait que les chinois semblent avoir des réserves à admettre la présence de leur pays ou l'influence de leur gouvernement sur le continent africain. Ces résultats ne concordent pas tout à fait avec ceux récoltés du côté malien. Au Mali, la majorité des répondants pensent que la Chine possède des intérêts « élevés » et « très élevés » en Afrique. Même s'ils sont dans le milieu des affaires, les chinois semblent très peu au fait des réalités de la dynamique et des relations sino-africaines.*

## 13. Comment diriez-vous que ces relations d'échange affectent l'économie africaine ?

Très peu : 0.0%  
 Peu : 10.8% (4 personnes)  
 Nullement : 13.5% (5 personnes)  
 Beaucoup : **59.5%** (22 personnes)  
 Enormément : **16.2%** (6 personnes)

*Notes : Encore une fois, 37 réponses et 9 abstentions. Malgré leurs réponses précédentes, on voit que la majorité des répondants chinois pensent quand même que ces relations d'échanges ont un fort impact sur l'économie africaine. Il semblerait que les 22 personnes qui pensent que la Chine a des intérêts moyens en Afrique pensent aussi que les échanges avec la Chine ont un impact considérable sur l'économie des pays africains. Toutefois, 10% des répondants (4 personnes) pensent que ce type de relations a peu d'impact sur l'économie africaine tandis que 13.5% des répondants pensent que ces mêmes échanges n'ont aucun impact sur l'économie africaine. Chez les répondants maliens, personne n'a opté pour les 3 premiers choix de réponses, tous s'accordent pour dire que les relations d'échange*



avec la Chine ont un impact considérable sur l'économie des pays d'Afrique (85.7%  
→ « Beaucoup »)

#### 14. Dans l'avenir, cette coopération sino-africaine va

Diminué beaucoup : 0.0%  
Diminué : 2.7% (1 personne)  
Stagné : 5.4% (2 personnes)  
Augmenté : **64.9%** (24 personnes)  
Augmenté beaucoup : **27%** (10 personnes)

*Notes : 37 répondants et 9 abstentions. Comme on peut l'observer, 64.9 % des répondants chinois pensent que dans l'avenir la coopération sino-africaine va augmenter alors que 27% de ceux pensent qu'elle va même beaucoup augmenter. Ces résultats vont en général dans le même sens que les résultats maliens à part qu'en majorité les répondants maliens pensent que le commerce sino-africain va « beaucoup augmenter ».*

#### 15. Comment cette dernière tendance affectera-t-elle l'économie africaine à long terme ? (entreprises locales) ?

Très peu : 0.0%  
Peu : 5.6% (2 personnes)  
Nullement : 8.3% (3 personnes)  
Beaucoup : **63.9%** (23 personnes)  
Enormément : **22.2%** (8 personnes)

*Notes : Sur cette question, 36 personnes ont répondu et 10 se sont abstenues, peut être à cause d'un manque certain de connaissance de l'économie africaine. Toutefois, on observe que 23 personnes ont quand même répondu que cette tendance va beaucoup affecter les entreprises locales à long terme. 22.2%, soient 8 personnes ont quand même répondu que la tendance allait « énormément » affecter l'économie africaine dans l'avenir. Contrairement aux répondants chinois, les maliens n'ont pas utilisé les 3 premiers choix de réponses, parce qu'ils sont certainement plus conscients de l'impact des activités chinoises sur les entreprises africaines à plus long terme. Ils bénéficient d'une plus grande proximité au phénomène et donc d'une meilleure visualisation de ses effets positifs et négatifs à long terme.*

#### 16. L'intégration chinoise aux cultures locales (pays africains) est

Très peu : 0.0%  
Peu : 16.7% (6 personnes)

Nullement : **22.2%** (8 personnes)  
 Beaucoup : **55.6%** (20 personnes)  
 Enormément : 5.6% (2 personnes)

*Notes : Pour cette question, 36 personnes ont fourni une réponse et 10 se sont abstenues (comme pour la question précédente). De façon intéressante, 55.6 % des répondants, soit la majorité d'entre eux pensent que les chinois s'intègrent beaucoup aux cultures locales et 5.6% pensent qu'ils s'y intègrent énormément. Pourtant, fait tout aussi important, 22.2% (8 personnes) pensent que les chinois ne s'intègrent pas du tout aux cultures locales. Ces réponses sont très contradictoires et démontrent d'une part le souci des chinois de défendre leurs compatriotes installés à l'étranger et d'autre part, le sentiment que les chinois ne tentent pas tellement de connaître les cultures de leurs hôtes. Ces résultats contredisent également l'opinion des répondants maliens, car en majorité (57.1%) ont répondu que les chinois ne s'intègrent que « peu » aux cultures locales. Aucun des répondants maliens n'a opté pour le 5ième choix de réponse. Très clairement, il y a une importante distorsion quant aux perceptions des 2 groupes d'individus interrogés par rapport à l'intégration chinoise en Afrique (les réponses maliennes et chinoises vont dans des sens opposés).*

17. Souhaiteriez-vous voir un plus grand effort d'intégration de la part des chinois en Afrique ?

Très peu : 0.0%  
 Peu : 2.7% (1 personne)  
 Nullement : 8.1% (3 personnes)  
 Beaucoup : **64.9%** (24 personnes)  
 Enormément : **24.3%** (9 personnes)

*Notes : Pour cette question, 37 personnes ont répondu et 9 se sont abstenues. On observe que sur cette question, 64.9% des personnes souhaiteraient voir un plus grand effort d'intégration de la part des chinois en Afrique malgré leurs réponses précédentes selon lesquelles les ressortissants chinois en Afrique s'intègrent beaucoup aux cultures locales. 3 personnes ne souhaitent pas voir les chinois faire plus d'efforts dans ce sens (ils estiment peut être que les efforts déjà fournis sont suffisants). Ces réponses des chinois vont de manière générale dans le sens des réponses maliennes puisque ceux-ci veulent en majorité (57.1% → 4 personnes) voir les chinois fournir « beaucoup » d'efforts vers une meilleure intégration aux cultures africaines.*

18. Par quels moyens ?

Événements, activités culturelles diverses : **86.1%** (31 personnes)

Plus de familiarité avec les citoyens : **47.2%** (17 personnes)

Apprentissage des langues locales : 30.6% (11 personnes)

Autres : 其

*Notes : Sur cette question, 36 personnes ont répondu et 10 se sont abstenues. On apprend ainsi que 86.1% des répondants, soient 31 personnes, pensent que les chinois devraient passer par l'organisation d'événements et d'activités culturelles pour s'intégrer à la culture locale. 47.2% des répondants pensent que cette intégration devrait passer par plus de familiarité avec les citoyens des villes locales. L'apprentissage de la langue locale semble un aspect moins important pour les répondants chinois, peut être à cause d'un certain sentiment de fierté nationale qui caractérise beaucoup le comportement des chinois à l'étranger (toutefois, ils apprécient beaucoup quand les étrangers apprennent à parler le mandarin). Parallèlement, pour les répondants maliens, le plus important c'est de développer une certaine familiarité avec les citoyens et d'apprendre les langues locales.*

#### Section 4 : Données démographiques

##### 19. Sexe

Homme : 40.5 % → 15 personnes

Femme : **59.5 %** → 22 personnes

*Notes : 37 répondants, 9 absentions.*

##### 20. Quel âge avez-vous ?

Moins de 25 ans : **62.2%** (23 personnes)

25-35 ans : **21.6%** (8 personnes)

35-45 ans : 10.8% (4 personnes)

45-55 ans : 5.4% (2 personnes)

Plus de 55 ans : 0.0%

*Notes : 37 répondants, 9 absentions. D'après les statistiques, c'est donc des personnes relativement jeunes qui ont répondu en majorité. Même si ce sont des étudiants aux MBA, leur jeunesse peut peut-être expliquer leur manque de connaissance en commerce international.*

## 21. Combien d'années d'études avez-vous complété ?

*Moyenne des années d'étude : 16.4 années (des personnes qui ont faites des études supérieures)*

### 1. Quelle est votre activité principale ?

Sans profession : 5.7% (2 personnes)  
 Salarié : **48.6%** (17 personnes)  
 Cadre : 5.7% (2 personnes)  
 Profession libérale : 8.6% (3 personnes)  
 Étudiant : **31.4%** (11 personnes)  
 其它 : 2 personnes

Notes : 35 personnes ont répondu, 11 se sont abstenues. La majorité des répondants sont des salariés (milieu des affaires ?) et des étudiants.

### 2. Votre entreprise est

PME locale : **42.9%** (12 personnes)  
 Multinationale : 17.9% (5 personnes)  
 Entreprise nationale : 39.3% (11 personnes)

*Notes : 28 répondants, 18 abstentions. Certainement en raison du fait que tous les répondants ne sont pas des salariés travaillant au sein d'une entreprise. De façon générale, la majorité des répondants chinois travaillent pour des entreprises locales. Seules 5 personnes travaillent pour des multinationales.*

### 3. Quel pourcentage de ses affaires votre entreprise effectue-t-elle avec l'Afrique ?

0% : **29 %** (9 personnes)  
 1 à 15% : **25.8%** (8 personnes)  
 16 à 30% : 19.4% (6 personnes)  
 31% à 45% : 6.5% (2 personnes)  
 Plus de 45% : 19.4% (6 personnes)

*Notes : 31 répondants, 15 abstentions. Comme on peut voir, la majorité des répondants travaillent pour une entreprise qui ne fait aucune affaire avec l'Afrique. Cependant, 25.8% des répondants affirment que leur entreprise effectue 1 à 15% de ses activités avec l'Afrique, ce qui reste tout de même un pourcentage très faible*

4. Dans quelle industrie votre entreprise évolue-t-elle principalement ?

Commerce, gros et détail : 6.7% (2 personnes)  
 Finance et services : **23.3%** (7 personnes)  
 Fabrication et construction : **33.3%** (10 personnes)  
 Communications, transport et commerce : 16.7% (5 personnes)  
 Industries primaires : 10% (3 personnes)  
 Gouvernement : 10% (3 personnes)

*Notes : 30 répondants, 16 abstentions. La plupart des répondants chinois, soit 33.3% et 23.3% travaillent respectivement pour des entreprises évoluant dans les domaines de la « fabrication et de la construction » et des « finances et services ».*

5. Quel type de produits et/ou services votre entreprise offre-t-elle ?

Biens industriels : **46.7%** (14 personnes)  
 Biens de consommation : 16.7% (5 personnes)  
 Services : **33.3%** (10 personnes)  
 Toutes ces réponses : 3.3% (1 personne)

*Notes : 30 répondants, 16 abstentions (comme pour la question précédente). La plupart des répondants chinois évoluent dans le domaine des biens industriels et des services.*

*Conclusions : Malgré le fait que les répondants de notre échantillon soient des professionnels et des étudiants au MBA, on observe à travers les réponses données dans ce sondage, que ceux-ci possèdent une connaissance et une compréhension relativement moyenne du commerce international. Le sondage laisse transparaître le fait que les chinois ne perçoivent pas avec exactitude la position de leur pays au niveau mondial, à moins que ce ne soit une certaine humilité qui les pousse à donner une place moyenne à la Chine au niveau international. De plus, on observe très clairement une distorsion entre les perceptions chinoises et africaines dans le cadre du questionnaire : du fait de leur proximité au phénomène de présence de la Chine en Afrique, les africains démontrent une meilleure connaissance de l'impact des activités chinoises sur le continent noir. Sur certaines questions ayant spécifiquement trait à l'Afrique, on observe un taux d'abstention élevé de la part des chinois. De même, sur d'autres questions, la plupart des répondants chinois estiment que les ressortissants chinois en Afrique s'intègrent très bien aux cultures locales alors que sur place, le manque d'intégration des chinois constitue l'un des plus grands problèmes décriés par les populations locales.*

*Grace à ce questionnaire, on arrive donc à mesurer l'étendue des connaissances des chinois quant à l'Afrique, à son économie et à l'influence de la Chine sur les pays*

*africains. En somme, cette influence est quelque peu sous-estimée par les répondants chinois.*

#### A.4 Analyse SPSS sur 4 catégories de variables

##### *Fréquences*

Statistiques						
		Sexe des répondants	Age des répondants	Années de scolarité des répondants	Activité principale des répondants	Evolution du commerce sino- africain selon les répondants
N	Valid	37	37	34	35	37
	Missing	9	9	12	11	9
Mean				16.41		
Variance				5.886		
Percentiles	25			16.00		
	50			16.00		
	75			18.00		

##### *Table des Fréquences*

Sexe des répondants					
		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Homme	15	32.6	40.5	40.5
	Femme	22	47.8	59.5	100.0
	Total	37	80.4	100.0	
Missing	No response	9	19.6		
Total		46	100.0		

## Age des répondants

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	1	23	50.0	62.2	62.2
	2	8	17.4	21.6	83.8
	3	4	8.7	10.8	94.6
	4	2	4.3	5.4	100.0
Total		37	80.4	100.0	
Missing	No response	9	19.6		
Total		46	100.0		

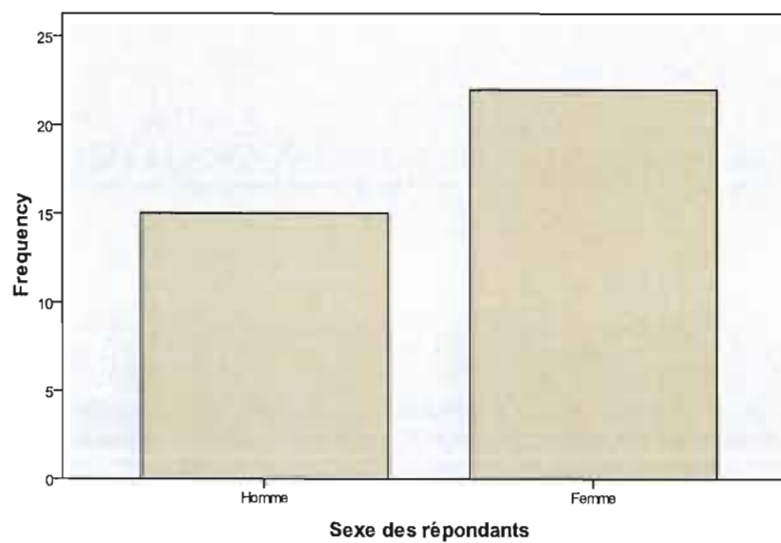
## Années de scolarité des répondants

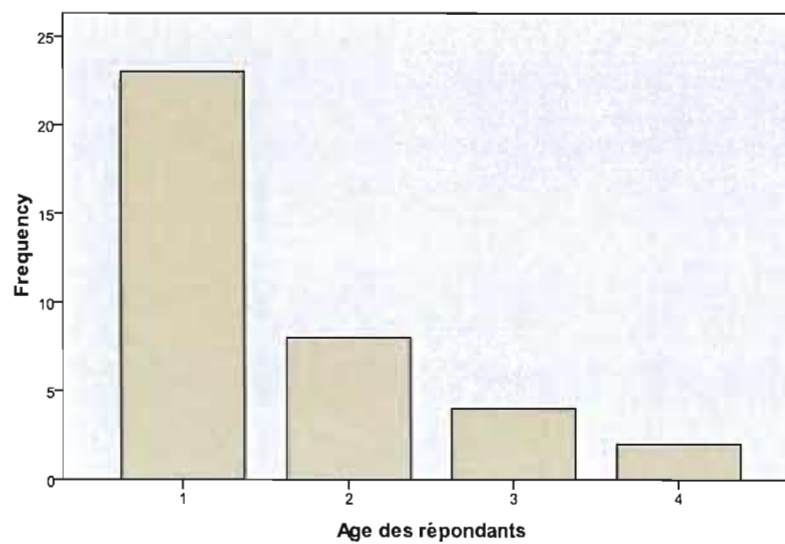
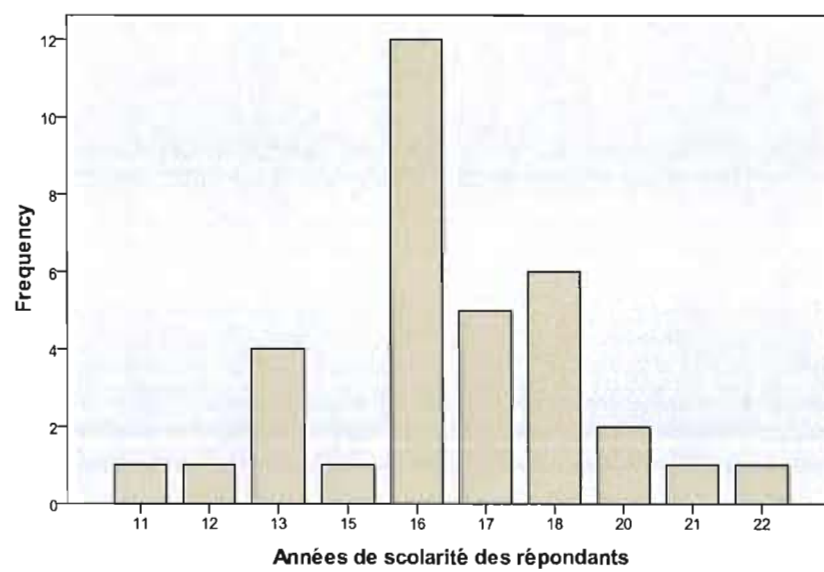
		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	11	1	2.2	2.9	2.9
	12	1	2.2	2.9	5.9
	13	4	8.7	11.8	17.6
	15	1	2.2	2.9	20.6
	16	12	26.1	35.3	55.9
	17	5	10.9	14.7	70.6
	18	6	13.0	17.6	88.2
	20	2	4.3	5.9	94.1
	21	1	2.2	2.9	97.1
	22	1	2.2	2.9	100.0
	Total	34	73.9	100.0	
Missing	No response	12	26.1		
Total		46	100.0		

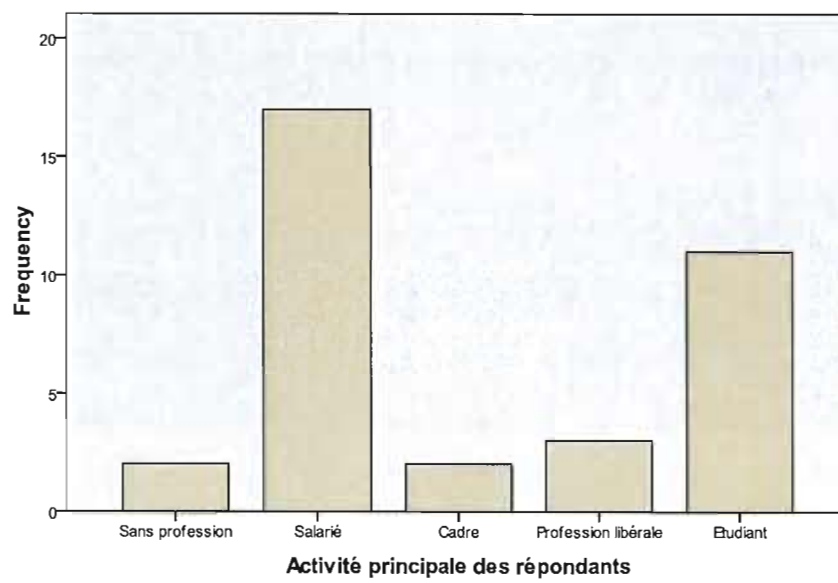


**Activité principale des répondants**

		Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	Sans profession	2	4.3	5.7	5.7
	Salarié	17	37.0	48.6	54.3
	Cadre	2	4.3	5.7	60.0
	Profession libérale	3	6.5	8.6	68.6
	Etudiant	11	23.9	31.4	100.0
	Total	35	76.1	100.0	
Missing	No response	11	23.9		
Total		46	100.0		

**Graphiques en barres****Sexe des répondants**

**Age des répondants****Années de scolarité des répondants**

**Activité principale des répondants**

## LES ENTREVUES

### A.5 Les formulaires de consentement

#### FORMULAIRE DE CONSENTEMENT (sujet majeur)

**« Chine-Afrique : Étude de l'évolution de la coopération sino-africaine entre 1980 et 2008, le cas du Mali et du Sénégal ».**

Responsable du projet : Oumou Niogho Sanogo  
Département, centre ou institut : École des Sciences de la Gestion (ESG) – MBA recherche  
Université du Québec à Montréal

#### BUT GÉNÉRAL DU PROJET

Vous êtes invité à prendre part à ce projet visant à étudier l'évolution des relations sino-africaines sur la période 1980-2008 et à comprendre les tenants et aboutissants de cette coopération pour le Mali et le Sénégal, 2 pays ouest-africains concernés par le phénomène à l'étude. Il vise également à analyser les relations Inter-états ainsi que les contacts interpersonnels résultant de cette présence chinoise sur le continent africain. Ce projet de recherche entend donc apporter une contribution à la recherche de par l'étude de ce phénomène actuel pour une zone bien précise, et ce, afin de pouvoir dégager les tendances futures quant aux relations diplomatiques et économiques qui auront lieu entre Pékin et ses homologues africains.

#### PROCÉDURE

Votre participation consiste à donner une entrevue individuelle au cours de laquelle il vous sera demandé de décrire, entre autres choses, votre connaissance du commerce international, votre vision quant à la place actuelle de la Chine face à la mondialisation des marchés, votre expérience personnelle avec des partenaires chinois ainsi que votre perception en ce qui a trait à l'implantation d'acteurs économique chinois en Afrique, et dans votre pays en particulier. Cette entrevue est enregistrée sur cassette audio avec votre permission et prendra environ 1 heure de votre temps. Le lieu et l'heure de l'entrevue sont à votre discrétion (l'interviewer). La transcription sur support informatique qui en suivra ne permettra pas de vous identifier.

#### AVANTAGES et RISQUES

Votre participation contribuera à l'avancement des connaissances, par une meilleure compréhension de la dynamique inhérente à la coopération sino-africaine et des implications que celle-ci possède pour les 3 pays à l'étude. Il n'y a pas de risque d'inconfort important associé à votre participation à cette rencontre. Vous demeurez toutefois libre de ne pas répondre à une question que vous estimez embarrassante sans avoir à vous justifier. Vous pouvez décider de suspendre ou de mettre fin à l'entrevue si vous estimez que votre bien-être est menacé.

#### CONFIDENTIALITÉ

Il est entendu que les renseignements recueillis lors de l'entrevue sont confidentiels et que seuls les membres de l'équipe de recherche auront accès à votre enregistrement et au contenu de sa transcription. Le matériel de recherche (cassette codée et transcription) ainsi que votre formulaire de consentement seront conservés dans mon bureau, dans un classeur barré et sur un ordinateur sécurisé, auxquels moi seul accès, pour la durée totale du projet. Les cassettes ainsi que les formulaires de consentement seront détruits par le Professeur Prosper Bernard, directeur du mémoire, 2 ans après leur utilisation initiale.

## PARTICIPATION VOLONTAIRE

Votre participation à ce projet est volontaire. Cela signifie que vous acceptez de participer au projet sans aucune contrainte ou pression extérieure et que par ailleurs vous êtes libre de mettre fin à votre participation en tout temps au cours de cette recherche. Dans ce cas et à votre demande les renseignements vous concernant seront détruits. Votre accord à participer implique également que vous acceptez que le chercheur puisse utiliser aux fins de la présente recherche (articles, conférences et communications scientifiques) et à des fins pédagogiques, les renseignements recueillis à la condition qu'aucune information permettant de vous identifier ne soit divulguée publiquement à moins d'un consentement explicite de votre part.

## DES QUESTIONS SUR LE PROJET OU SUR VOS DROITS?

Vous pouvez contacter le chercheur principal au numéro (514) 932-4351 pour des questions additionnelles sur le projet ou sur vos droits en tant que sujet de recherche. Le Comité Institutionnel d'éthique de la recherche avec des êtres humains de l'UQAM a approuvé le projet de recherche auquel vous allez participer. Pour des informations concernant les responsabilités du chercheur au plan de l'éthique de la recherche ou pour formuler une plainte ou des commentaires, vous pouvez contacter le Président du Comité institutionnel d'éthique de la recherche, Joseph Josy Lévy, au numéro (514) 987-3000 # 4483. Il peut être également joint au secrétariat du Comité au numéro (514) 987-3000 # 7753.

## REMERCIEMENTS

Votre collaboration est essentielle pour la réalisation de mon projet et je tiens à vous en remercier. Si vous souhaitez obtenir un résumé écrit des principaux résultats de cette recherche, veuillez ajouter vos coordonnées ci-dessous :

## SIGNATURES :

Je, \_\_\_\_\_ reconnais avoir lu le présent formulaire de consentement et consens volontairement à participer à ce projet de recherche. Je reconnais aussi que l'interviewer a répondu à mes questions de manière satisfaisante et que j'ai disposé suffisamment de temps pour réfléchir à ma décision de participer. Je comprends que ma participation à cette recherche est totalement volontaire et que je peux y mettre fin en tout temps, sans pénalité d'aucune forme, ni justification à donner. Il me suffit d'en informer la responsable du projet.

Signature du sujet :

Date : 18 mars 2009

Nom (lettres moulées) et coordonnées :

Seydou Coulibaly  
Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale

Signature du chercheur responsable ou de son, sa délégué(e) :

Date :

#### PARTICIPATION VOLONTAIRE

Votre participation à ce projet est volontaire. Cela signifie que vous acceptez de participer au projet sans aucune contrainte ou pression extérieure et que par ailleurs vous êtes libre de mettre fin à votre participation en tout temps au cours de cette recherche. Dans ce cas et à votre demande les renseignements vous concernant seront détruits. Votre accord à participer implique également que vous acceptez que le chercheur puisse utiliser aux fins de la présente recherche (articles, conférences et communications scientifiques) et à des fins pédagogiques, les renseignements recueillis à la condition qu'aucune information permettant de vous identifier ne soit divulguée publiquement à moins d'un consentement explicite de votre part.

#### DES QUESTIONS SUR LE PROJET OU SUR VOS DROITS?

Vous pouvez contacter le chercheur principal au numéro (514) 932-4351 pour des questions additionnelles sur le projet ou sur vos droits en tant que sujet de recherche. Le Comité institutionnel d'éthique de la recherche avec des êtres humains de l'UQAM a approuvé le projet de recherche auquel vous allez participer. Pour des informations concernant les responsabilités du chercheur au plan de l'éthique de la recherche ou pour formuler une plainte ou des commentaires, vous pouvez contacter le Président du Comité institutionnel d'éthique de la recherche, Joseph Josy Lévy, au numéro (514) 987-3000 # 4483. Il peut être également joint au secrétariat du Comité au numéro (514) 987-3000 # 7753.

#### REMERCIEMENTS

Votre collaboration est essentielle pour la réalisation de mon projet et je tiens à vous en remercier. Si vous souhaitez obtenir un résumé écrit des principaux résultats de cette recherche, veuillez ajouter vos coordonnées ci-dessous :

#### SIGNATURES :

Je, Dr Modiba Bah Kone, reconnais avoir lu le présent formulaire de consentement et consens volontairement à participer à ce projet de recherche. Je reconnais aussi que l'interviewer a répondu à mes questions de manière satisfaisante et que j'ai disposé suffisamment de temps pour réfléchir à ma décision de participer. Je comprends que ma participation à cette recherche est totalement volontaire et que je peux y mettre fin en tout temps, sans pénalité d'aucune forme, ni justification à donner. Il me suffit d'en informer la responsable du projet.

Signature du sujet :



Date : 19/03/2009

Nom (lettres moulées) et coordonnées :

Dr Kone

Signature du chercheur responsable ou de son, sa délégué(e) :

Date :

# PARTICIPATION VOLONTAIRE

Votre participation à ce projet est volontaire. Cela signifie que vous acceptez de participer au projet sans aucune contrainte ou pression extérieure et que par ailleurs vous êtes libre de mettre fin à votre participation en tout temps au cours de cette recherche. Dans ce cas et à votre demande les renseignements vous concernant seront détruits. Votre accord à participer implique également que vous acceptez que le chercheur puisse utiliser aux fins de la présente recherche (articles, conférences et communications scientifiques) et à des fins pédagogiques, les renseignements recueillis à la condition qu'aucune information permettant de vous identifier ne soit divulguée publiquement à moins d'un consentement explicite de votre part.

## DES QUESTIONS SUR LE PROJET OU SUR VOS DROITS?

Vous pouvez contacter le chercheur principal au numéro (514) 932-4351 pour des questions additionnelles sur le projet ou sur vos droits en tant que sujet de recherche. Le Comité institutionnel d'éthique de la recherche avec des êtres humains de l'UQAM a approuvé le projet de recherche auquel vous allez participer. Pour des informations concernant les responsabilités du chercheur au plan de l'éthique de la recherche ou pour formuler une plainte ou des commentaires, vous pouvez contacter le Président du Comité institutionnel d'éthique de la recherche, Joseph Josy Lévy, au numéro (514) 987-3000 # 4483. Il peut être également joint au secrétariat du Comité au numéro (514) 987-3000 # 7753.

## REMERCIEMENTS

Votre collaboration est essentielle pour la réalisation de mon projet et je tiens à vous en remercier. Si vous souhaitez obtenir un résumé écrit des principaux résultats de cette recherche, veuillez ajouter vos coordonnées ci-dessous :

## SIGNATURES :

Je, ISSA N'DIAYE reconnais avoir lu le présent formulaire de consentement et consens volontairement à participer à ce projet de recherche. Je reconnais aussi que l'interviewer a répondu à mes questions de manière satisfaisante et que j'ai disposé suffisamment de temps pour réfléchir à ma décision de participer. Je comprends que ma participation à cette recherche est totalement volontaire et que je peux y mettre fin en tout temps, sans pénalité d'aucune forme, ni justification à donner. Il me suffit d'en informer la responsable du projet.

Signature du sujet :



Date : 24/03/09

Nom (lettres moulées) et coordonnées :

ISSA N'DIAYE FLASH Université de Bamako Mali

Signature du chercheur responsable ou de son, sa délégué(e) :

Date :

## A.6 Les interviews

### Interview 1 : Monsieur Seydou Coulibaly

Q.1 : Bonjour Mr Coulibaly, pourriez-vous vous présenter brièvement et nous parler de votre parcours académique et professionnel ?

*S.C : Je suis Seydou Coulibaly, chef de département de la coopération bilatérale au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération internationale. Je suis diplômé de l'Ecole Nationale d'Administration du Mali, avec une spécialisation en Sciences Juridiques. J'ai intégré la fonction publique en 2002 en tant que conseiller aux affaires étrangères. En débutant, j'étais chargé des dossiers au niveau de la division culturelle et là depuis mai 2008, je suis chef de département coopération bilatérale au niveau du Ministère.*

Q.2 : En quoi consiste cette dernière fonction ? Quels sont les objectifs que vous visez ?

*S.C : Mes fonctions actuelles consistent avant tout en un rôle de coordination. Comme le titre du poste le suggère, le chef de la coopération bilatérale s'occupe de coordonner les activités de coopération avec tous les pays pris individuellement avec lesquels le Mali a signé un accord de coopération, notamment Mali-Chine, Mali-France, Mali-Côte d'Ivoire, Mali-Burkina, Mali-Canada, etc.*

Q.3 : Donc dans le cadre de vos fonctions, vous ne vous occupez pas uniquement du cas de la coopération sino-malienne, vous chapeautez les relations entre le Mali et plusieurs autres pays ?

*S.C : Personnellement, je m'occupe de la Chine, de l'Iran, de l'Inde mais en tant que coordinateur je pourrais dire que je m'occupe de tous les pays parce que mes autres collaborateurs (que je supervise) sont en charge d'autres pays comme le Japon, le Burkina, la France ou encore l'Angleterre. Et comme je suis le Chef, je suis obligé de coordonner. Donc on pourrait dire en partie que principalement je m'occupe de la Chine mais que subsidiairement je m'occupe de beaucoup d'autres pays.*

Q.4 : Vous qui êtes au cœur de la coopération sino-malienne, dans le cadre de votre profession, que pensez vous de la croissance et de la montée chinoise dans l'économie mondiale ?



*S.C : Je pense que c'est depuis l'arrivée au pouvoir du 1<sup>er</sup> ministre chinois Deng Xiaoping, qui a prôné l'ouverture de la Chine envers le monde et je crois que les chinois n'ont fait que suivre cette voie depuis les années 78. Mao étant le père de la nation chinoise, Deng Xiaoping est devenu le père de l'économie et du progrès chinois et je pense effectivement qu'il est indéniable aujourd'hui, de reconnaître que la Chine sur le plan mondial, le commerce et l'économie internationale une place très très importante. Une place qui ne cesse d'augmenter au jour le jour parce que la Chine essaie de satisfaire au maximum les besoins des pays africains et de tous les pays émergents.*

Q.5 : Oui, il est certain que la Chine entretient des relations très étroites avec le continent africain et à votre avis quelles sont les implications de ce phénomène pour les pays occidentaux ?

*S.C : Pour les pays occidentaux, c'est peut être une certaine jalousie parce que concernant le cas les pays africains, ce sont des bastions, des anciennes colonies qui sont entrain de leur échapper autant sur le plan économique, que sur le plan politique à long terme. La Chine arrive à faire avec les pays africains tout ce que les occidentaux n'ont pas réussi à faire jusqu'à présent avec ceux-ci, notamment en accordant des prêts à des conditions extrêmement avantageuses, qui répondent aux besoins des pays africains pour leur développement*

Q.6 : Justement, pour les pays africains qui assistent à l'arrivée et à l'installation massive des chinois sur leur territoire, quelles sont les implications économiques, politiques et sociales de cette coopération bilatérale ?

*S.C : Les implications c'est que ces pays arrivent peut être à accéder aux infrastructures de base dont ils ont besoin pour leur développement, des choses qui n'étaient pas faisables ou faciles à obtenir avec les bailleurs de fonds classiques. La Chine, avec sa politique d'octroi de prêts à des conditions avantageuses, des prêts préférentiels qu'elle accorde sans se soucier de la situation politique du pays...*

*Sur le plan social, avec le développement des infrastructures de base, ça fait des grands chantiers, des marchés et donc des emplois mais de l'autre côté, il y a le revers de la médaille avec l'affluence des chinois dans des secteurs préalablement occupés par les locaux, notamment les petits commerces et la vente de petits articles parce qu'auparavant, c'était les africains qui portaient en Chine pour ramener ces marchandises mais maintenant ce sont les boutiques chinoises qui sont installées de part et d'autres des marchés africains. Donc vous voyez un peu ce que cela fait, cela crée une certaine grogne sociale comme on a pu le constater au Sénégal où ils pensent vraiment que les chinois sont entrain d'empiéter sur leurs attributions.*

Q.7 : Effectivement, ici lorsqu'on se promène au Mali, on remarque que le marché est réellement inondé par les produits chinois de toutes sortes, comment pourrait évoluer ce phénomène dans le pays, à l'instar du Sénégal par exemple et de la réaction publique que cela a suscité ?

*S.C : Au Mali comme au Sénégal, certains sont irrités par le rapport qualité/prix des produits chinois mais si l'on prend l'exemple des motos chinoises, on voit qu'en comparaison aux motos japonaises, cela va du simple au « quintuple » en termes de prix ! Pour une moto japonaise qui est vendue 1.200.000 FCFA, on trouve toujours une moto chinoise à 300.000 ou 375.000 FCFA. Voyez-vous cela profite à une population ayant un pouvoir d'achat moyen. Donc, c'est un peu compliqué de ne voir que les aspects négatifs mais du point de vue de la qualité, certains se plaignent en disant que les motos chinoises sont des « motos à usage unique » (rires). Pourvu que nous puissions y trouver notre compte car pour le moment cela règle un problème crucial qui est là, qui se pose et on essaie de gérer en attendant d'avoir les moyens de s'acheter un produit de meilleure qualité.*

Q.8 : Cette présence à divers niveaux de l'économie malienne fait de la Chine l'un des principaux partenaires commerciaux du Mali, pourquoi pensez-vous que Pékin s'est tellement intéressé à notre pays au fil des années ? Pourquoi n'a-t-elle pas choisi de s'implanter autant dans d'autres pays de la sous-région comme le Burkina ou encore la Côte d'Ivoire par exemple ?

*S.C : Le Burkina par exemple n'a pas de relations avec la Chine parce que celui-ci est avec Taiwan. Le Mali est toujours stable dans sa politique vis-à-vis de la Chine. Le Mali a toujours prôné son attachement à une République populaire de Chine unie et indivisible et soutient la Chine dans sa politique d'unité nationale. Vous savez dans le problème taïwanais, nous avons toujours affirmé notre attachement indéfectible à une RPC unie. En plus, le Mali entretient de bonnes relations politiques avec la Chine, en témoigne des visites de haut niveau organisées çà et là depuis Modibo Keita. Vous n'êtes pas sans savoir que les 12 et 13 février derniers, le président de la RPC Hu Jin Tao, a effectué une visite d'État au Mali et c'est cette visite a été l'occasion pour les 2 pays de nouer des liens de coopération plus étroits et de signer des accords.*

Q.9 : Donc en termes de coopération, quels sont les principaux besoins auxquels les chinois répondent ici au Mali ? Quelles niches d'activité occupent-ils ?

*S.C : Pour le moment, ils sont dans le BTP, dans la réalisation d'infrastructures surtout mais vous savez, comme je l'ai dit avant, ils sont aussi dans le petit commerce - c'est-à-dire la vente de chaussures, d'habits, de pièces détachées - et même dans la petite restauration. Cette dernière activité de*

*petite restauration n'est d'ailleurs pas vu d'un bon œil par certains qui pensent que derrière ces restaurants se cachent des activités illicites.*

*En tout cas, généralement ils sont surtout dans la réalisation de grands travaux tels que les routes, les ponts, les hôpitaux. Il y a d'ailleurs beaucoup d'entreprises chinoises ici qui se spécialisent dans la construction, c'est par exemple les sociétés chinoises Guedjoba, Covec ou encore Xilu. Vous savez, au Mali, toutes les premières unités industrielles sont des réalisations de la Chine, j'entends par là l'UMPP, la Comatex et aujourd'hui, la SOCALA avec le projet de 3<sup>ième</sup> sucrerie. Voilà un peu les secteurs dans lesquels les chinois sont les plus présents.*

Q.10 : Que pensez-vous du fait que les chinois ramènent systématiquement leur propre main d'œuvre pour travailler sur leurs projets (dans la construction, l'enseignement, la médecine, etc.) au lieu de former la population locale à ces tâches ?

*S.C : Là j'avoue franchement qu'il est compliqué de vouloir former la main d'œuvre locale. Je ne pense pas que les chinois veuillent forcément importer leur main d'œuvre. Dans l'enseignement par exemple, un domaine très réglementé, en fonction de la taille de l'institut et des besoins de celui-ci, les chinois vont s'ajuster. Il ne s'agit pas non plus de ramener 100 coopérants chinois pour enseigner car le marché ne l'exige pas et si le marché ne l'exige pas, je ne vois pas la nécessité de ramener tout cet effectif. Mais dans le passé, on a eu à avoir des professeurs chinois ici dans des lycées tels que Sikasso, Markala et autres venus enseigner le chinois. Avec le recul, cela s'est estompé mais avec la création de l'Institut Confucius pour la promotion de la langue et de la culture chinoise, tout sera réglementé et je pense que les autorités vont veiller à cela. Tout cela rentre dans le cadre des échanges culturels, scientifiques et techniques qu'on a avec pratiquement tous les pays.*

Q.11 : Comment pensez-vous que le financement chinois dans le BTP et dans les différents domaines que Pékin couvre au Mali va évoluer dans l'avenir ?

*S.C : (Rires) Cela me demanderait de me projeter dans l'avenir, de me prononcer sur le futur de la coopération avec la Chine. Toutefois, je pense que tant que la coopération politique est au beau fixe, la coopération économique le sera aussi, d'autant plus que je ne vois pas de raisons qui puissent constituer un obstacle à cette coopération. Jusqu'à présent nous avons besoin de réaliser les infrastructures nécessaires à notre développement et je crois que tant que notre attachement à une RPC unie et indivisible sera réaffirmé et réitéré, il n'y aura pas de problème, on continuera à bénéficier de l'aide chinoise. Je ne vois pas de raison pour que ça ne se poursuive pas, peut être que je peux me permettre de dire que ça ira même crescendo.*

Q.12 : Et donc il y a plusieurs projets en préparation actuellement ?

*S.C : Oui, nous avons plusieurs projets, le projet-phare étant celui de la construction du 3<sup>ième</sup> pont de Bamako. Il y a également l'hôpital moderne à Yirimadjo, de 150 lits qui va être construit par les chinois. Ce sont vraiment les 2 projets majeurs qui seront réalisés dans les 2-3 ans à venir. L'inauguration du pont est prévue pour 2010, pour coïncider avec le cinquantenaire de l'anniversaire de notre accession à l'indépendance.*

Q.13 : Sans vouloir se projeter trop loin dans l'avenir, mais à la lumière de tout ce que les chinois ont accompli jusqu'à présent, que pensez-vous de l'effet de la coopération sino-malienne sur l'économie et le développement du pays à moyen terme ?

*S.C : Cela ne peut avoir qu'un impact positif sur l'économie du pays. Prenons l'exemple de l'hôpital de Yirimadjo : vous savez que dans le pays, nous n'avons que 2 à 3 grands hôpitaux, notamment l'hôpital de Kati, l'hôpital Gabriel Touré et l'hôpital du Point G, tous sur l'autre rive du fleuve. Une personne qui est à Banakanbougou et qui a besoin de subir une intervention très sérieuse, on ne pourra plus l'amener dans un centre de référence, il faut qu'on le transporte dans l'un des 3 hôpitaux précédents, le patient a tout le temps de mourir avant d'accéder aux soins en raisons de l'éloignement de ces infrastructures de santé. Avec la construction de l'hôpital de Yirimadjo, cette même personne peut gagner 5 min de plus au lieu de vouloir se rendre de l'autre côté du fleuve aux heures de pointes pour recevoir les premiers soins. L'impact ne pourra être que positif et à la longue la présence chinoise pourra même générer des emplois.*

*Si je considère seulement le cas de la 3<sup>ième</sup> sucrerie, cela va créer des milliers d'emplois permanents et saisonniers car ca va entraîner le développement d'autres activités connexes génératrices de revenus pour les populations, l'amélioration de leurs conditions de vie, etc. Vraiment, à mon humble avis, je pense que ca ne peut être que positif pour nos populations.*

Q.14 : Si on s'éloigne un peu du domaine purement économique, sur le plan culturel, pensez-vous que les chinois présents au Mali s'intègrent bien à la population locale, en termes d'interactions avec les maliens par exemple ?

*S.C : À ma connaissance, je n'ai pas eu vent de heurts majeurs entre les 2 communautés, à part des cas que l'on pourrait qualifier de criminels et là ca ne concerne pas une seule catégorie de population, c'est peut être le hasard des faits qui a voulu qu'à un moment donné on s'attaque à un ressortissant*

*chinois. C'est peut être du à l'appât du gain. Sinon, je pense que les chinois s'adaptent, ils essaient même de parler la langue. Je crois même qu'ils apprennent la langue avant de venir donc ils s'intègrent parfaitement au milieu. Bon, à ma connaissance, je n'ai pas eu vent de conflits ou de soulèvement pour le moment contre la colonie chinoise qui n'est estimée qu'à 800 ou 1000 ressortissants.*

Q.15 : Du côté malien, comment pensez-vous que la population perçoive la culture chinoise vu que les opinions restent quand même mitigées quant à leur présence dans le pays ?

*S.C : Je crois que jusqu'à preuve du contraire, la Chine avait toujours constitué un mythe pour les uns et les autres parce que quand on voit le progrès qu'ils ont réalisé en si peu de temps, on se dit en pensant « Chinois » que c'est vraiment un peuple travailleur, un peuple courageux, un « petit » peuple qui voit les choses en grand. Les académiciens pensent que la Chine c'est l'avenir et c'est pour cela que tous veulent apprendre le mandarin, voire même étudier en Chine. Toutefois, le commun des maliens ne connaît pas trop bien la culture chinoise, on les connaît seulement à travers les films de karaté de Jacky Chan et autres, les frasques et les exploits de Jacky Chan. Je pense que pour la plupart des maliens, c'est surtout comme cela.*

Q.16 : Enfin, est ce que la réussite chinoise et le modèle de développement qu'elle a mise en œuvre peuvent inspirer le Mali à aller de l'avant ?

*S.C : Deng Xiaoping lui-même a dit que « peu importe que le chat soit noir ou blanc, l'essentiel c'est qu'il attrape les souris ». Donc on peut fortement s'inspirer de cette expérience chinoise pour peu qu'on s'en donne les moyens parce la réussite chinoise c'est avant tout l'expérimentation de plusieurs politiques de développement allant du Marxisme et du Léninisme au capitalisme actuel. C'est un peu un savant dosage de toutes ces politiques et si le Mali réussit à s'approprier cette logique, on ne pourra avoir mieux. En si peu de temps, ils sont arrivés à réaliser des exploits, c'est donc un exemple.*

*Toutefois, pour s'inspirer de la Chine, le minimum c'est d'avoir de la discipline car c'est un peuple discipliné. Ils ont réussi à s'autodiscipliner et je crois que c'est grâce à cela qu'ils ont pu arriver à un tel niveau de croissance, grâce à la discipline, au courage, à la volonté, à la persévérance et à la croyance en ce que l'on fait. Je pense qu'avec la réunion de ces éléments, il ne devrait pas y avoir de problème car effectivement je ne considère pas que le modèle chinois soit un modèle savant mais que c'est à force de volonté qu'ils en sont arrivés là. Ils l'ont voulu, ils l'ont fait, pourquoi pas nous ? (conclusion avenir)*

Q.17 : Si l'on extrapole un peu, est-ce des pays émergents comme la Turquie et l'Inde qui arrivent eux-aussi en Afrique, pourraient représenter à long terme des menaces pour la suprématie chinoise au Mali ?

*S.C : Il est difficile d'y répondre car il y a beaucoup d'éléments à considérer. En effet, il y a d'abord le lien historique entre la Chine et le Mali, un ciment qui unit les 2 pays de façon vraiment très particulière. La Turquie c'est pour le moment un peuple qui nous est pratiquement étranger et l'Inde commence un peu à venir au Mali, et en Afrique, notamment avec le forum Inde-Afrique. Peut-être, le temps aidant, l'Inde entrera-t-elle dans une coopération bilatérale avec le Mali mais pour le moment on ne peut rien dire. Il ne faut pas oublier le facteur historique qui est là et vu tout le chemin que l'on a parcouru avec la Chine, ce n'est pas en si peu de temps que l'on peut rattraper et dépasser la Chine, ce n'est pas facile. La Chine ne se laissera pas faire et ce n'est pas parce que c'est un colonisateur, mais la Chine croit en ce qu'elle fait, il y a un sentiment de confiance mutuelle, de paix et de considération qui s'est installée entre nos 2 peuples depuis 1963. Ce n'est donc pas en 10 ans ou en 20 ans que l'on pourra battre ce record.*

*Pour la Turquie et l'Inde, il y a encore du chemin à faire, je ne suis pas catégorique mais pour y parvenir il faudra réellement un surpassement, un effort extraordinaire de la part de ces 2 pays pour qu'ils puissent damer le pion à la Chine. Accorder les mêmes facilités, sinon plus de facilités, que la Chine accorde n'est pas chose facile car vous n'êtes pas sans savoir que l'Inde est aussi un pays émergent et le temps qu'elle finisse avec sa construction nationale, qu'elle sorte, qu'elle vienne au Mali et qu'elle batte les chinois, c'est compliqué et ça demande de faire du chemin.*

Q.18 : En tout cas, j'ai été surprise de voir à quel point les rapports entre la Chine et le Mali sont fraternels et bénéficie de propos rassembleurs de part et d'autre, on a vraiment le sentiment que cela va au-delà de la simple coopération économique et politique !

*S.C : Absolument ! Si vous avez bien suivi la visite du président chinois au Mali, il a été émerveillé par cette phrase de notre président à l'occasion du tremblement de terre survenu vers le mois de mai 2008 dans la province du Szechuan où le président ATT a déclaré en remplissant le livre de condoléances ouvert à l'ambassade de Chine. Il a dit « Nous avons partagé des moments de gloire, nous allons partager des moments de souffrance ». Le président chinois en a été tellement touché qu'il ne s'est pas privé de le répéter. Je crois que ce sont des liens vraiment forts qui existent là.*

## **Interview 2 : Monsieur Modibo Bah Koné**

Q.1 : Bonjour Mr Koné, pourriez-vous vous présenter brièvement et nous parler de votre parcours académique et professionnel ?

*M.K : Je suis Modibo Bah Koné, diplômé de l'École Normale Supérieure du Mali en psychopédagogie. Entre 1982 et 2009, j'ai fait un DEA en éducation à l'ISFRA (Mali) puis un PHD en Chine dans le domaine des Sciences de l'Éducation. Je suis revenue de Chine en 2003. Au Mali, durant cette période, j'ai surtout travaillé dans l'enseignement : je me suis tout d'abord occupé de l'administration de l'éducation au sein du ministère de l'éducation et par la suite j'ai été conseiller technique du ministre en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche. Présentement, je suis professeur d'enseignement comparé et de philosophie de l'éducation à la FLASH.*

Q.2 : Quels sont les objectifs que vous visez dans le cadre de vos fonctions au département des Sciences Sociales de la FLASH ?

*M.K : Mes objectifs sont de fournir une formation adaptée et spécialisée à mes étudiants, en plus de les préparer aux réalités du marché de l'emploi. Selon moi, au terme de leur cursus, il faut qu'ils soient aptes à faire de la recherche et à travailler dans le social, dans les ONG installées sur place. Ils doivent pouvoir produire des documents fiables sur leur société et devenir des enseignants efficaces.*

Q.3 : Vous avez effectué votre doctorat en Chine, quels sont les enseignements que vous reprenez de ce séjour quant au mode de vie des chinois et à leur façon d'envisager les relations humaines ?

*M.K : Les chinois ne connaissent pas bien les africains. Du point de vue des contacts avec l'extérieur, les chinois quittent très rarement le territoire national. En général, ils viennent juste pour travailler en Afrique et sont très curieux de la façon de vivre des africains. En Chine, les africains ont quant à eux beaucoup de mal à s'adapter car il faut déjà passer 1 an à apprendre le mandarin. Dès qu'un étranger parle chinois toutefois et qu'il apprécie la gastronomie locale par exemple, il est accepté plus facilement au sein de la communauté. Les chinois ne sont pas racistes même s'ils peuvent être chauvins, ils sont juste très ignorants en ce qui a trait à l'Afrique et confondent parfois même le Mali avec la Somalie.*

Q.3 : Vous qui êtes un ancien de la Chine, que pensez-vous de la montée en puissance de la Chine au niveau mondial ?

*M.K : Je pense que les chinois ont observé leur environnement et qu'ils ont tiré des enseignements positifs de l'éclatement de l'ex-URSS et du Japon. L'ère Meiji du Japon qui a commencé vers 1860 a montré aux chinois que pour devenir fort, il est nécessaire de faire les bons choix et de s'ouvrir à l'occident. Historiquement parlant, la Chine dominait le Japon. Puis, un siècle plus tard, le Japon envahissait la Chine. À ce moment là, les chinois se sont posés des questions et compris que l'ouverture à l'extérieur devenait indispensable. En somme, la Chine a retenu 2 leçons essentielles de son expérience avec l'envahisseur : grâce au génie de Deng Xiaoping, la Chine a adopté une politique d'ouverture tout en conservant l'autoritarisme étatique et politique conforme au passé Confucéen puis grâce à la présence des valeurs Confucéennes, la Chine a continué de prôner le respect de l'État, de la société ainsi que l'importance stratégique de l'enseignement supérieur et de la recherche.*

Q.4 : Quelles sont les implications de ce phénomène pour les pays occidentaux ? Pour les pays africains ?

*M.K : L'occident va devoir redessiner une nouvelle géopolitique en fonction de l'émergence d'un nouveau « grand ». Contrairement à la domination occidentale qui implique une pensée unilatérale, l'émergence de la Chine a le potentiel de rassembler les autres pays du tiers-monde. L'occident va donc devoir réviser sa stratégie et faire face à une nouvelle guerre froide commerciale. De leur côté, les africains vont également pouvoir chercher leur voie car avec l'occident « colonisateur » qui continue à insuffler ses points de vue sur le continent, l'Afrique n'a pas vraiment les moyens de réaliser ses propres choix. Désormais, la Chine a compris qu'elle donne la possibilité aux pays africains de prendre des décisions correspondant à leurs intérêts en plus d'exploiter leurs positions stratégiques. Il est clair que sans l'Afrique, l'occident ne serait pas la puissance que nous connaissons.*

Q.5 : La Chine est aujourd'hui l'un des plus grands partenaires commerciaux du Mali, pourquoi pensez-vous que la Chine s'intéresse autant à notre pays ?

*M.K : Historiquement, le Mali était l'un des camarades idéologiques de la Chine. Modibo Keita avait en effet un gouvernement socialiste dans les années 1960 qui suivaient entre autre les enseignements de Mao. Lors de leurs premières visites en Afrique, les chinois avaient d'ailleurs tendance à nouer des relations avec les pays dits « rouges » à l'époque, tels que la Tanzanie, le Ghana ou encore la Guinée. Ces pays socialistes constituaient des alliés pour*



*la Chine car ceux-ci souhaitaient se détourner complètement de l'Occident, la puissance titulaire d'alors.*

Q.6 : La Chine est aujourd'hui l'un des plus grands partenaires commerciaux du Mali, pourquoi pensez-vous que la Chine s'intéresse autant à notre pays ?

*M.K : Un pays comme le Mali bénéficie d'une position stratégique au sein de la sous-région. Le Mali est donc un pays central du point de vue de son histoire, de la mobilité de ces citoyens et de la stabilité politique qu'il y règne. Le Mali était déjà une grande nation, et ce bien avant les indépendances. En fait, qui a le Mali maîtrise la sous-région et cela, les chinois l'ont bien compris. Les autres pays de la sous-région n'ont pas une telle influence politique et idéologique. La France avait elle aussi compris la place centrale du Mali et voulait à tout prix s'assurer de prendre le contrôle total du pays. Le Mali s'apparente en effet à un laboratoire, car si quelque chose y fonctionne, on peut être sûr que cela va marcher partout. De plus, les maliens ont toujours été de très grands commerçants, à l'image des ethnies « Dioula » et « Sarakolé » qui pratiquaient depuis plusieurs siècles déjà le commerce des colas et des cauris et qui sont aujourd'hui présents à travers le monde. Vu que les chinois ont aussi besoin de pétrole et de ressources énergétiques pour développer leur pays, il est indispensable pour eux de s'établir dans des pays centraux. Plus que le Sénégal, le Mali a constitué un candidat idéal pour cela car la France y a été beaucoup moins influente.*

Q.7 : En tant que président du C.C.R.C.A, pourquoi avez-vous décidé de créer un tel groupe de recherche et quels sont les objectifs que vous visez ?

*M.K : J'ai naturellement toujours été très intéressé par l'enseignement et l'histoire de la Chine. Avant mes études en Chine, j'avais déjà été encadré par des professeurs soviétiques et cubains qui venaient aider le Mali, et je rencontrais très souvent des médecins chinois qui venaient travailler à Bamako. Ce sont des expériences qui m'ont marqué. Je visionnais aussi des longs métrages sur la guerre de libération de la Chine contre le Japon et l'Occident, des films qui parlaient entre autres du Livre Rouge et de l'insigne de Mao. Plus tard, lors de mes études en Chine, j'ai très vite réalisé que ce que l'on dit de la Chine est très différent de ce que la Chine a réellement fait. À la vue des grandes réalisations faites par les chinois, du défilé des commerçants et du progrès économique et technologique qu'ils ont accompli, j'ai compris que la réalité chinoise était tout à fait différente de ce que l'occident en disait.*

*À mon retour au Mali, en tant que chercheur, j'ai voulu capitaliser le potentiel de savoir que j'avais acquis pour le mettre au service de l'université. Je pense qu'au Mali, nous ne sommes pas très conscients des bénéfices qu'apporterait*

*une coopération interuniversitaire avec les chinois alors que nous pourrions gagner en expérience en entretenant de tels contacts avec la Chine. Au Mali, nous n'innovons pas en matière d'enseignement supérieur tandis qu'en Chine, toutes les grandes universités possèdent un centre d'Etudes Africaines. C'est pour cela que j'ai jugé nécessaire de mettre en œuvre la création du CCRCa. Il était important de créer un organe qui allait mener des recherches sur l'Asie mais aussi protéger les intérêts nationaux contre les intérêts chinois. Les chinois ne sont pas conscients que certaines de leurs activités vont à l'encontre de la culture du pays et il est important de dialoguer et de le leur expliquer. En tant que chercheur, je connais bien la Chine et les locomotives de leur développement. Mon rôle est donc de faire comprendre aux maliens les rouages de la croissance chinoise car au Mali, dans certains milieux, nous avons encore une mauvaise compréhension du phénomène. Le groupe offre aussi la possibilité d'inviter des chercheurs étrangers à prendre aux recherches et aux débats.*

Q.8 : Quel effet ou contribution pensez-vous que ce groupe aura sur la coopération Chine-Mali ?

*M.K : Le groupe peut constituer une structure qui servira par exemple à guider les chinois installés au Mali. S'ils souhaitent initier un projet de développement au Mali ou encore se procurer des études de marchés sur tel ou tel projet, le CCRCa pourra les appuyer dans ce sens. Les chinois peuvent également se lier aux maliens à travers des conférences-débats.*

Q.9 : Dans l'avenir, comment pensez-vous que le financement par les chinois d'activités à caractère culturel et éducatif va évoluer ?

*M.K : Ce n'est pas évident que cela va se poursuivre comme il faudrait car les chinois ne sont pas très conscients des implications du rang de grande puissance qu'ils occupent. Ils risquent de se dire à long terme que le financement de tels projets n'est pas rentable pour eux. D'ailleurs, pour accroître leur influence à ce niveau, ils auraient pu faire comme les américains et acheter un nouveau terrain pour la construction du Cercle Confucius au lieu d'établir les locaux au Lycée Askia de Bamako. La Chine n'a pas encore cette vision la toutefois. Pour le cercle, l'idée était de créer un centre qui nous permettrait d'échanger avec les grands chercheurs et sinologues de la région, en plus d'organiser des forums sur la Chine et des séances de « brainstorming » sur le sujet. Pour intéresser plus avant les chinois à la chose, nous avons décidé d'inclure Confucius dans le sigle du Cercle car c'est un aspect crucial de leurs croyances. Pour l'instant, les chinois ne comprennent que très timidement qu'il faut être culturellement présent dans les pays partenaires pour faire évoluer la coopération.*

*Malheureusement, les chinois s'intéressent beaucoup trop aux dirigeants, et très peu aux citoyens du pays.*

Q.10 : Comme dans la construction, les chinois pensent apporter leurs propres enseignants pour donner des cours de mandarin au Mali, que pensez-vous de ce phénomène ?

*M.K : Ils ont suffisamment de main-d'œuvre donc le fait d'apporter leurs effectifs leur fait du tourisme en plus de leur coûter moins cher. Quand ils viennent travailler au Mali par exemple, ils goutent aux plaisirs du pays. Certains, comme par exemple le président de l'Amicale de Chine, restent en partie parce qu'ici les lois sont particulièrement étanches et qu'ils ont plus de facilité à mener leurs affaires. Toutefois, même s'ils s'installent dans le pays, les chinois ont toujours tendance à se méfier des réalités du pays.*

Q.11 : Justement, sur le plan culturel comment les maliens perçoivent-ils les chinois selon vous ?

*M.K : Les maliens ne cherchent pas trop à approfondir leur connaissance de la culture chinoise. Les maliens aiment avant tout copier les chinois pour le développement mais aussi pour les arts martiaux et tout ce qu'ils voient dans les films à la télévision. Ils sont surtout épatés par le courage et l'ardeur au travail des chinois et se demandent comment être comme eux à ce niveau. Pour le reste, les maliens savent qu'ils ont leur propre traditions et ne sont pas complexés par la culture de qui que ce soit.*

Q.12 : A la lumière des actions chinoise observées, que pensez-vous de l'effet de la coopération sino-malienne sur l'économie et le développement à long terme du pays ?

*M.K : Avec la présence chinoise au Mali, beaucoup de biens de consommation ont fait leur entrée au Mali et sont devenus accessibles au consommateur moyen. Sans les chinois, il n'y aurait pas de motos Jakarta à 400000 FCFA. Le malien moyen ne se préoccupe pas vraiment de la qualité des produits et ne se rend pas toujours compte que les biens provenant de la Chine ne sont pas systématiquement bons. En fait, les gens préfèrent manger du n'importe quoi que de ne rien manger du tout. D'ailleurs, les produits chinois envahissent le marché : à cause du thé qu'ils importent dans le pays, l'usine de thé situé à Sikasso a même fermé. Mais réellement, qu'est ce qui nous prouve que le thé chinois n'est pas périmé ? Les commerces chinois amènent aussi une forte augmentation de la contrefaçon dans les médicaments notamment. Sur ce plan là, la présence chinoise peut avoir des effets négatifs mais pour l'instant, nous*

*ne pouvons rien faire car nous ne possédons pas encore les moyens de contrôler notre propre consommation.*

Q.15 : Comment pensez-vous que cette coopération va croître dans l'avenir ?

*M.K : Je pense que la coopération entre nos deux pays va s'accroître. Toutefois, contrairement à l'Occident, les chinois n'ont pas encore compris que pour faire pencher la balance de leur côté, il faut contrôler les élites du pays. L'Occident continue avec ce jeu de contrôle des élites et la Chine poursuit encore sa politique de non ingérence dans la politique intérieure des pays africains. Pour la Chine, il faut avant tout pratiquer la philosophie « Heu Ping », soit prôner la paix et l'harmonie, ne pas empiéter sur les affaires du pays et ne pas entrer dans une logique de pure machiavélisme. Sur le plan du contrôle des ressources, la Chine doit se mettre au niveau des occidentaux. A mon avis toutefois, les chinois vont longtemps rester dans cette dynamique et ne pas assumer pleinement le rôle de grande puissance mondiale. De par leur histoire, marquée par un certain repli sur soi, les chinois sont limités dans ce sens, contrairement aux français qui pratiquent volontiers l'impérialisme.*

*Pour que la coopération évolue dans le bon sens*

*, il faudrait que les chinois s'ouvrent plus à l'Occident, qu'ils s'intègrent mieux aux cultures des pays africains en côtoyant plus les populations locales par exemple, et qu'ils octroient d'avantages de bourses pour former les élites locales.*

### **Interview 3 : Monsieur Issa N'diaye**

Q.1 : Bonjour Mr N'diaye, pourriez-vous vous présenter brièvement et nous parler de votre parcours académique et professionnel ?

*I.N : Je suis Issa N'diaye, professeur de philosophie de formation. J'ai fait mes études jusqu'au niveau maîtrise au Mali et ensuite je suis allé en France, à l'université de Bourgogne pour passer en DEA et faire ma thèse en philosophie. Après ces études, je suis rentré au Mali pour enseigner à l'Ecole Normale Supérieure d'abord puis j'ai travaillé au centre national de recherche scientifique et technologique. Je suis par la suite entré dans le gouvernement de transition au ministère de l'éducation. De la transition, j'ai intégré le ministère de la culture et j'ai été ministre de la culture dans le 1er gouvernement du président Alpha Konaré. Après, je suis passé au contrôle général d'Etat et c'est de cette fonction que je suis revenu enseigner à la FLASH.*

Q.2 : D'accord. En quoi consistent vos fonctions à la FLASH ?

*I.N : À la FLASH, j'enseigne au département des sciences sociales, en philosophie, je donne donc des cours de philosophie. J'ai également dirigé la section de philosophie et maintenant depuis 2 ans, je dirige le département de sciences sociales. Le département de sciences sociales comprend 4 sections : la philosophie, la typologie, les sciences de l'éducation et la socio-anthropologie.*

Q.3 : Dans le cadre de ces fonctions universitaires, quels sont les objectifs que vous visez ?

*I.N : Mon travail ici consiste à assurer le déroulement correct des cours, à surveiller l'exécution correcte des programmes, à superviser les évaluations et en ce qui concerne le corps enseignant, à veiller à la formation continue et complémentaire des enseignants et des assistants au DEA.*

Q.4 : En tant qu'académicien et aussi philosophe malien, que pensez-vous de la montée en puissance de la Chine au niveau mondial ?

*I.N : Bon, c'est à mon avis un phénomène qui n'est pas surprenant, compte tenu d'abord du poids démographique de la Chine à l'échelle mondiale, et ensuite de l'histoire proprement dite de la Chine, qui est une civilisation millénaire et qui a contribué au progrès de l'humanité dans pas mal de domaines. Vous savez qu'il y a un certain nombre de découvertes qui ont été*



*faites par la Chine : on parle de la boussole entre autres et de la poudre à canon pour ne nommer que quelques inventions. Quand on considère la position stratégique de la Chine en Asie et le rôle qu'elle a joué dans le mouvement des non alignés avec les pays du tiers monde où elle assurait de fait un certain leadership, on peut comprendre pourquoi la Chine est entrain de devenir une puissance mondiale aujourd'hui et puis surtout pourquoi elle joue un rôle de plus en plus important en Afrique.*

Q.5 : Donc justement, que pensez-vous des implications de ce phénomène pour les pays occidentaux d'une part, et en particulier les anciens pays colonisateurs, et d'autre part les pays africains comme le Mali?

*I.N : Je pense que la Chine brise ce tête-à-tête entre les pays africains anciennement colonisés et leurs maîtres de tutelle. Il y avait en quelque sorte un dialogue à 2 et maintenant la Chine vient interférer dedans et elle interfère dedans avec d'autant plus de facilité qu'en Afrique elle n'a pas de passé colonial. Elle n'a pas de contentieux, d'un point de vue historique ou de n'importe quel point de vue avec les africains et deuxièmement, la Chine a beaucoup aidé l'Afrique lors des indépendances d'abord en dénonçant le colonialisme et ensuite en parrainant pas mal de pays en ce qui concerne leur accession à la souveraineté internationale. Le Mali par exemple est l'un des pays que la Chine a reconnu, dès son indépendance et qu'elle a accompagné sur le plan diplomatique au moment de son adhésion aux Nations Unies. Et en plus, on peut dire que la Chine a largement contribué à la base économique du nouveau Mali indépendant, à plus de 70-80%. Le tissu industriel de la 1<sup>ière</sup> République du Mali a été bâti par les chinois, à travers surtout des industries de transformation et puis sur le plan commercial, il y avait une coopérative que la Chine avait créée avec le Mali pour approvisionner le pays dans les produits de première nécessité, c'était l'UNICOP.*

*Donc depuis les années 1960, la Chine faisait du commerce avec le Mali et c'était aussi un commerce essentiellement basé sur le troc. Il n'y avait pas d'échanges monétaires à proprement parler. La Chine livrait des marchandises et le Mali en contrepartie livrait certains produits dont les chinois avaient besoin. Par exemple, les huileries, les usines de conserve, tout ce qui est rizerie, sucrerie et même le matériel agricole provenaient des usines créées par les chinois. Le tissu industriel malien a donc vraiment été érigé grâce au concours des chinois.*

Q.6 : Pourquoi pensez-vous que Pékin s'est tellement intéressé à notre pays au fil des années ? Pourquoi n'a-t-elle pas choisi de s'implanter autant dans d'autres pays de la sous-région comme le Burkina ou encore la Côte d'Ivoire par exemple ?

*I.N : Il y a à mon avis 2 ou 3 considérations expliquant ce phénomène. D'abord, il y avait l'option idéologique que le Mali avait choisie en ce sens qui était la voie socialiste de développement et cette option idéologique faisait que le mali était proche de la Chine. Ensuite, je pense qu'il y a le fait que le Mali faisait partie des pays africains qui militaient activement à l'époque pour l'adhésion de la Chine aux Nations Unies parce qu'en ce temps là c'était Taiwan qui était aux Nations Unies et les puissances occidentales s'opposaient à l'entrée de la Chine. Le poste de la Chine aux NU était occupé par Taiwan et le Mali faisait partie des pays qui dès le début ont refusé de reconnaître Taiwan et ont toujours revendiqué le poste de membre des Nations Unies pour la RPC. Je pense que ceci a fait une convergence de faisceau qui fait que la Chine a considéré le Mali comme un allié important, étant en plus un pays central du point de vue géostratégique dans la zone.*

*À mon avis, c'est ce qui explique les investissements massifs que la Chine a eu à faire au Mali dans les années 60. Même sur le plan militaire, dans l'aviation chinois, les techniciens chinois avaient commencé à bâtir une base pour pouvoir projeter des réparations d'avion dans la sous-région. A l'époque, les chinois avaient déjà pris la relève sur les soviétiques qui avaient été présents aussi. L'alliance entre la Chine et le Mali remonte donc à très longtemps.*

**Q.7 : À votre avis, de quelle nature sont les intérêts chinois au Mali ?**

*I.N : Aujourd'hui, ce sont les intérêts économiques et commerciaux qui ont pris le pas sur les considérations politiques. On peut dire qu'au début c'était les relations politiques qui étaient primordiales, qui expliquaient l'investissement massif des chinois. Par exemple, les usines textiles ont été faites avec le soutien des chinois. A la chute du régime de Modibo Keita et avec les programmes d'ajustement structurels auxquels le Mali a été contraint, c'est la Chine qui a repris ces usines textiles. D'abord en cogestion, cela veut dire que la Chine a pris une place importante aussi bien au niveau du capital qu'au niveau technologique pour moderniser ces usines textiles. Celles-ci ont d'ailleurs produit pas mal de produits de qualité (t-shirts militaires et survêtements exportés en Europe).*

*Ces marchandises ont été confectionnées ici et ça a permis d'organiser une exportation de certains produits. Je sais aussi qu'avec ces usines textiles le Mali a eu à exporter du fil avec le concours chinois, et qui était aussi en partie racheté par les usines textiles chinoises. C'était donc une opération rentable. Ensuite, il y a eu cette histoire de canne à sucre pour laquelle le Mali s'était adressé à l'époque à la France pour lui demander de l'aider à installer des usines de production de sucre. La France avait répondu en disant que la canne à sucre ne pouvait pas pousser au Mali. Toutefois, quand le Mali s'est adressé aux chinois, ils sont venus implanter la canne à sucre. Il y a d'abord eu des usines de sucre à Doukabougou 1, puis 2 et ensuite Seribala, ce qui était une première dans la sous région. Ces usines faisaient une production*

*pour satisfaire les besoins nationaux mais également pour être exportée dans les pays environnants. Les chinois fabriquaient également du matériel agricole sur place, ce qui a permis d'approvisionner les agriculteurs chinois avec du matériel agricole en plus de donner lieu à une exportation dans la sous région.*

Q.8 : Donc finalement, le Mali exportait beaucoup de biens grâce à l'action chinoise.

*I.N : Oui ! Ensuite, il y a eu l'usine pharmaceutique qui existe encore aujourd'hui et c'était une 1<sup>ère</sup> dans la sous région qui fabriquait 40 produits de base. Elle permettait non seulement d'approvisionner le marché malien en médicaments de première nécessité mais aussi la sous-région. Donc la coopération avec la Chine est vraiment l'une des coopérations les plus fructueuses que le Mali ait connue et je pense que malgré le fait qu'aujourd'hui le Mali et la Chine ont peu de rapport sur le plan idéologique, la Chine a pu sauvegarder les intérêts suscités par les investissements. Ce qui fait que la Chine continue à être présente sur le plan du sucre, sur le plan du textile, sur le plan de l'usine pharmaceutique. Le domaine du matériel agricole a quant à lui été privatisé.*

Q.9 : Qu'est ce qui explique donc le ralentissement des relations entre le Mali et la Chine puis la reprise de la coopération durant la décennie 80 ?

*I.N : Avec la chute de Modibo, les rapports se sont refroidis mais par la suite, le Mali s'est très rapidement tourné vers la Chine en ce qui concerne par exemple l'usine textile parce que les usines étaient en faillite. C'est la chine qui a repris ces usines là en cogestion à plusieurs reprises. Ils ont repris une 1<sup>ère</sup> fois, puis quand ils ont redressé, ils ont donné au Mali, c'est tombé en faillite. Ensuite, ils sont revenus, et ils ont redressé encore. La Chine n'avait pas intérêt à délaisser complètement le Mali, elle a continué à garder cette passion.*

*À l'époque, le Mali était l'un des rares pays où la Chine avait une implantation forte. Par exemple, en Cote d'Ivoire et au Sénégal son implantation est récente parce qu'eux avaient plus de relation avec Taiwan qu'avec la Chine continentale. Donc le phénomène de surgissement de la Chine sur la scène sous régionale a été fait surtout à partir du Mali.*



## A.7 C.C.R.C.A

### Compte rendu de la conférence sur le lancement des activités du Cercle Confucius

Lancement des activités du Cercle Confucius pour la Recherche sur la Chine et l'Asie

(C.C.R.C.A)

Lieu : Lycée Askia Mohamed de Bamako

Date : Samedi 14 mars 2009 à partir de 9 heures

### **PROGRAMME DE LA CEREMONIE**

**8h30-9h00** : Arrivée et installation des activités

**9h00-9h15** : Arrivée de l'ambassadeur de la République Populaire de Chine et des autres officiels

**9h20** : Présentation du programme par le proviseur, maitre de cérémonie

**9h30-9h40** : Discours de bienvenue du président du Cercle Confucius pour la Recherche sur la Chine et l'Asie(C.C.R.C.A), Dr Modibo Bah Koné

**9h40-10h00** : Intervention de son Excellence Mr ZHANG Guo Qing, ambassadeur de République populaire de Chine au Mali.

**10h-10h30** : pause café

**10h40-11h10** : Exposé sur la vie et œuvres de Confucius par Dr Belco Ouologuem, enseignant à la FLASH

**11h10-12h00** : Conférence-débats : La coopération Chine-Mali dans le domaine de l'enseignement supérieur et les nouvelles perspectives pour l'avenir, par Dr Modibo

Bah Koné, président du Cercle Confucius pour la Recherche sur la Chine et l'Asie(C.C.R.C.A)

Modérateur : Mr HUO Tian Yun, premier conseiller de l'ambassade de la RPC au Mali

**12h10** : Fin de la cérémonie

- La conférence devait marquer le lancement des activités du cercle Confucius comprenant 2 principales activités :
  - 3- La classe Confucius : née du protocole d'accord entre les instituts Confucius à Beijing et le Lycée Askia de Bamako (enseignement, formation et promotion de la langue chinoise)
  - 4- Le cercle Confucius : qui œuvre pour la promotion de langue et de la culture chinoise (Association du cercle Confucius constituée d'anciens étudiants maliens en Chine)
- Intervention de son Excellence Mr ZHANG Guo Qing, ambassadeur de République populaire de Chine au Mali :

Lors de son intervention, Mr ZHANG Guo Qing a indiqué que depuis 2 ans la coopération Mali-Chine s'était renforcée. L'installation de la classe Confucius au Lycée Askia permettra en plus au peuple malien d'approfondir sa connaissance de la culture chinoise et de pouvoir apprendre à parler le mandarin. Il s'est dit très heureux du lancement de ces activités car Confucius représente une partie importante de la culture chinoise. Les valeurs confucianistes correspondent selon lui à la recherche de l'harmonie dans le monde et en Chine. Dans le monde actuel, ce sont des valeurs qui doivent rester et être respectées. En outre, il a exprimé le fait qu'il faille « travailler ensemble pour préserver l'amitié qui dure entre le Mali et la Chine depuis un demi-siècle » et dont on fêtera le cinquantenaire en 2010.

J'ai pu échanger quelques mots avec lui lors de la conférence et il m'a affirmé que l'avantage de la Chine sur les pays européens c'est qu'à la différence des occidentaux, ils fournissent une aide pragmatique, utile dans l'immédiat pour le gouvernement malien. Il est conscient que la Chine est démonisée en Occident et a il tenu à préciser que malgré la présence chinoise au Mali, on dénombre toujours moins d'entreprises chinoises qu'américaines et européennes sur le territoire malien. La concurrence avec ces dernières est naturelle et entre uniquement dans le cadre des « règles du marché ». Mr ZHANG Guo Qing m'a également souligné avec beaucoup de modestie, que plus la Chine avancera dans son développement, plus elle essaiera d'apporter son aide au Mali.

- Présence également lors de la conférence de Mr Seydou Badian Kouyaté, l'un des initiateurs dans les années 1960 de la coopération sino-malienne, précurseur de la vie politique malienne et auteur de l'hymne national du Mali.
- Intervention du Dr Modibo Bah Koné, président du Cercle Confucius pour la Recherche sur la Chine et l'Asie(C.C.R.C.A) : (domaine de l'enseignement)

De plus en plus, la Chine s'impose dans le monde. Au Mali, la Chine accorde depuis 25 ans des bourses aux étudiants maliens voulant étudier en Chine. La création de l'association avait donc pour but de comprendre ce que la Mali pouvait attendre de la Chine à divers niveaux.

Selon le Dr Koné, la montée en puissance de la Chine repose avant tout sur 3 postulats :

- L'ancienneté de la situation chinoise : la Chine a en effet plus de 5000 ans d'histoire, c'est l'une des plus anciennes civilisations. Elle a su adapter sa pensée actuelle à l'enseignement de Confucius. La Chine a aussi une tradition millénaire qui valorise l'éducation, c'est enraciné dans les mentalités que l'enseignement doit avoir une place importante

dans le mode de vie. Il s'agit d'une logique que l'on peut illustrer par la phrase suivante « Respect the teacher, Value the teaching »

- L'enseignement supérieur et pas seulement de base, a une importance capitale en Chine. Il fait partie des priorités nationales.
- Les chinois ont un respect sacré pour la nation, une conscience citoyenne saine qui porte avec elle la politique du gouvernement.

Il faut donc que la Chine renforce son partenariat avec le Mali au niveau de l'amélioration de l'enseignement supérieur car c'est le leitmotiv de l'économie, du progrès. En raison notamment des grèves incessantes dans le pays, la jeunesse malienne a besoin d'une nouvelle philosophie de l'éducation pour lutter contre les problèmes et rendre les étudiants plus responsables. Selon Mr Koné, il faudrait aussi accentuer la présence du privé et des opérateurs de téléphonie par exemple (qui ont beaucoup de ressources matérielles et financières à leur disposition) au niveau de l'investissement en faveur de l'enseignement supérieur.

Au Mali, au niveau de l'enseignement, la Chine pourrait :

- Appuyer la formation des cadres et des enseignants
- Œuvrer pour l'informatisation des locaux d'enseignement supérieur
- Participer à la création d'un DEC en langues chinoises
- Financer la construction de nouvelles facultés (sciences juridiques et économiques notamment)
- Donner la possibilité aux étudiants maliens de faire des recyclages professionnels en Chine pour avoir les atouts en main et contribuer efficacement au développement du Mali.

- Intervention de Mr Issa N'diaye :

Mr Issa N'diaye a voulu faire une réflexion sur le passé du Mali. Selon lui, « la valeur du pays reflète la qualité de la ressource humaine », et dans ce contexte, des valeurs fondamentales échappent au Mali. Il faudrait que le pays puisse s'inspirer de l'exemple de la réussite chinoise et de ce qu'elle a construit de l'intérieur. Il est important d'avoir un cadre de réflexion stratégique pour réaliser de la gestion et de la projection à long terme. « Construire des perspectives et non pas gérer au quotidien ». Il a également souligné la nécessité de bâtir une capacité autonome de réflexion stratégique au niveau national et non pas international et de développer des synergies.

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages de référence

Alden, Chris. 2007. *China in Africa*. Claremont (South Africa), 157 p.

Furst, Michael. 2001. *L'accession de la Chine à l'OMC* (compilations de textes portant sur la Chine après son accession à l'OMC), 65 p.

Kitissou, Marcel. Juillet 2007. *Africa in China's Global Strategy*. Londres (Grande Bretagne), 205 p.

Manji, Firoze, et Stephen Marks. 2007. *African perspectives on China in Africa*. Cape Town (South Africa): Fahamu, 174 p.

Peyrefitte, A. 1976. *Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera*. Fayard (France), 630 p.

Wenquan, Yin. 2007. *La voie de développement de la Chine et la mondialisation*. Chine, 65 p.

### Articles

-----, Novembre 2007. « Le système de parti en Chine ». *Magazine Chinafrique*, vol 2, no 11.

-----, 2009. « La coopération entre le Mali et la Chine ». *Le Républicain* (Bamako - Mali), 13 février, no 2796, p. 7.

Afri, Sokorobi Roger. 2006. « Faut-il avoir peur de la Chine ? ». *Jeune Afrique* (*Hebdomadaire International Indépendant*, no 2392, 47<sup>ième</sup> année).

Alden, Chris. 2005. « Leveraging the Dragon: Towards “An Africa That Can Say No” », *Yale Global* (1er mars 2005),  
<http://yaleglobal.yale.edu/display.article?id=5336>.

BCEAO (Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest). 2007. *Rapport annuel sur la balance des paiements et la position extérieure globale du Mali*, 50 p.

CEDEAO-CSAO/OCDE. Août 2006. *Série économie : Atlas de l’intégration régionale en Afrique de l’ouest*. Abuja (Nigeria) – Paris (France), 20 p.

CIA, The Word Factbook. 2009. East & Southeast Asia: China (Geography),  
<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ch.html>, page consultée au mois de mars 2009.

CIA, The Word Factbook. 2009. East & Southeast Asia: China (Economy),  
<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ch.html>

ChineInformations.com. 2008. « Inventions chinoises », [http://www.chine-informations.com/guide/inventions-chinoises\\_154.html](http://www.chine-informations.com/guide/inventions-chinoises_154.html).

ChineInformations.com. Janvier 2008. « Les étudiants africains s’intéressent de plus en plus à la Chine », [http://www.chine-informations.com/actualite/les-etudiants-africains-interessent-de-plus-en-plus-a-la-chine\\_8450.html](http://www.chine-informations.com/actualite/les-etudiants-africains-interessent-de-plus-en-plus-a-la-chine_8450.html).

Keita, M. 2009. « De nouvelles perspectives dans une relation déjà exceptionnelle ». *Quotidien L’Essor* (Bamako – Mali), 13 février, 48<sup>ième</sup> année, no 16383, p. 16

Kernen, Antoine. 2007. « Les stratégies chinoises en Afrique : du pétrole aux bassines en plastique ». *Politique Africaine*, no 105 (mars), p. 163-180, <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/conjonctures/I05I63.pdf>.

Lafargue, François. 2005. « La Chine, une puissance africaine ». *Relations Internationales : Perspectives chinoises*, no 90 (juillet- août 2005), mis en ligne le 27 avril 2007, <http://perspectiveschinoises.revues.org/document900.html>.

Lantier, Alex. 2008. « Tremblement de terre en Chine : lourd bilan des victimes et grandes conséquences économiques », Comité International de la Quatrième Internationale (CIQI)

Lemoine, Françoise. 2006. « La montée de la Chine dans les échanges mondiaux ». SESSI, L'industrie française et la mondialisation (Paris), [team.univ-paris1.fr](http://team.univ-paris1.fr), p.209-222.

Magazine ChineAFrique.com. Entrevue avec Omar R. Mapurie, ambassadeur de la Tanzanie en Chine : « Encore et toujours plus de relations », <http://www.chinafrique.com/zf-2005/2006-11/2006.11-zf-1.htm>.

"Mali" Encyclopédie Microsoft® Encarta® en ligne. 2009. [Http://fr.encarta.msn.com](http://fr.encarta.msn.com)  
© 1997-2009 Microsoft Corporation.

Muekalia, Domingos Jardo. 2004. « Africa and China's strategic partnership ». *African Security Review*, no 13, <http://www.iss.co.za/pubs/ASR/13No1/F1.pdf>.

Niquet, Valérie. 2006. « La stratégie africaine de la Chine ». *Politique Etrangère IFRI*, (été), no 2, p. 361 à 374, Cairn. Info.

OCDE. 2004. *An Emerging Knowledge-Based Economy In China? Indicators from OECD Data Base*, STI Working Paper, no 4.

Braud, P.-A. 2005. « La Chine en Afrique, anatomie d'une nouvelle stratégie chinoise », *Analysis*, octobre 2005, [www.iss-eu.org](http://www.iss-eu.org).

Présidence de la république du Mali. *Économie du Mali*, <http://www.koufouba.pr.ml>



Présidence de la république du Mali. *Géographie du Mali*,  
<http://www.koulouba.pr.ml>.

"Qin, dynastie" Encyclopédie Microsoft® Encarta® en ligne 2009,  
<http://fr.encarta.msn.com> © 1997-2009 Microsoft Corporation.

Savoie-Zajc, Lorraine. 2003. « L'entrevue semi-dirigée ». Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données, B. Gauthier (dir.),  
[www.crifpe.ca/section/publications/407](http://www.crifpe.ca/section/publications/407).

Terra Nova. Avril 2006. « La révolution culturelle en Chine », [dinosoria.com](http://dinosoria.com)

World Meteorological Organization (WMO) - Whycos. 2009. *En cours de mise en œuvre Niger- HYCOS : système mondial d'observation du cycle hydrologique*,  
[http://www.whycos.org/rubrique.php3?id\\_rubrique=67](http://www.whycos.org/rubrique.php3?id_rubrique=67)